

4^e
ÉDITION

L'ESSENTIEL

30 SEPT & 1^{ER} OCT 2021

 **FORUM
MONDIAL**
— **NORMANDIE** —
POUR LA PAIX



PAIX MONDIALE
ET SÉCURITÉ
GLOBALE :

**COMMENT
GOUVERNER
LA PAIX ?**



RÉGION
NORMANDIE



Éditeur : Région Normandie

**Rédaction, création graphique
et mise en page éditoriale :**

JMLC (Jean-Michel Le Calvez et Thierry Piers)

Photographie : Eric Biernacki (Région Normandie), Arnaud
Tinel, Julien Hélie, Nicolas Broquedis, Woolfer / Wikimedia
Commons

Imprimeur : Imprimerie Caen Repro

Tirage : 450 exemplaires

Date de publication : décembre 2021



Avis aux lecteurs et lectrices

Le présent ouvrage compile les synthèses des séquences de la quatrième édition du Forum mondial Normandie pour la Paix. Les propos tenus dans le cadre de cet événement n'engagent en rien la Région Normandie et ne reflètent pas son positionnement. Les synthèses ne sont pas des articles scientifiques. Elles présentent les différents points de vue et les éléments essentiels relevés pour chaque séquence.

« Paix mondiale et sécurité globale : comment gouverner la paix ? ».

C'est sur cette thématique au cœur de l'actualité qu'ont porté les discussions du Forum mondial Normandie pour la Paix les 30 septembre et 1^{er} octobre 2021 à l'Abbaye aux Dames à Caen avec une attention particulière sur la situation en Afghanistan. La quatrième édition de cet événement annuel a une nouvelle fois été le lieu de réflexions et d'échanges pour penser le monde de demain grâce aux nombreux intervenants experts en géopolitique, représentants de gouvernements, du milieu académique et de la société civile mais aussi grâce au public qui y a pris part.

Le Forum a pour la seconde année dû se tenir dans un contexte de crise sanitaire mondiale, et beaucoup n'ont pas pu être présents. Nous souhaitons que cet ouvrage puisse rendre accessible à tous les discussions de cette édition.

Des synthèses des conférences et débats, des interviews, des résumés des moments clés du Forum sont compilés pour vous transporter au cœur de cet événement porté par la Région Normandie.

Le Forum mondial Normandie pour la Paix en quelques chiffres :



près de 7000 participants, dont 4000 jeunes, venus pour assister aux conférences, débats dont 6 dédiés à la jeunesse, expositions, ateliers et autres temps forts qui ont marqué cette édition



130 panélistes originaires de 29 pays, en présentiel ou par visioconférence, et 60 partenaires de débats, sur le Village pour la Paix ou entrepreneurs engagés qui soutiennent le Forum, partageant l'objectif de sensibiliser sur la prévention des conflits et la construction de la paix



4 250 vues des vidéos diffusées en direct sur la page Facebook de Normandie pour la Paix et de la Région Normandie

Bonne lecture et à l'année prochaine !

La Région Normandie

Retrouvez les captations des sessions du Forum et l'actualité de Normandie pour la Paix tout au long de l'année sur le site normandiepourlapaix.fr

NORMANDIE POUR LA PAIX

en
un clin
d'œil



L'initiative Normandie pour la Paix est née de la volonté de la Région de poursuivre le considérable travail de mémoire accompli depuis 1945 en Normandie afin de devenir un laboratoire pour une paix durable.

Normandie pour la Paix se décline en 4 axes principaux qui recouvrent plusieurs thématiques chacun et sont présents tout le long de l'année dans les actions de Normandie pour la Paix et les projets construits avec ses partenaires.

UN ENSEMBLE D'INITIATIVES TOUT AU LONG DE L'ANNÉE

PROJETS PÉDAGOGIQUES, COLLOQUES, SÉMINAIRES, ÉCHANGES UNIVERSITAIRES, CRÉATIONS ARTISTIQUES... : NORMANDIE POUR LA PAIX DONNE LIEU TOUT AU LONG DE L'ANNÉE À DE NOMBREUSES ACTIONS ORGANISÉES PAR LA RÉGION NORMANDIE ET SES PARTENAIRES.

> 4 GRANDS AXES THÉMATIQUES <



NORMANDIE POUR LA PAIX
CAMPUS



NORMANDIE POUR LA PAIX
RESSOURCES



NORMANDIE POUR LA PAIX
DIALOGUES



NORMANDIE POUR LA PAIX
CULTURE ET SCIENCES

> DES THÈMES PORTÉS PAR <



LE FORUM



LES ÉVÉNEMENTS



LE RÉSEAU

Les journées « Normandie pour la Paix »

23 & 24 mars 2017

présentent pour la première fois l'initiative Normandie pour la Paix et proposent plusieurs débats sur le thème « Un monde sans paix ? »

Lancement de l'appel à initiatives Normandie pour la Paix

La Région soutient des projets locaux ou en lien avec la Normandie en faveur de la promotion des valeurs universelles de paix et de liberté. Les actions soutenues bénéficient d'une labellisation Normandie pour la Paix.

Lancement de la Chaire d'excellence Normandie pour la Paix

En partenariat avec le CNRS et l'Université de Caen Normandie, la Chaire Normandie pour la Paix se consacre aux thématiques au cœur des enjeux contemporains : paix, environnement et droits des générations futures.

Première publication de l'indice Normandie du Parlement européen

Cet indice permet de mesurer chaque année la conflictualité à l'échelle de la planète, pays par pays.

2^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix les 4 & 5 juin 2019

3 conférences plénières et 30 débats ont réunis 6000 visiteurs dont 2500 jeunes sur le thème « Les faiseurs de paix »

75^e anniversaire du débarquement de Normandie

La Région Normandie a élargi le champ des projets soutenus cette année-ci via l'appel à initiatives aux projets mémoriels et historiques, en lien avec la Seconde Guerre mondiale.

Fin du programme européen Walk The Global Walk, lancement de l'initiative régionale EcHo

Ce programme pédagogique mis en oeuvre par l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix permet à un millier de lycéens normands de s'engager en faveur des Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU tout au long de l'année scolaire.

4^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix les 30 sept & 1^{er} oct 2021

Sur le thème « Paix mondiale et sécurité globale : comment gouverner la paix ? », la 4^e édition du Forum a réuni les 30 septembre et 1^{er} octobre près de 7000 participants dont 4000 jeunes pour 22 débats et 2 conférences ainsi qu'une soirée culturelle.

2017

2018

2019

2020

2021

Lancement du Prix Liberté

En partenariat avec les autorités académiques et l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, des jeunes de 15-25 ans du monde entier désignent une personne ou une organisation qui a récemment mené un combat exemplaire pour la liberté. Les lauréates de ce Prix jusqu'à aujourd'hui : Greta Thunberg, Loujain Al Athloul et Sonita Alizadeh.

1^{er} Forum mondial Normandie pour la Paix les 7 & 8 juin 2018

4 grandes conférences et plus de vingt débats ont permis au public de la première édition du Forum mondial pour la Paix d'interroger pendant 2 jours le thème « Mondialiser la paix : nouvelles guerres, nouvelle paix ».

Développement des événements à l'année

Tout au long de l'année, grâce au réseau de partenaires grandissant, sont organisés en Normandie ou à l'international des débats, conférences, projections, rencontres sur la paix.

Lancement de l'initiative des Parlementaires pour la Paix

Depuis 2020, des parlementaires des cinq continents s'engagent à porter des initiatives sur les thèmes du Forum. Une nouvelle promotion s'ajoute chaque année, portant cette année le nombre de parlementaires à 40.

3^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix les 1^{er} & 2 octobre 2020

Malgré la situation sanitaire mondiale, le Forum a pu proposer aux 6000 participants dont 3400 jeunes 15 débats et 3 conférences plénières, sur le thème « Prévenir la guerre : répondre aux nouvelles menaces ».

P.8 CONFÉRENCES PLÉNIÈRES : APPRÉHENDER LES GRANDS ENJEUX

1. POURQUOI LA PAIX NOUS ÉCHAPPE ?

UN MANIFESTE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES.	Page 12
LA PAIX EN DANGER	Page 14
LES RÉSISTANCES DE L'ANCIEN MONDE	Page 16
UNE NOUVELLE GOUVERNANCE DE LA PAIX	Page 18
LE NOUVEAU CHAPITRE FRANCO-AMÉRICAIN DE LA SCULPTURE DES BRAVES.....	Page 22
EN IMAGES.....	Page 23

2. COMMENT REPRENDRE LA PAIX EN MAIN ?

AUTOPSIE DE L'ÉCHEC AFGHAN	Page 25
LA QUESTION AFGHANE.	Page 29
POUR UNE REPRISE EN MAIN DE LA PAIX	Page 33
« REDONNER CONFIANCE DANS LES ADULTES »	Page 39

P.40

LES DÉBATS : ALLER PLUS LOIN

CONTINUITÉ ET RUPTURE DES ÉQUILIBRES GÉOPOLITIQUES

LA PAIX À L'ÉPREUVE.....	Page 42
JOE BIDEN ET LES NOUVEAUX DÉFIS DES ETATS-UNIS	Page 45
COMMENT CONSTRUIRE LA PAIX AVEC LA NATION RUSSE ?.....	Page 48

DES LEVIERS POUR GOUVERNER LA PAIX

RÉCONCILIATION, JUSTICE, MÉMOIRE :

QUEL APRÈS-GUERRE VEUT-ON ?	Page 51
JUSTICE INTERNATIONALE : FONDATION D'UNE PAIX DURABLE ...	Page 54
QUELLE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE POUR LA PAIX ?	Page 57
LUTTER CONTRE LA FAIM, ŒUVRER POUR LA PAIX	Page 60
DU REPORTAGE À LA LITTÉRATURE	Page 63

DE LA MÉDITERRANÉE AU MOYEN-ORIENT, COMPRENDRE LES CRISES D'AUJOURD'HUI

AFGHANISTAN , L'IMPOSSIBLE PAIX ?	Page 66
TURQUIE : EXPRESSION D'UNE PUISSANCE RÉGIONALE.....	Page 70
LIBYE : VERS UN FRAGILE ESPOIR DE STABILITÉ ?	Page 73
IRAN : À LA CROISÉE DES CHEMINS.....	Page 76
YÉMEN : QUI VEUT LA PAIX ?.....	Page 79
LIBAN : QUEL FUTUR POUR UN PAYS EN RUINE ?	Page 82
SAHEL : VERS UNE GOUVERNANCE LOCALE DE LA SÉCURITÉ ?...	Page 85
10 ANS DES PRINTEMPS ARABES : LEÇONS ET PERSPECTIVES D'UN ENGAGEMENT POPULAIRE	Page 88

P.91 JEUNESSE : IMPLIQUER LES ACTEURS DE DEMAIN

PRIX LIBERTÉ	Page 92
IMAGINEZ LA PAIX !	Page 93
LIBERTÉ D'EXPRESSION SOUS PRESSION : LA PAIX EN DANGER ? .	Page 94
L'HISTOIRE ET LA MÉMOIRE DANS LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME.....	Page 97
ABOLITION DE LA PEINE DE MORT : UN IMPÉRATIF POUR LA PAIX MONDIALE ?.....	Page 100
COMMENT L'UE PARTICIPE À LA GOUVERNANCE DE LA PAIX ? ...	Page 103
L'ONU PEUT-ELLE ENCORE RÉSOUDRE LES CONFLITS ?.....	Page 106
LA JEUNESSE NORMANDE S'ENGAGE POUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	Page 108

RÉALISATIONS : AGIR POUR LA PAIX

AMBASSADEURS UNESCO Au Forum, l'UNESCO se saisit des enjeux de la Francophonie	Page 110
L'INDICE NORMANDIE Évaluer les menaces contre la paix et la démocratie dans le monde	Page 111
LES PARLEMENTAIRES POUR LA PAIX	Page 112
SOIRÉE CULTURELLE La paix, à tambours battants !	Page 113
UN VILLAGE POUR LA PAIX Entre découvertes et rencontres	Page 114



LES CONFÉRENCES PLÉNIÈRES

1. POURQUOI LA PAIX NOUS ÉCHAPPE ?

Page 10

2. COMMENT REPRENDRE LA PAIX EN MAIN ?

Page 24

POURQUOI LA PAIX NOUS ÉCHAPPE ?

Conférence n°1 | Jeudi 30 septembre 2021 | 09h30 · 12h30 | salle plénière



© Eric Biernacki - Région Normandie

Frédérique Bedos et François-Xavier Priollaud

Près de 1 000 personnes – dont un grand nombre de lycéens et de jeunes – ont assisté à la conférence inaugurale de la 4^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix. Retour sur une matinée dense en témoignages, analyses et commentaires, articulée autour de trois tables rondes : *la paix est en danger, les résistances de l'ancien monde et une nouvelle gouvernance pour la paix*. Malgré l'ampleur du défi, les nombreux intervenants ont cherché à penser pourquoi la paix nous échappe...

Cette première conférence a été marquée d'entrée par deux temps forts : la lecture du manifeste Normandie pour la Paix et le message d'António Guterres, Secrétaire général des Nations unies (lire ci-contre). A cela s'ajoute la diffusion de quelques extraits d'un cri du cœur de Mia Amor Mottley, Première Ministre de la Barbade, révoltée par l'indifférence et le manque de volonté de prendre à bras-le-corps les vrais problèmes du monde, lors d'un discours à l'ONU en septembre 2021. Des phrases qui font écho aux propos liminaires de Bertrand Badie, expert en relations internationales et professeur des Universités, qui explique qu'il *est temps de parler de la paix différemment*.

« La guerre constituait hier le commun de la vie internationale. C'est tellement vrai qu'on a su définir la guerre et non la paix. Mais le monde qui est le nôtre aujourd'hui n'est plus celui des blocs qui s'opposent et des armées qui s'affrontent, mais celui des souffrances sociales. Si nous voulons lutter pour la paix, il faut absolument prendre en compte ce fléau ».

Bertrand Badie



Bertrand Badie

Bertrand Badie explique en outre le caractère fonctionnel de la guerre d'antan qui, en créant l'ennemi, donnait à chacun une raison d'être. *« Aujourd'hui, on ne gagne plus les guerres et - quand on les gagne - ce sont les plus faibles qui l'emportent. Aujourd'hui, la puissance est mise en échec partout : dans les guerres de décolonisation, à Saïgon, à Kaboul, à Bagdad, au Yémen, en Somalie, au Sahel. Or, ce qui nous menace, ce n'est pas tant le voisin puissant que l'insécurité alimentaire avec 10 millions de morts par an ou encore l'insécurité environnementale qui fait 8 millions de morts par an selon l'OMS »*. Selon l'intervenant, la sécurité n'est plus nationale, comme au temps de Thomas Hobbes, mais globale. Elle ne se divise pas, ne s'attribue pas, ne s'impute pas. Or, nos dirigeants se rattachent aux stratégies d'hier, continuant d'ignorer qu'au centre même des défis et des dangers actuels, les sociétés souffrantes ont pris le pas sur les Etats stratèges. Ce constat explique non seulement les drames humains que nous vivons, mais les formes nouvelles de conflictualité. La maladie de l'intervention militaire, de la politique de puissance, de l'obsession de garder un rang sont d'un autre âge pour Bertrand Badie, alors que nous sommes dans un monde déhiérarchisé où la paix ne

OUVERTURE DE LA CONFÉRENCE :

- **Bertrand Badie**, professeur Emérite des Universités, Sciences Po

OUVERTURE VIDÉO :

- **António Guterres**, secrétaire général des Nations Unies

MODÉRATEUR ET ANIMATEURS :

- **Gérard Leclerc**, journaliste, We Demain
- **Frédérique Bedos**, présidente fondatrice de l'ONG le Projet Imagine
- **François-Xavier Priollaud**, vice-président de la Région Normandie

INTERVENANTS :

- **Tedros Adhano Ghebreyesus**, directeur général de l'OMS (intervention vidéo)
- **Anilore Banon**, sculptrice spécialisée dans les œuvres monumentales
- **Sylvie Bermann**, présidente du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale
- **Sylvie Brunel**, professeure à la Sorbonne
- **Charles Burke**, président et directeur du War Memorial de Chicago (intervention vidéo)
- **Pedro Conceição**, directeur du PNUD en charge du Rapport sur le Développement Humain (intervention vidéo)
- **Jean-Louis Gergorin**, ancien chef du Centre d'analyse et de Prévision du Quai d'Orsay
- **Pascal Lamy**, président du Forum de Paris sur la Paix
- **Jean-Daniel Lévy**, directeur délégué Harris Interactive France
- **Jean-Hervé Lorenzi**, fondateur du Cercle des Economistes
- **Firmin Edouard Matoko**, sous-directeur général pour la Priorité Afrique et les Relations extérieures de l'UNESCO

se construit que dans l'égalité. Il suggère que les pays reprennent une belle idée du programme des Nations unies pour le développement de 1994 à travers le concept de sécurité humaine, qu'il faut préserver et qui devrait être la boussole de toute la notion de sécurité humaine. *« J'appelle cela le traitement social de la guerre, c'est-à-dire vaincre la guerre en faisant progresser le traitement social des maux de l'insécurité humaine »*.

UN MANIFESTE pour les générations futures

La quatrième édition du Forum mondial Normandie pour la Paix a été solennellement ouverte par la lecture du manifeste Normandie pour la Paix. Afin de mettre en avant la jeunesse, le Président de la Région Normandie Hervé Morin a tenu à laisser la place aux générations futures incarnées par Adèle, impliquée sur le prix Liberté, et Léo, sur le programme EcHo dans le cadre de son service civique à l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix.

« Allons-nous mettre fin à la race humaine ou l'humanité renoncera-t-elle à la guerre ? En pleine guerre froide, le manifeste Russe-Einstein de 1955 posait une question existentielle dont l'urgence résonne avec encore plus d'intensité aujourd'hui. Les armes nucléaires sont des milliers de fois plus meurtrières qu'alors, plus de 2 500 ogives sont en état d'alerte immédiate, des agents pathogènes mortels menacent potentiellement la vie. Alors que de grandes puissances se préparent à déployer des robots tueurs, nous nous trouvons au bord de l'abîme. Moralement, l'éventualité de voir des machines déterminer nos destins est abjecte, les dépenses militaires mondiales ont doublé depuis la fin de la Guerre froide, et l'augmentation est appelée à se poursuivre avec des programmes de modernisation des armes existantes et le développement de nouveaux systèmes

de destruction et d'extermination. Dans un contexte de crise climatique, d'inégalités croissantes, etc., le risque d'une guerre par accident, par incident ou par intention demeure dans le domaine du possible ». Ainsi débute ce manifeste Normandie pour la Paix qui liste néanmoins certaines avancées, comme le traité international visant à interdire puis à éliminer les armes nucléaires mais dont l'approbation unanime reste en suspens. Des signaux qui n'annihilent cependant pas le risque d'extinction humaine en raison de multiples facteurs, dont l'abandon de traités existants ou encore la trop faible lutte contre le réchauffement climatique et les inégalités socio-économiques flagrantes. Pourtant, l'esprit humain fait preuve de résilience, rebondissant après chaque crise pour créer un monde meilleur.

« Normandie pour la Paix lance donc un appel à tous les habitants de la planète pour rappeler que ce que nous avons en commun est bien plus grand que nos différences. Faire de la guerre un horizon invraisemblable, établir une paix durable, réhabiliter les valeurs éthiques et mettre à l'œuvre notre humanité commune sont autant d'objectifs qui appellent un nouveau contrat mondial fondé sur une approche inédite de la sécurité internationale »

Nous avons la conviction qu'éliminer progressivement les armes de destruction massive ne mettra pas en péril la sécurité, bien au contraire. S'inscrivant dans les valeurs fondamentales de tolérance, de confiance et de coopération, notre appel défend un système de sécurité inclusif, universel, collectif et réglementé, l'allocation d'un budget mondial pour le développement durable et un engagement pour la dignité humaine et les droits de l'Homme pour tous. C'est un appel à donner corps à la notion d'Ubuntu qui signifie « *mon humanité est inextricablement liée à ce qu'est la vôtre* ». Instaurer la paix qu'au terme d'une guerre longue et dévastatrice. Les traités de Westphalie, l'acte final du Congrès de Vienne, la Société des Nations et les Nations unies, tous ont été formés alors que l'humanité portait la honte de millions de morts avant l'âge. La prochaine guerre mondiale ne laissera pas l'opportunité de négocier un nouvel accord de paix parce qu'il n'y aura plus ni négociateurs, ni peuples. Attachons-nous à concevoir une paix durable ».

© Eric Biernacki - Région Normandie



Adèle et Léo

Manifestez-vous en faveur de la paix !

Le Forum mondial Normandie pour la Paix 2019 a lancé le 4 juin 2019 un appel public à une prise de conscience de la nécessité d'une paix durable. « *Normandie pour la Paix lance un appel à tous les habitants de la planète pour rappeler que ce que nous avons en commun est bien plus grand que nos différences. Faire de la guerre un horizon invraisemblable, établir une paix durable, réhabiliter les valeurs éthiques et mettre à l'œuvre notre humanité commune sont autant d'objectifs qui appellent un nouveau contrat*



mondial fondé sur une approche inédite de la sécurité internationale ». Rédigé et présenté au forum par les Prix Nobel Mohamed El Baradei, Leymah Gbowee, Denis Mukwege, Jody Williams, et de personnalités de la société civile engagées pour la paix comme Anthony Grayling, philosophe, Sundeep Waslekar, président de Strategic Foresight Group... Le manifeste est désormais ouvert à la signature de tous. Pour cela, il vous suffit de scanner ce QRCode et vous laisser guider. Merci pour votre engagement !

La paix en danger

Animée par le journaliste politique Gérard Leclerc, la première table ronde de la matinée a évoqué les dangers autour de la paix, en commençant par une intervention du directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus. Ce dernier a développé l'idée que la paix n'est pas possible dans un contexte de danger sanitaire, rappelant que la Covid-19 a fait plus de 4,7 millions de morts dans le monde. « 70% des situations sanitaires auxquelles l'OMS répond se déroulent dans des espaces vulnérables aux désastres et aux catastrophes. La santé peut être un pont pour la paix. C'est pour cela que nous travaillons dans plusieurs pays pour construire la confiance et l'équité en engageant des communautés ».

« Partout dans le monde, l'OMS propose de soutenir les pays pour créer des systèmes de santé plus résilients, basés sur un système de santé primaire avec une couverture universelle. La pandémie a souligné le besoin d'une coopération internationale et d'un multilatéralisme fort ».

Tedros Adhanom Ghebreyesus



Tedros Adhanom Ghebreyesus

Pedro Conceição, directeur au PNUD en charge du Rapport sur le Développement Humain revendique pour sa part l'idée d'une paix positive et inclusive pour éviter les conflits, un concept qu'il a développé en direct de New York. « *Ma première réflexion concerne la nécessité d'élargir la portée des menaces à la paix. Le changement climatique figure désormais sur cette liste. L'interaction entre cette thématique et la paix est assez complexe car elle mêle des phénomènes météorologiques à des processus sociaux et culturels, lesquels renforcent les inégalités et donc les tensions. Au Sahel par exemple, les inondations et les sécheresses réduisent encore plus les moyens de subsistance des populations et exacerbent la violence des conflits. L'anthropisation, c'est-à-dire la transformation d'un milieu naturel par la seule action humaine sur l'environnement, nous amène à des risques sans précédent. Pour la première fois de l'histoire de l'espèce humaine, les menaces à notre existence et à notre survie en tant qu'espèce viennent plus de nos propres choix que des hasards de la planète* ». Sa deuxième réflexion porte sur les opportunités de créer la paix et de la renforcer, ce qui demande une approche intégrée pour la prévention des conflits et leur résolution.

« L'idée d'une paix positive ne se résume pas seulement à une société sans violence, mais doit être associée à des attitudes et des structures qui permettent de tendre vers des sociétés durables ».

Pedro Conceição



Bertrand Badie, Gérard Leclerc,
Pascal Lamy et Firmin Edouard
Matoko

Un obstacle majeur : les inégalités

Pascal Lamy, ancien directeur de l'OMC, et président du Forum de Paris sur la Paix, a développé son point de vue sur l'état du monde victime d'une pandémie planétaire. « Je suis de tempérament optimiste, comme beaucoup de jeunes que je vois dans cette salle, mais je crois qu'il faut être lucide par rapport à notre présent. Qu'a dit la Première Ministre de la Barbade ? Que la principale menace pour la paix réside dans l'apartheid vaccinal et la fracture entre ceux qui sont vaccinés à 70% et ceux qui le sont à moins de 7%. Les vaccins sont produits, stockés et utilisés par le Nord alors que le Sud lui, attend ». S'il reconnaît que l'Union européenne a fait, comme d'habitude, un peu plus que les autres et un peu plus tôt, ce dernier n'insiste pas sur le caractère intolérable de cette situation sur le plan moral, préférant argumenter sur le plan économique. « Les moyens financiers mobilisés pour ne pas trop ralentir les économies en période Covid-19 varient pour leur part de 1 à 200 entre Nord et au Sud ».

« Il est probable que l'année prochaine, pour la première fois depuis cinquante ans, la croissance des pays riches soit plus forte que la croissance des pays pauvres ».

Pascal Lamy

L'ancien directeur de l'OMC alerte donc sur une coopération internationale mise à mal par ce manque de solidarité. Car lorsqu'on demande aux pays africains de faire des efforts pour lutter contre le changement climatique et son incidence pour demain, ces derniers sont en droit de nous rétorquer que nous manquons de solidarité sur un problème d'aujourd'hui, appelant donc à « *des vaccins pour toute la planète* ».

Travailler sur les consciences

Firmin Edouard Matoko sous-directeur général pour la priorité Afrique et les relations extérieures de l'UNESCO, rebondit pour sa part sur un fléau majeur : la persistance des inégalités dans le monde.

« Notre monde compte encore 900 millions d'analphabètes, en particulier des jeunes, des filles et des femmes. Des millions d'enfants souffrent de malnutrition, sans parler des migrants que nous voyons ici aussi en France. Ces faits participent directement à l'absence de paix. Dans quelle direction devons-nous regarder pour trouver des solutions ? »

Firmin Edouard Matoko

La réponse tient pour lui dans la charte de l'UNESCO qui commence par une phrase désormais célèbre et qu'il souhaiterait que les jeunes s'approprient : « c'est dans l'esprit des hommes et des femmes que naissent les germes de la guerre, et c'est dans l'esprit des femmes et des hommes qu'il faut construire les défenses de la paix ». Comment ? En travaillant avec les jeunes. Il cite à ce titre de nombreux exemples salutaires



Firmin Edouard Matoko

© Eric Biemacki - Région Normandie

d'actions sous l'égide de l'UNESCO : à Mossoul pour reconstruire l'esprit de dialogue et interculturel qui a toujours existé dans cette région ; en Amérique latine via de grands projets pour harmoniser ses différentes cultures, en Afrique pour faire face à des conflits inter-ethniques et de genres. Si le regard à porter sur la paix tient pour lui dans notre passé et notre présent, il objecte qu'il faut d'abord et avant tout se focaliser sur celles et ceux qui construiront la paix demain, c'est-à-dire nous, les femmes, les hommes et les jeunes.

Les résistances de l'ancien monde

Sylvie Bermann, ambassadrice de France et présidente du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale, a recentré le débat lors de cette seconde table ronde sur des questions géopolitiques et économiques. Elle a été appelée dans un premier temps à revenir sur les résistances de « l'ancien monde ». *« Je m'interroge toujours sur la signification de cette expression. Déjà lycéenne, on me disait qu'il était derrière nous et que le monde allait changer »*. Et d'expliquer que si les changements ont effectivement eu lieu, il ne faut pas trop se faire d'illusion sur ceux qui vont intervenir. En poste

à Moscou pendant « la guerre froide », elle évoque la mondialisation et la recherche du taux de croissance, développant les tensions entre les États-Unis et la Chine. *« Nous assistons ici à une guerre froide différente et multidimensionnelle. Il y a un aspect commercial certes, mais aussi diplomatique, technologique, idéologique »*. Sylvie Bermann indique à ce titre que *« La Chine n'est pas si isolée qu'on le pense, notamment depuis son rapprochement très fort avec la Russie »*. Ayant quitté ses fonctions pour faire valoir ses droits à la retraite, elle dispose d'une liberté de parole qu'elle utilise, estimant que le Conseil de

sécurité des Nations unies « *ne fonctionne plus* », avant d'expliquer pourquoi selon elle. « *Il est hors de question tout d'abord pour les États-Unis de parler du Moyen-Orient en raison de leur soutien systématique à Israël. Même chose du côté chinois et russe vis-à-vis de la Syrie ou de la Libye. L'organe exécutif de l'ONU ne reflète plus la réalité du monde actuel car sa composition a été décidée en 1945* ». L'ancienne diplomate précise à ce sujet que des velléités de changement existent au sein de l'organisation internationale. Mais ces dernières se heurtent à des blocages. Ainsi, les deux places en son sein à l'attention de pays d'Afrique n'ont pas été pourvues faute d'un accord sur la nomination de ces

« Les égoïsmes nationaux n'ont pas disparu et ne vont pas disparaître. C'est un obstacle majeur pour faire face aux défis planétaires que l'on connaît ».

Sylvie Bermann



Sylvie Bermann

© Eric Biernacki - Région Normandie

nations.

Des enquêtes d'opinion qui interpellent

Jean-Daniel Levy, directeur délégué Harris Interactive France, a apporté son éclairage sur les préoccupations des Français vis-à-vis de la paix et de la guerre. « *La question d'un possible risque de guerre ne suscite pas aujourd'hui une crainte majeure de*



Jean-Daniel Levy (intervention vidéo)

nos compatriotes » explique-t-il d'emblée.

Il note d'ailleurs que très peu d'enquêtes ou de sondages sont réalisés sur notre rapport à la paix, à la stabilité de notre pays ou à ses ingérences militaires. La Défense apparaît d'ailleurs comme l'un des premiers postes à réduire en termes de dépenses publiques. Les motivations de vote lors des dernières élections européennes ne portaient pas non plus sur la paix et, lorsque cela arrive, ce sujet concerne essentiellement les personnes âgées de 65 ans et plus et celles qui ont déjà connu une situation de conflit. Jean-Daniel Levy observe en revanche que le mot « guerre » a pris d'autres tournures en raison de l'actualité récente. L'emploi par le Président de la République de l'expression « *nous sommes en guerre* » dans la lutte contre la Covid-19 en mars 2020 a marqué les esprits partant du principe que si le vocable était utilisé, la situation était extrêmement sérieuse et qu'il y avait un combat à mener, avec notamment la mobilisation de militaires. Même si le phénomène est plus marginal, la tribune de militaires en mai

2021 relayée par la presse évoquant un risque de guerre civile a suscité le doute ou des interrogations sur une telle éventualité dans l'opinion. Enfin, la guerre contre l'islamisme constitue le point absolument central pour nos compatriotes car il est de nature à remettre en cause l'équilibre de notre pays et du monde occidental. Cette lutte fait donc consensus et elle mobilise, quitte à réduire les libertés individuelles. En revanche, contrairement à des décennies plus anciennes, les conflits qui se déroulent dans des régions du monde ne mobilisent plus l'opinion publique à travers des marches pour la paix comme on en a connues par le passé, même s'il y a toujours de la compassion pour les victimes. Sur ce point, les différentes opérations extérieures des forces françaises sont

plutôt méconnues mais globalement appréciées, en raison d'un certain universalisme, mais aussi en estimant qu'en agissant de la sorte, on se prémunit d'un conflit sur notre sol. Enfin, il avoue sa surprise à la réaction globale des Français à l'occasion du printemps arabe. *« Au pays des droits de l'Homme, fier de sa démocratie au point que l'on souhaite même l'exporter au-delà nos frontières, nous avons noté que nos compatriotes n'étaient pas aussi enthousiastes que les médias. Pourquoi ? Parce qu'ils disaient craindre une forme de déstabilisation suite à la chute des dictatures et des phénomènes migratoires importants, notamment de personnes qui voulaient remettre en cause l'équilibre de notre nation ».*

Une nouvelle gouvernance de la paix

La troisième et dernière table ronde de cette première conférence du Forum mondial Normandie pour la Paix a tout d'abord exploré un monde virtuel et étranger à beaucoup de monde, mais malheureusement bien réel. Jean-Louis Gergorin, ancien chef du Centre d'analyse et de prévention du Quai d'Orsay, est un spécialiste des questions de défense numérique. Il a

« Nous sommes dans un monde où la guerre numérique fait rage à coups de rançongiciels, de cyber-espionnage et de logiciels implants ».

Jean-Louis Gergorin

été appelé au cours de cette conférence à expliquer les nouveaux terrains de délinquance et de guerre dans le cyberspace.

« Il existe deux grands modes d'offensive numérique. Le premier concerne l'intrusion informatique à des fins de prédation qui



va du détournement de cartes bleues aux attaques par rançongiciels. Ce procédé consiste à bloquer un système ou menacer de publier des données piratées contre une rançon. Le second se concentre sur le cyber-espionnage, la forme d'espionnage la plus rapide et massive de l'histoire humaine à des fins de captation d'informations secrètes, mais aussi de sabotage. Les Américains ont ouvert la boîte de Pandore en utilisant ce procédé avec

l'attaque contre une usine d'enrichissement iranienne en 2010 ». Une autre technique d'attaque numérique est apparue depuis : les logiciels implants. Il s'agit de puissances hostiles qui déposent « **des bombes logicielles dormantes** » dans des infrastructures techniques civiles, impossibles à déminer semble-t-il, et qui pourraient être réveillées pour provoquer un block out généralisé par exemple. « **Les USA ont instauré une sorte d'équilibre de la terreur avec ses deux grandes adversaires, la Russie et la Chine, chacun ayant semé des implants chez l'autre. Les autres pays, qui ne disposent pas de cet équilibre précaire, sont vulnérables** » prévient Jean-Louis Gergorin. Ce dernier évoque aussi la guerre d'influence numérique qui se traduit par la diffusion de fausses informations en supprimant les vraies. Il cite ainsi une opération de discrédit opérée par le KGB destinée à faire croire que la Covid-19 est née dans un laboratoire américain et que le vaccin Pfizer est une entreprise de surveillance mondiale. Il cite aussi une enquête de la commission de la Culture et des Médias digitaux et des Sports de la Chambre des Communes britannique accessible au public. Celle-ci montre qu'une manipulation informatique aurait impacté les résultats du référendum sur le Brexit. Pour lutter contre ce nouveau

type de conflit, Jean-Louis Gergorin salue l'initiative d'Emmanuel Macron qui a lancé, à l'occasion du centième anniversaire de l'Armistice, un appel pour la paix, la confiance et la sécurité dans l'Internet et le cyberspace. Ce manifeste a été signé par un très grand nombre d'organisations publiques et privées, à l'exception d'Etats tels que les États-Unis, l'Inde, la Russie, la Chine, la Turquie et d'autres. Il reconnaît par ailleurs que les relations entre les Etats sur ce sujet ne s'améliorent pas même si un événement majeur s'est déroulé le 21 juin 2021 lors du sommet entre Vladimir Poutine et Joe Biden. « **Plus de la moitié de ce sommet a été consacrée au cyber espionnage pour aboutir à un accord reconnu par les deux parties. Dans la pratique, deux attaques de rançongiciels ont été neutralisées dans la foulée mais un cyber-gang a ressuscité après la visite du Président ukrainien à Washington** ». Pour l'ancien chef du Centre d'analyse et de prévention du Quai d'Orsay, la solution peut venir de la réhabilitation du Conseil de Sécurité de l'ONU, par l'établissement de sessions spécifiques et d'un groupe permanent traitant des conflits cyber notamment parmi les plus actifs, à savoir les cinq membres permanents. De fait, il estime qu'il existe, au niveau international, une voie de stabilisation sur ces questions numériques.

La gouvernance économique mondiale écornée

« **Sommes-nous en capacité de rebâtir une gouvernance économique mondiale ?** » C'est par cette question que Jean-Hervé Lorenzi, fondateur du Cercle des Économistes, a commencé son intervention. La crise américaine des subprimes en 2008 correspond selon lui au summum de la gouvernance mondiale économique et, dans le même temps, à sa disparition. Il rapporte que la décision de lancer des politiques budgétaires coordonnées a permis de sortir plus ou moins de la crise mais qu'elle a engendré une défiance vis-à-vis



Jean-Hervé Lorenzi

© Eric Biernacki - Région Normandie

du capitalisme. Devant l'interrogation visible de Bertrand Badie, Hervé Lorenzi a pris soin de préciser.

« Le fait qu'il n'y ait pas de gouvernance économique ne signifie absolument pas que la mondialisation se termine, bien au contraire. La croissance du marché mondial a redémarré, au même titre que les investissements directs d'entreprises ».

Jean-Hervé Lorenzi

Et il précise en outre : *« Et s'il y a eu une montée en flèche d'actes protectionnistes sous Trump, celle-ci redescend. L'économie mondiale fonctionne donc à plein. En revanche – je le répète – la gouvernance mondiale est en panne, ce qui posera un problème majeur lors de la prochaine crise financière internationale »* Après avoir fustigé les taux d'intérêt prohibitifs accordés aux pays africains alors qu'ils représentent un des éléments clés du développement de l'économie mondiale à terme, Jean-Hervé Lorenzi trouve dans le consensus de Dakar¹ une lueur d'espoir. De même, si l'économiste pense que le G7 dans sa forme actuelle « ne sert à rien » (sic), il voit d'un bon œil un G20 à condition d'inviter autour de la table des pays au rôle majeur.

A l'heure du déjeuner, Sylvie Brunel, professeure à la Sorbonne, a abordé un sujet vieux comme le monde qui constitue pour Bertrand Badie *« ce qui tue en première ligne et alimente les conflits »*, à savoir la sécurité alimentaire. Elle explique aux spectateurs et internautes de moins de 50 ans que dans les années 1970, on fantasmait sur une pilule par jour qui satisferait nos besoins alimentaires. En 2021, l'insécurité alimentaire tue 10 millions de personnes quotidiennement. En France, avec la pandémie, 1 million de pauvres en France se sont ajoutés aux 9 millions de

personnes qui ne peuvent pas faire trois repas corrects par jour. Le Prix Nobel de la Paix, en 2020, a été attribué au Programme Alimentaire Mondial, qui s'illustre comme la plus grande organisation de secours alimentaire au monde. Celle-ci considère que plus de 100 millions de personnes se sont ajoutées aux 850 millions de personnes qui souffrent déjà de la faim. La FAO a constaté que les prix alimentaires ont augmenté de plus de 40% en un an, ce qui n'était pas arrivé depuis 2011. Le réquisitoire implacable de l'intervenante bouscule les consciences, laquelle rappelle que les émeutes de la faim en 2008 ont sévi dans plus de 35 pays. *« Les perspectives sont inquiétantes »* poursuit Sylvie Brunel, notamment parce que l'Europe avec le Green Deal s'engage dans des modèles qui risquent de produire 15% de nourriture en moins dans un monde où l'on sait qu'il va falloir faire face à des besoins croissants, notamment liés à la croissance démographique, ainsi qu'aux besoins des classes moyennes, soit 160 millions de personnes supplémentaires. Dès lors, la paix sociale dépend du prix de la nourriture et cela nous concerne directement. *« La France a la chance de faire partie du club très fermé des dix grands exportateurs de nourriture dans le monde. Elle ne peut et ne doit pas déléguer sa souveraineté et sécurité alimentaire. Cette notion demeure importante parce qu'aujourd'hui, nos concitoyens ont oublié la peur de manquer. Il faut que notre agriculture reste compétitive à travers une grande diversité de mo-*



© Eric Biernacki - Région Normandie

¹ Les chefs d'États de 6 pays africains ont plaidé, lors de la conférence sur « L'Endettement et le Développement Durable » qui s'est tenue à Dakar le 2 décembre 2019, la nécessité de s'endetter pour se développer, mais à travers, selon eux, de nouvelles règles : ce qui a été appelé le consensus de DAKAR.

dèles qu'il ne faut pas opposer les uns aux autres, notamment en tapant systématiquement sur l'agriculture performante ».

Le mot de la faim

Sylvie Brunel affirme que nous sommes confrontés au grand retour de l'arme alimentaire et que la question de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire se pose plus que jamais. « *Les grandes puissances savent que la nourriture est stratégique à l'instar de la Chine, dépendante de ses importations de nourriture* ». Elle précise que l'Afrique a des greniers considérables mais que ses mégalo-poles continuent d'importer de la nourriture car elles ne comptent pas vraiment sur leur propre paysannerie. Ce qui est aussi le cas en France comme le stipule le rapport Gillé

« Il ne faut pas se leurrer. On ne produit pas uniquement pour des gens aisés. Le prix de la nourriture est une condition essentielle de la paix sociale à l'échelle du monde. Il faut donc des vaccins, mais aussi du pain, du lait, des pommes de terre et du maïs, mal aimé mais pourtant première céréale mondiale ».

Sylvie Brunel

présenté au Sénat en juillet 2021 et qui fait état d'un taux d'autonomie alimentaire de nos villes de 2% seulement.

Sylvie Brunel estime que la troisième révolution agricole consistera à produire mais en créant de la valeur pour le paysan, afin que la nourriture soit à la fois rémunératrice pour le paysan et accessible pour le consommateur. Pour cela, selon la géographe, « *il faut beaucoup d'interventionnisme car on ne peut pas laisser le monde agricole soumis aux libres choix du marché alors que nous voulons limiter la dégradation des écosystèmes, gérer l'eau, prendre en compte les questions cli-*



matiques. Anticiper les crises de demain impose de mettre en place des systèmes permettant à la fois d'aménager les territoires pour faire face à ces aléas mais aussi permettre de renforcer la sécurité alimentaire au niveau local en donnant à des agriculteurs qui sont aujourd'hui confrontés à des défis multidimensionnels (climat, sols, gestion de l'eau...) les moyens d'y répondre. Nous avons le devoir de ne pas « désagriculturer » la France comme on l'a désindustrialisée ».

Fil rouge de la matinée, Bertrand Badie a conclu la conférence en rappelant « *la richesse des interventions et la pluralité d'acteurs* » au service d'une cause qui fait consensus, même s'il peut y avoir des divergences sur le meilleur moyen d'y parvenir. Il a stipulé à ce titre qu'il ne fallait pas confondre « *conflit* » et « *confrontation* », notamment à travers les mots et les idées. La seule forme de « *dispute* » que le Forum mondial Normandie pour la Paix accepte à condition qu'elle soit « *intellectuelle* ».

Le nouveau chapitre franco-américain de la sculpture des braves

Anilore Banon a réalisé un ensemble de 3 sculptures monumentales intitulées « Les Braves » mises en place sur le sable d'Omaha à St Laurent/Mer à l'occasion des cérémonies commémoratives du 6 juin 2004. Le titre de l'œuvre évoque le débarquement au travers du courage des hommes venus d'Amérique ainsi que la fraternité entre les peuples. Invitée au Forum mondial Normandie pour la Paix, l'artiste a confié qu'elle avait toujours rêvé qu'il y ait « *le pendant de cette sculpture de l'autre côté de l'Atlantique* ». Un vœu exaucé par Charles Burke, président et directeur du War Mémorial de Détroit, qui a expliqué ses motivations à créer Outre-Atlantique une sculpture jumelle à celle des plages de Normandie. « *J'ai découvert cette statue il*

ya cinq ans avec ma famille. Elle symbolise pour moi avec brio l'espoir et la résilience. Mon désir est de construire un pont entre nos deux nations et nos deux régions. C'est pour moi un message puissant pour les générations à venir et afin d'apprendre de notre histoire commune ». Le War Memorial veut aller plus loin. Il souhaite créer « *le Festival des Braves* » en partenariat avec le Forum mondial Normandie pour la Paix et Anilore Banon afin de présenter des travaux culturels et artistiques.

« Normandie pour la Paix est une ode contre l'indifférence et pour l'engagement. Nous avons chacun notre partition à jouer et nous cherchons par ce projet à faire passer de l'émotion, de l'admiration et un message de paix par l'art. Les relations internationales ne peuvent pas rester uniquement cantonnées à un cénacle de spécialistes. A Caen, par votre vision pluridisciplinaire, vous êtes en avance sur les organisations internationales. Je pense que ce que vous faites va dans ce sens et je souhaite m'y associer ».

Charles Burke



Des nouvelles de Vitae

Porté par Anilore Banon, le projet Vitae consiste à envoyer à terme une sculpture sur la lune contenant un million d'empreintes de femmes et d'hommes. *Normandie pour la Paix* relate à chaque édition l'évolution du projet symbolique qui doit connaître en

2021 une nouvelle étape importante. Une fusée doit déposer un premier *Rover* *astrobotic* sur la lune. Cet équipement contiendra l'histoire de Vitae gravé sur un parchemin et déposé dans un écrin, première pierre d'une démarche lunaire.



© Eric Biernacki - Région Normandie



© Nicolas Broquedis



© Eric Biernacki - Région Normandie



© Arnaud Tinel



© Eric Biernacki - Région Normandie

En images



© Nicolas Broquedis



© Nicolas Broquedis



© Julien Hélie



© Eric Biernacki - Région Normandie



© Eric Biernacki - Région Normandie



© Nicolas Broquedis



© Eric Biernacki - Région Normandie

COMMENT REPRENDRE LA PAIX EN MAIN ?

Conférence n°2 | Vendredi 1er octobre 2021 | 9h30-12h30 | salle plénière



François-Xavier Priollaude, Chékéba Hachemi, Bertrand Badie et Frédérique Bedos

© Eric Biernacki - Région Normandie

La deuxième conférence du Forum mondial Normandie pour la Paix s'est ouverte sur la question afghane qui a fait la une de l'actualité internationale des dernières semaines, objet d'une longue séquence que nous relatons ici. Elle s'est poursuivie par des interrogations autour du Conseil de sécurité de l'ONU et du multilatéralisme, avant le témoignage d'acteurs engagés de la société civile. Voici l'essentiel des propos tenus au cours d'une matinée qui a associé réflexion et émotion.

La 4^e édition du Forum mondial Normandie pour la Paix avait prévu de traiter de la situation de l'Afghanistan, en proie à une guerre depuis deux décennies. La prise de Kaboul par les Talibans le 15 août 2021 vingt ans

après avoir été chassés du pouvoir a rendu ce sujet encore plus prédominant. Hervé Morin, président de la Région Normandie et ancien ministre de la Défense, lui a consacré l'essentiel de son message d'ouverture.

MESSAGE D'OUVERTURE :

- **Hervé Morin**, président de la Région Normandie

MODÉRATEUR ET ANIMATEURS :

- **Frédérique Bedos**, présidente fondatrice de l'ONG le Projet Imagine
- **Denis Cheissoux**, animateur et journaliste
- **François-Xavier Priollaude**, vice-président de la Région Normandie

INTERVENANTS :

- **Gérard Araud**, chroniqueur au Point et France Inter
- **Bertrand Badie**, professeur Émérite des Universités, Sciences Po
- **Valérie Baran**, directrice du Tangram
- **Rósa Björk Brynjólfssdóttir**, députée au Althing (Parlement Islandais), Parlementaire pour la Paix

- **Constance Courtalon**, senior consultant à Oliver Wyman
- **Nicolas de Rivière**, ambassadeur de France auprès des Nations Unies (intervention vidéo)
- **Thomas Friang**, directeur général de l'Institut Open Diplomacy
- **Nicole Gnesotto**, professeure du CNAM, titulaire de la Chaire Europe, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors
- **Chékéba Hachemi**, présidente et fondatrice d'Afghanistan Libre
- **Asad Kosha**, éditeur en chef de Kabul Now
- **Fabienne Lassalle**, directrice générale adjointe de l'ONG de sauvetage en mer SOS MÉDITERRANÉE France
- **David Malone**, secrétaire général adjoint de l'ONU, recteur de l'Université des Nations Unies (intervention vidéo)

- **David Martinon**, ambassadeur de France en Afghanistan
- **Catherine Morin-Dessailly**, présidente de la Commission Culture, Éducation et Communication au Sénat
- **Cacique Ninawa**, chef du Peuple Huni Kui
- **Antonio de Aguiar Patriota**, ambassadeur du Brésil en Egypte, ancien représentant du Brésil aux Nations Unies, président de la Commission de consolidation de la paix (intervention vidéo)
- **Mario Pezzini**, ancien directeur du Centre de développement de l'OCDE
- **Manish Tewari**, député au Lok Sabha (Parlement Indien), Parlementaire pour la Paix
- **Sundeep Waslekar**, président, Strategic Foresight Group

Autopsie de l'échec afghan

Compte tenu de l'acuité de cette question, le président de la Région Normandie a laissé de côté un discours formel pour parler librement d'une situation qu'il décrypte, notamment via son expérience de Ministre de la Défense. À partir de son autopsie de l'échec afghan, il appelle à un nouveau modèle pour instaurer la paix. Retrouvons ici une synthèse de ses propos.

Mesdames et messieurs,

Je suis heureux d'être avec vous encore cette année pour ce formidable Forum, ce pari extraordinaire que nous avons tenté avec François-Xavier Priollaud. Permettez-moi tout d'abord, en votre nom à tous, de le remercier du fond du cœur pour son engagement. De l'aveu même d'ambassadeurs qui étaient présents hier, notre Forum mondial Normandie pour la Paix devient une manifestation d'ampleur nationale, sinon internationale. Ce type d'événement réunit en général un public officiel – souvent des hommes en cravate – et se limite à des discours formatés. Je me félicite donc, au-delà de la Chaire universitaire que nous avons fondée et des engagements pris avec le Parlement européen pour évoquer ces questions de sécurité et de paix, de la participation dense et active de la jeunesse normande. La paix, la sécurité et la liberté passent par l'éducation, la culture, l'enseignement. Notre plus belle récompense est donc de vous voir – lycéens et étudiants – aussi nombreux. Merci mille fois. Je voudrais aussi remercier Frédérique Bedos qui s'engage depuis



plus de quatre ans à nos côtés et remercier nos deux compères, Nicole Gnesotto et Bertrand Badie, qui éclairent de leur intelligence la construction de nos débats. Ouvrir cette 2^e conférence sur l'Afghanistan est complexe. On m'avait préparé un discours que je me suis empressé d'abandonner car je veux traiter cette question avec spontanéité et humilité, en partant de l'expérience qui a été la mienne en tant que ministre de la Défense. Pendant trois ans et demi, je suis allé régulièrement en Afghanistan auprès des troupes françaises afin d'essayer de comprendre la situation. Je vais vous expliquer comment je l'ai vécue. Même si je suis probablement à contre-courant de l'opinion de certains, le départ des troupes américaines constitue pour moi l'épilogue d'un échec annoncé. Pourquoi tout était écrit d'avance ? Les Américains avaient annoncé leur départ

à plusieurs reprises, marquant ainsi l'acte définitif de l'échec de vingt ans d'engagement de la communauté internationale. Pourquoi on en est arrivé là ?

« Nous sommes arrivés en Afghanistan après un attentat absolument abominable qui a suscité la réaction américaine alors que nous n'avions aucune autorisation des autorités afghanes ni de résolution des Nations unies pour le faire. Notre but était d'un côté de lutter contre Al-Qaïda et son leader Oussama ben Laden, de l'autre de restaurer ou d'instaurer un État de droit ».

Reconnaissons que les premières années ont été couronnées de beaux succès avec l'élection d'un Président au suffrage universel, un parlement plus féminisé que le nôtre, la scolarisation des jeunes Afghans et surtout de jeunes Afghanes, ou encore la réouverture de lieux de culture dont le cinéma de Kaboul a été le symbole. L'intervention militaire a appuyé la construction de l'État de droit souhaité par la communauté internationale et par les Afghans. À partir de 2005-2006, nous avons constaté un enlèvement progressif de la situation, qui a d'ailleurs amené à un certain nombre

d'évolutions. Je pense à la prise en main par l'Alliance atlantique et l'OTAN de l'opération militaire à travers la force d'interposition FIAS et un engagement militaire devenu gigantesque avec 100 000 militaires présents. J'ai encore en mémoire ces centaines d'hélicoptères américains alignés sur la base de Kandahar, ce qui m'a étrangement fait penser à la guerre du Vietnam et au film Apocalypse Now.

« Plus l'engagement militaire augmentait, moins l'État de droit s'instaurait et plus l'insurrection locale prenait de vigueur. Un constat oublié a resurgi à l'époque à travers la bouche de Barack Obama et théorisé par Galula¹. Celui-ci stipule qu'une opération militaire qui s'installe et perdure finit par provoquer un rejet ».

Notre force d'opposition a incité la population neutre à rejoindre progressivement le camp des forces adverses. Les officiers de l'armée française l'ont exprimé autrement en expliquant qu'à chaque fois que nous éliminions un Taliban, nous en créions

¹ David Galula est un officier et penseur militaire français (1919-1967), théoricien de la contre-insurrection



© Eric Biernacki - Région Normandie



vingt de plus parce que leur famille entière voulait venger la mort de l'un des leurs. Cette contre-insurrection explique pourquoi l'opération militaire s'est enkystée, devenant de plus en plus violente. Or, lorsqu'une opération militaire s'enlise, on respecte de moins en moins l'éthique de la guerre. La situation était la suivante dans les années 2010-2012.

Tant de questions qui interpellent

Pourquoi n'avons-nous jamais pu bâtir une armée afghane, une police et une gendarmerie en dépit d'efforts gigantesques de formation ? A quoi ont servi les centaines de milliards déversés, des opérations militaires de plus en plus controversées et la mort de civils qui en ont payé un lourd tribut à cette guerre ? Pourquoi avons-nous accepté de soutenir des régimes éminemment corrompus ? Certes, des opérations de reconstruction des villages ont été réalisées. Les aides ont permis de bâtir des écoles, de créer des puits, de soutenir l'agriculture. Nous avons aussi cherché à changer de posture, en allant vers plus de développement et moins de guerres, mais sans réussir. Pourquoi ? La première raison réside selon moi dans nos modèles « ethnocentrés ».

« On a voulu bâtir une démocratie comme si c'était l'histoire de quelques années alors qu'il a fallu des siècles à la nôtre pour se construire. (...) Comment pouvions-nous penser que l'Afghanistan qui n'a quasiment jamais connu la démocratie ni la république et qui a été dans les mains des Soviétiques, puisse du jour au lendemain ou presque se voir plaquer un modèle occidental ? ».

La deuxième raison tient au jeu des voisins de l'Afghanistan, à savoir le Pakistan d'un côté, l'Iran de l'autre avec l'ombre de la Chine qui plane au-dessus. C'est nécessairement compliqué d'arriver à bâtir un pays de paix et de stabilité dans ces conditions. Je souhaite m'arrêter quelques secondes sur la troisième raison, laquelle consiste à penser que la puissance létale et militaire permet de bâtir des modèles de stabilité et de sécurité. Depuis trente ans, nous sommes intervenus dans différents pays avec comme seul modèle celui de la force armée pour structurer un état en paix et en sécurité et à chaque fois, nous nous sommes trompés. On s'est trompé en Irak, on s'est trompé en Afghanistan et je peux vous déjà vous le dire : on se trompera au Mali.

Nombreux sont ceux qui sont allés sur les plateaux de télévision pour dénoncer le scandale que représentait le départ américain d'Afghanistan. En revanche, il n'y avait pas beaucoup de monde pour dénoncer l'absence d'implication des Européens depuis des années dans cette région du monde. La France a quitté l'Afghanistan en 2013. C'est tout de même fort que nous

soyons en mesure de donner des leçons aux Américains huit ans plus tard. Et l'Europe dans tout cela ? Tous les présidents de la République, les premiers ministres et ministres français ont essayé de bâtir un modèle de défense et de politique européenne de sécurité, capable de porter nos messages et nos valeurs à travers un modèle absolument unique au monde sans jamais vraiment s'en être donnés les moyens. La question, que l'on retrouve d'ailleurs à travers l'imbroglio australien de nos sous-marins, est la suivante : allons-nous prendre un jour vraiment notre destin en main ? Mon sentiment – pardon pour cette comparaison – est celui d'un amoureux transi abandonné par son amoureuse qui continue à l'aimer et qui se dit qu'un jour ou l'autre, elle reviendra. Nous n'arrivons pas encore à intégrer la donnée fondamentale que les États-Unis ne considèrent plus la question atlantique comme un élément central de leur politique étrangère et de leur politique de défense car, désormais, la zone indopacifique mobilise toute leur attention. Il nous faut regarder les choses en face. Au lieu d'être dans la soumission et la vassalité, nous devons accepter enfin l'idée que nous n'assurerons notre sécurité, notre défense et porterons nos valeurs que si nous acceptons enfin de mettre en commun les éléments clés de ce que représentent une politique étrangère et une

politique de sécurité européenne. Les Européens refuseront-ils enfin un jour d'être des nains en matière de politique étrangère et en matière de politique de défense et accepteront l'idée de bâtir un modèle dont pourtant le monde entier a besoin ? Je terminerai enfin avec ce constat :

« La situation afghane pose avec une cruauté terrible l'idée que nous nous faisons des droits de l'Homme. Elle nous impose de bâtir un nouveau modèle pour assurer la sécurité et restaurer la stabilité dans lequel on fera beaucoup plus la place au développement, au dialogue et au partage qu'aux chars, aux canons et aux avions militaires ».

Merci de votre attention,

Hervé Morin,
Président de la Région Normandie



© Eric Biernacki - Région Normandie

La question afghane

David Martinon, ambassadeur de France en Afghanistan, a évoqué à son tour la grande question du jour. Il a mêlé l'histoire du monde avec celle du Forum mondial Normandie pour la Paix.

« J'ai écouté le message d'ouverture du président Hervé Morin et le diagnostic qu'il porte s'est exactement vérifié » indique l'ambassadeur. Ce dernier précise que lors de son arrivée à Kaboul à l'automne 2018, le président Trump avait déjà donné l'instruction d'engager des discussions pour préparer un retrait américain.



« Ce n'est pas la première fois que les Américains tentent de se retirer d'Afghanistan puisque le président Obama s'y était essayé. Mais il avait commis une erreur tactique majeure qui avait été de donner une date. Le rapport au temps de ce pays n'a rien à voir avec le nôtre, comme l'illustre cet ancien adage afghan qui dit : « vous avez les montres, nous avons le temps ». Après avoir pris soin de décrypter l'accord de Doha¹, David Martinon a informé les autorités françaises dès le printemps 2020 des scénarios possibles si la décision américaine se confirmait. Il a estimé que l'hypothèse la plus probable résidait dans une victoire des Talibans à l'issue du

¹ Accord de paix signé entre les États-Unis et les Talibans le 29 février 2020 au Qatar ouvrant la porte à des négociations de paix en Afghanistan entre les Talibans et le pouvoir de Kaboul

départ des Américains. Une planification a été effectuée dès cette date afin d'anticiper le départ des ressortissants français et de leurs collaborateurs afghans dans un tel cas de figure. Des départs ont ainsi été orchestrés dès le mois de juin 2021. Il évoque aussi alors le déni des Afghans et d'une partie de la communauté internationale qui fait le pari du maintien des États-Unis, confortée en octobre 2020 par l'élection de Joe Biden, alors même que ce dernier avait maintes fois exprimé son opinion sur le sujet. Le retrait américain, prévu initialement en mai 2021, a finalement eu lieu en septembre. « J'avais annoncé un délai de 45 jours entre le départ du dernier GI et la chute de la République afghane. Si vous regardez, c'est exactement ce qui s'est passé ».

« À partir du moment où les Américains retiraient leur aviation, le renseignement et la dissuasion que représentaient les forces américaines, plus personne ne pouvait rester, y compris le contingent des forces allemandes, britanniques et italiennes encore présentes ».

David Martinon

L'ambassadeur de France en Afghanistan détaille ensuite les raisons pour lesquelles le gouvernement local ne pouvait manifestement pas tenir. « On avait estimé à 12 mois leur capacité à résister avant de devoir réduire nos prévisions, précisant que l'Afghanistan cochant toutes les cases pour une victoire irrémédiable et inexorable d'une insurrection. Toutes sauf une.

Je m'inscris en faux lorsqu'on dit que les Talibans sont populaires. Je pense que leur « base électorale », s'ils veulent des élections libres un jour, ne pèse que 12 à 16% ».

Des regrets lourds de conséquence

Le terrible échec afghan était-il inévitable ? « Le problème s'avérait insoluble car il aurait fallu construire une armée afghane capable de mener le combat contre l'insurrection et pour la solidification de l'État de droit. Or, la seule présence d'une force étrangère provoque la sécrétion d'anticorps dans la société du pays concerné » analyse David Martinon. Cette chronologie d'une défaite annoncée sonne le glas d'avancées remarquables que le diplomate égrène, comme « la place accordée aux femmes », « l'éducation des petites filles », « la presse la plus vivante et libre de toute la zone centrasiatique » ou encore l'émergence « d'une société civile ». L'incapacité du pays à créer en Afghanistan une économie soutenable constitue pour le représentant de la France dans ce pays un facteur d'accélération de sa chute. Quant à la situation actuelle, il la qualifie de sombre.

« J'ai vu hier l'intervention aberrante d'un responsable taleb qui définissait les conditions dans lesquelles les femmes pouvaient sortir dans l'espace public à Kaboul : plus de vêtements de couleur, elles ne doivent pas sentir bon et elles ne doivent pas mettre de chaussures qui font du bruit à chaque pas car il constitue un signal pour les jeunes hommes ».

David Martinon

Quant au retour de la communauté internationale sur place, elle est conditionnée au respect des droits humains et en particulier celui des droits des femmes, ainsi qu'à la libre circulation des Afghans. « Je rajouterai personnellement un gouvernement plus inclusif que celui qui assure l'interim actuellement. On voit bien que la part du lion a été donnée à ceux qui se sont toujours montrés les plus proches du Pakistan, le réseau Haqqani, contrairement aux Kandahari notamment qui fournissent les gros bataillons de l'insurrection ».

Au nom des femmes afghanes

Chékéba Hachemi, première femme afghane à avoir été diplomate auprès du gouvernement provisoire afghan en 2001, est la fondatrice de l'association Afghanistan Libre. Elle a travaillé aux côtés du

© Eric Blemacki - Région Normandie



Chékéba Hachemi



commandant Massoud pour favoriser l'éducation des filles et des femmes en Afghanistan. Diplomate, militante, écrivaine, sa parole est extrêmement précieuse. Elle prend une résonance particulière dans ce Forum mondial Normandie pour la Paix au regard de l'actualité.

« Si j'entends l'indignation qui est la vôtre par rapport à la situation de notre pays, je récusé l'idée d'impuissance. Ici, vous ne voyez que la partie visible de l'iceberg. Quand des femmes manifestent dans la rue comme cela s'est passé il y a seulement 48 heures et que le photographe qui les a filmées a été assassiné, on ne peut pas rester sans rien faire ».

Chékéba Hachemi

La porte-parole du commandant Massoud avertit que ce conflit dépasse largement le cadre de son pays et de sa population. « Le 15 août dernier, les Talibans ont libéré des milliers de prisonniers djihadistes issus d'une vingtaine de nationalités différentes parmi lesquels figurent des terro-

ristes ». Elle fait à ce titre allusion au procès du Bataclan pour préciser l'idée que son pays pourrait devenir une base arrière de l'État Islamique. « *Le commandant Massoud a dit le 05 avril 2011 : si demain vous ne venez pas aider le peuple afghan, ce qui se passe aujourd'hui dans mon pays se passera demain dans vos villes. C'était quelques mois avant le 11 septembre 2001. Vingt ans après, je me surprends à répéter la même chose* ». Avec une différence de taille liée au nouveau paysage socio-économique de son pays. « *Il y a eu une fenêtre d'espoir avec les jeunes filles qui ont eu accès à l'éducation et n'ont jamais connu les Talibans. Ce seront les premières à résister. D'autant plus que 70% de la société afghane est constituée de femmes qui ont un salaire et qui apportent un revenu. Si elles sont assignées à résidence, comment vont vivre les familles qui dépendent d'elles ?* » Chékéba Hachemi appelle dans l'urgence à l'aide internationale pour soutenir une population « *qui est en train de mourir* ». Mais elle tient aussi un discours sans concession à l'égard des instances internationales qui ont « *aidé massivement les plus fondamentalistes des dirigeants afghans* » et « *assez peu Massoud qui était modéré* ». Sa virulence monte d'un cran pour fustiger « *l'abandon* » par l'occident d'un pays où se joue selon elle la géopolitique du monde depuis si longtemps. Sa dernière diatribe laissera la

salle sonnée tel un boxeur renvoyé dans les cordes. *« Je suis là pour être l'empêcheuse de tourner en rond et évoquer le sort d'une population qui a été éduquée et formée. Je pense entre autres aux 300 jeunes filles qui faisaient du coding sur Skype dans la vallée du Pandjchir quand je suis partie. Que vont-elles devenir ? »*. Refusant le fatalisme, elle souhaite terminer par une note d'espoir, estimant que *« ni la faim ni la mort ne font peur aux Afghans »*, appelant ce côté-ci de la planète à ne pas abandonner. *« Revenons sur l'ingérence, arrêtons de fermer nos yeux et nos oreilles, et essayons d'aller jusqu'au bout des valeurs européennes, de la démocratie, du droit à la santé et à l'éducation »*.

« L'image la plus terrible lors du départ des Américains n'est pas celle de mamans qui lancent leurs bébés de l'autre côté de la barrière sur le tarmac de l'aéroport. C'est celle du dernier soldat qui monte doucement dans le dernier et qui ferme la porte comme on tire le rideau sur 38 millions de personnes ».

Chékéba Hachemi

L'initiative normande pour la culture afghane

Catherine Morin-Dessailly, présidente de la Commission Culture, Education et Communication au Sénat, présente l'initiative qui a permis grâce à une chaîne de solidarité d'accueillir une vingtaine d'artistes afghanes sur notre sol suite à la prise de pouvoir des Talibans. Ces femmes, artistes et militantes, qui étaient potentiellement menacées et en grand danger, ont été intégrées dans des centres ou établissements culturels à Caen, Cherbourg, Rouen, Vire, etc. *« Grâce à la communauté artistique et culturelle du monde entier, nous faisons vivre les droits culturels de chacun et cha-*

cune à pouvoir créer, travailler et vivre de la culture ». Des propos relayés par Valérie Baran, directrice du Tangram, qui précise que l'ensemble des acteurs culturels engagés dans cette action l'ont fait au nom de l'urgence humanitaire à l'égard d'artistes dont elle partage la même soif d'expression, aujourd'hui bafouée en Afghanistan. On relate ainsi que les Talibans fouillent les maisons, ce qui amène des artistes à détruire leurs œuvres pour éviter un régime totalitaire. *« Participer à une telle démarche était une évidence pour nous »*.



© Eric Biemacki - Région Normandie

Asad Kosha est éditeur en chef de Kabul Now, l'édition anglaise du journal en ligne Daily Etilaat-e-Roz. Il a travaillé pour plusieurs ONG nationales et internationales. Journaliste et chercheur, il a couvert des conflits locaux en Afghanistan et étudié les relations entre l'Afghanistan et le Pakistan. Capturé par les Talibans, il a réussi à s'échapper et réside désormais en Normandie. Il a exprimé au cours de sa prise de parole son espérance dans la résistance aux oppresseurs, une lutte qu'il fait vivre désormais hors les murs de son pays.

Pour une reprise en main de la paix

Après une intense et passionnante séance consacrée à l'Afghanistan, le Forum mondial Normandie pour la Paix a repris avec l'intervention de Nicole Gnesotto, professeure titulaire de la chaire sur l'Union européenne au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM) et vice-présidente de l'Institut Jacques Delors. Son introduction s'est articulée autour de trois thématiques : « Faut-il en finir avec le Conseil de sécurité ? », « Comment réinventer le multilatéralisme ? » et enfin « la paix est l'affaire de toutes et tous ».

« *La guerre a toujours existé, la paix est une invention de l'homme* ». En citant Pierre Hassner, Nicole Gnesotto souffle l'idée que reprendre la paix en main nécessite des efforts humains et beaucoup de patience. Elle détaille les quatre modèles de paix successifs au cours de l'histoire : le modèle impérial, c'est-à-dire le droit du plus fort, de Rome jusqu'à Staline d'abord. Celui ensuite du modèle de l'équilibre des forces à partir du 19^e siècle, autrement dit le droit des plus forts contre les petits, le modèle technologique avec l'invention de l'arme nucléaire, et enfin la tentative d'un modèle de paix par tous, représenté par l'ONU. Si l'humanité a fait preuve d'imagi-

nation pour essayer de construire des paix, elle a rencontré quelques succès et essuyé beaucoup d'échecs. La situation actuelle demande d'inventer un modèle de façon à reprendre la paix en main à l'échelle de l'ensemble de la communauté internationale. Ce qui pose selon elle la question des contours de la paix et des limites à poser. À ce titre, l'intervenante nous donne trois définitions différentes de la paix qui coexistent dans notre monde. « *Il y a la paix comme stabilité internationale, la paix comme prise en compte des souffrances humaines – ce qu'on appelait dans les années 90 la sécurité humaine, c'est-à-dire la sécurité des peuples tout autant que les États – et enfin la paix avec la planète, c'est-à-dire préserver l'environnement mondial de façon à ce qu'on puisse encore permettre à l'être humain d'y vivre* ».

« Lorsqu'on parle de paix, vous avez les écologistes qui pensent à la planète, les ONG qui pensent à la société humaine et les diplomates qui pensent à la géopolitique. Chacun fait son métier mais il manque cette symbiose qui pourrait être une définition moderne de la paix ».

Nicole Gnesotto



Nicole Gnesotto

Pour terminer, Nicole Gnesotto laisse à notre réflexion une belle, forte et juste citation de Blaise Pascal : *« Il faut mettre ensemble la justice et la force, et pour cela faire en sorte que ce qui est juste soit fort et que ce qui est fort soit juste »*.

Faut-il en finir avec le Conseil de sécurité de l'ONU ?

Gérard Araud, ancien diplomate et chroniqueur au Point et France Inter, a commenté à répondre à cette épineuse question en rappelant l'origine du droit de veto de ses membres permanents. *« La Société des Nations* s'est vidée de son sens avec le départ des grandes puissances car ces dernières ont été mises en minorité. Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a pas voulu reproduire la même erreur lors de sa création et a décidé d'attribuer le droit de veto à ses cinq membres permanents, estimant que des pays sont plus égaux que d'autres »*. S'il entend les critiques formulées contre l'Organisation, il la défend cependant.

« Les Nations unies s'occupent de conflits qui n'intéressent personne, si ce n'est leurs victimes, des centaines des milliers de morts et de réfugiés : la République Démocratique du Congo, le Soudan du Sud, la République Centrafricaine, Haïti... Rien que pour cela, le Conseil de sécurité est très utile ».

Gérard Arnaud

Interrogé sur la capacité de réforme de cette institution, David Malone, secrétaire général adjoint de l'ONU, répond que les Nations unies n'existeront plus avant une telle éventualité. *« Ce n'est pas la composition du Conseil de sécurité qui m'inquiète, mais la difficulté croissance de pays comme France, l'Allemagne, la*



Grande-Bretagne et mon pays, le Canada, à compter réellement sur cette instance ».

Antonio de Aguiar Patriota, représentant permanent du Brésil à l'ONU et président de la commission de la Consolidation de la Paix, défend pour sa part la légitimité du Conseil de sécurité. *« S'il n'existait plus, nous courrions le risque d'organiser l'irresponsabilité internationale, avec des conséquences très graves et éventuellement l'avènement de la loi de la jungle et du chaos »*. Pour autant, il est partisan d'une réforme pour que le Conseil de sécurité soit plus représentatif et démocratique, estimant que les pays doivent



rendre des comptes et faire preuve de plus de responsabilité. Il plaide à ce titre pour l'entrée du Brésil – soutenue par la France – dans le cercle fermé de ses membres permanents, évoquant l'idée que *« ce ne sont pas seulement les pays qui sont les plus puissants et qui ont le plus d'armes qui devraient en faire partie, mais également d'autres pays qui ont une compréhension du monde et qui préfèrent l'action diplomatique à l'action militaire »*. Sundeep Waslekar, président du Strategic Foresight Group, think tank indien à l'origine du manifeste pour la paix et partenaire de longue date de ce forum, rappelle que le droit de veto résulte d'une injonction de Staline en 1945. Il s'étonne donc que *« les champions de la démocratie qui ont échoué partout – à Suez, au Vietnam, en Irak, en Afghanistan – continuent d'imposer une vision qui remonte à l'époque stalinienne au sein du Conseil de sécurité »*. Mais celui qui a sensibilisé l'ONU à l'urgence de traiter la question de l'eau au plan international préfère s'intéresser à ses actions de terrain, évoquant notamment les Casques bleus. *« On peut leur reprocher de ne pas faire tout ce qu'ils devraient faire, mais ils apportent la stabilisation et sauvent des milliers de vies »*. Pour autant, il estime qu'il faudrait créer un parlement de l'humanité qui pourrait remplacer une Organisation qui n'a *« d'uni »* que le nom et qui soit en capacité de répondre plus largement aux questions de l'existence de l'humanité.

Comment réinventer le multilatéralisme ?

Nicolas de Rivière, ambassadeur de France auprès de l'ONU, lançait par une allocution vidéo le second thème du jour consacré à la question du multilatéralisme. *« La covid-19 et les bouleversements qu'elle a entraînés ont montré que le système multilatéral devait être amélioré pour mieux prévenir et mieux guérir. J'irai plus loin : plus que dans le monde d'après, il faut se demander comment réinventer un multilatéralisme de tous les jours »*. Il a ensuite loué cette méthode unique pour la diplo-



matie et l'action internationale même s'il reconnaît que la coopération entre les pays ne va jamais de soi.

Mario Pezzini, ancien directeur du Centre de développement de l'OCDE, développe l'idée que la géographie de l'ordre du monde et ses acteurs telle qu'elle avait été définie en 1945 a été bouleversée.

« On a bâti l'architecture sur une série d'acteurs qui continuent d'être cruciaux, mais ils ne sont plus les seuls. Pourquoi la Chine, l'Inde, le Brésil, l'Argentine et tant d'autres ne sont pas assis autour de la table de discussion ? »

Mario Pezzini

En matière de développement, il signale que des pays qui ont dépassé les questions de sécurité et d'extrême pauvreté rencontrent de nouveaux défis sous la



Constance Courtalon, Nicole Gnesotto, Denis Cheissoux, le cacique Ninawa et Fabienne Lassalle

© Eric Biernacki - Région Normandie

forme de crises sociales, comme au Chili qui avait été un temps considéré comme un pays exemplaire en Amérique latine, ou la Tunisie qui a explosé socialement après le Printemps arabe. Ce qui nécessite de repenser la question du développement en prenant en compte que la pauvreté n'est pas forcément concentrée dans les pays les moins développés. Il relate avec un brin de nostalgie les origines de l'OCDE où l'on prenait le temps d'effectuer un diagnostic avec les parties prenantes. Or, aujourd'hui, il regrette *« qu'il n'existe plus de table de discussion réunissant tous les protagonistes – les donateurs et les bénéficiaires des programmes de développement – pour apprendre des politiques publiques et pour le bien public »*.

Denis Cheissoux, animateur de la table ronde, propose d'aborder le rôle de la société civile dans le multilatéralisme en commençant par inviter Constance Courtalon, 26 ans, à relater son expérience passée de cheffe de la délégation française du Y20. Cette initiative réunit des représentants de la génération Y des pays du G20 pour porter des messages qui leur sont chers. *« Nous avons essentiellement orienté notre propos en 2020 sur l'urgence climatique, sur la lutte contre les discriminations et surtout sur le fossé qui s'est créé dans l'éducation à cause de la pandémie mon-*

diale » annonce-t-elle. Elle se félicite qu'un consensus ait été obtenu sur des questions aussi sensibles que l'environnement, avec des divergences par pays très marquées. *« On peut considérer qu'il ne s'agit que d'un communiqué, mais celui-ci a eu un écho très favorable des chefs d'État et a fait passer un message de la jeunesse qui est l'avenir du monde »*.



© Eric Biernacki - Région Normandie

Constance Courtalon

La paix est l'affaire de toutes et tous

Les États et la puissance publique n'ayant plus le monopole des relations internationales, dans quelle mesure la paix est-elle l'affaire de toutes et tous ? Pour traiter de ce troisième et dernier axe, l'assemblée a écouté le vibrant appel du Cacique Ninawa à propos de l'Amazonie. Ce territoire voit sa forêt se réduire de 10 000 km² chaque année depuis l'arrivée du régime du président Bolsonaro. Le discours du représentant du peuple Huni Kuí sur ce sujet fait froid le dos.

« La situation au Brésil est la pire que nous n'ayons jamais vécue jusqu'ici. Nous assistons à des attaques coordonnées en Amazonie du parlement brésilien qui vote des lois nocives pour nos populations au bénéfice du seul grand capital. Nos leaders, opposés à ces projets, sont assassinés. Nous faisons face à des menaces personnelles. Le risque d'un génocide est réel. Cela n'affecte pas que notre peuple, mais l'humanité tout entière. Il s'agit d'une troisième guerre mondiale contre Mère Nature ».

Cacique Ninawa

Le Cacique Ninawa, guérisseur et militant pour les droits des peuples indigènes, se livre ensuite d'une voix sage et posée à une critique au vitriol des organisations internationales. « Aujourd'hui, nous voyons des personnes qui ont l'intention et le pouvoir de changer cette situation. Mais le souci, c'est que les grands événements constituent souvent une foire de négociations entre les gouvernements et



les multinationales. L'intérêt économique prime toujours sur celui de la nature. Au nom de mon peuple, je veux vous dire ici que nous avons la responsabilité majeure de construire un monde meilleur pour nos futures générations. Mais nous ne pouvons plus nous contenter d'attendre. Nous devons agir, nous devons réagir. Nous ne pouvons pas détruire l'Amazonie. Les humains vont en périr ! ».

Derrière le mot migrant, des enfants, des femmes et des hommes

Fabienne Lassalle est la directrice générale adjointe de SOS Méditerranée France, association européenne civile de sauvetage. Elle a abordé en fin de conférence le calvaire des migrants qui cherchent à fuir l'Afrique. Elle explique que cette structure est née en 2015 de la faillite des États après la décision de l'Italie de mettre fin à son opération Mare Nostrum qui avait permis de sauver 150 000 « migrants » de la noyade.

« Devant le refus des États d'assumer leur responsabilité, des citoyens européens se sont mobilisés afin d'affréter un navire pour nous rendre entre la Libye et l'Italie, sur la route migratoire la plus mortelle au monde. L'action de l'association a permis de sauver 34 203 vies mais elle ne se résume pas qu'à cela... »

Fabienne Lassalle



© Eric Biemacki - Région Normandie

La responsable de SOS Méditerranée évoque aussi le rôle d'information et de sensibilisation de l'association, laquelle s'applique aussi à changer notre regard sur les migrants. « Nous allons dans les écoles, les festivals et les conférences grâce à nos bénévoles pour expliquer que ces personnes qui fuient des rescapés, enfants, femmes et hommes, sont comme nous. Nous nous appuyons beaucoup sur leur récit de vie pour aider à comprendre leur cheminement, ce qui nous semble un bon moyen pour véhiculer la paix ». Oui, la paix est l'affaire de toutes et tous !



© Eric Biemacki - Région Normandie

« Redonner confiance dans les adultes »

Enseignant depuis 2001, Lucien Grillet est professeur d'histoire-géographie au lycée Léopold Sédar Senghor d'Evreux. Il participe chaque année au Forum mondial Normandie pour la Paix avec des élèves. L'occasion d'évoquer avec lui l'intérêt pédagogique de l'événement et son impact sur des lycéens, de la seconde à la terminale.

Vous êtes venu à chaque édition du Forum mondial Normandie pour la Paix avec vos élèves. Pourquoi utilisez-vous cette manifestation comme support pédagogique ?

Cette manifestation constitue un terrain propice à la mise en œuvre de nombreuses initiatives concrètes¹. La première année, nous sommes venus écouter, mais aussi participer. Des élèves de notre établissement avaient traduit la biographie d'un vétéran anglais². L'ouvrage avait été présenté à la librairie éphémère du Forum et nos jeunes avaient apprécié d'être à la fois spectateurs et acteurs. Cette année, certains ont interviewé des intervenants dans le cadre de la réalisation d'un article par exemple. D'autres prennent des notes en prévision d'un exercice de présentation orale en anglais de l'événement...

De nombreuses conférences et débats portent sur des questions géopolitiques, plutôt complexes pour des jeunes. Les élèves semblent cependant très intéressés. Comment l'expliquez-vous ?

Nous essayons dans un premier temps de préparer au mieux la venue des élèves au regard de la programmation. Sur place, les intervenants des conférences et des débats, conscients de la présence de jeunes, font aussi des efforts de vulgarisation. En plus des experts, les témoins présents pour illustrer les sujets évoqués captent l'attention des jeunes, souvent captivés par leur conviction et émus par leurs propos. Je profite enfin de nos temps



de déplacement en car pour discuter avec nos lycéens et leur apporter si besoin des clés de compréhension. Le curseur est difficile à trouver. Cette année, j'ai remarqué que les conférences s'avéraient trop denses pour des élèves qui viennent seulement de rentrer en seconde, même s'ils ont été fascinés par le décorum de l'événement. À l'inverse, le débat sur le Yémen a passionné nos élèves, déçus de devoir partir avant la fin pour des questions logistiques. Dans tous les cas, l'expérience s'avère très positive pour eux.

Quels enseignements tirez-vous de la participation de vos élèves à cette manifestation ?

Les thèmes évoqués – toujours très intéressants – leur permettent de prendre conscience de l'état du monde et de se poser des questions citoyennes. Ils font écho à un programme engagé depuis 2014 dans notre établissement autour de « l'Histoire et les mémoires de la Seconde Guerre mondiale ». J'ai en outre le sentiment que ce Forum redonne confiance aux jeunes dans les adultes. Cet enthousiasme est essentiel car il ne peut y avoir de pédagogie de projets sans participation active des élèves. Maintenant, il faut rester modeste. Nous entrouvrons ici des portes, mais le plus difficile est d'éviter qu'elles ne se referment...

¹ A consulter sur le site <https://lgrillet.wixsite.com/histoire-memoires/accueil>

² Albert Figg, *Les hauts et les bas d'un artilleur. L'histoire de ma vie*. Rob Stolk ed. 2017. <https://www.robstolkconcepts.nl/boeken-1/les-hauts-et-les-bas-d-un-artilleur>

À SAVOIR

Deux paramètres s'avèrent déterminants pour la participation du lycée Léopold Sédar Senghor d'Evreux à l'événement : la prise en charge du transport comme le fait la Région d'une part, la mobilisation des enseignants d'autre part. Au total, ce lycée a assuré 8 sorties au Forum mondial Normandie pour la Paix encadrées par une quinzaine d'enseignants.



© Arnaud Tinel

LES DÉBATS

CONTINUITÉ ET RUPTURE DES ÉQUILIBRES GÉOPOLITIQUES

LA PAIX À L'ÉPREUVE

Page 42

JOE BIDEN

ET LES NOUVEAUX DÉFIS DES
ÉTATS-UNIS

Page 45

**COMMENT CONSTRUIRE LA PAIX
AVEC LA NATION RUSSE ?**

Page 48

DES LEVIERS POUR GOUVERNER LA PAIX

**RÉCONCILIATION, JUSTICE,
MÉMOIRE :**
QUEL APRÈS-GUERRE
VEUT-ON ?

Page 51

JUSTICE INTERNATIONALE :
FONDATION D'UNE PAIX DURABLE

Page 54

**QUELLE GOUVERNANCE
ÉCONOMIQUE POUR LA PAIX ?**

Page 57

**LUTTER CONTRE LA FAIM,
ŒUVRER POUR LA PAIX**

Page 60

**DU REPORTAGE
À LA LITTÉRATURE**

Page 63

DE LA MÉDITERRANÉE AU MOYEN-ORIENT, COMPRENDRE LES CRISES D'AUJOURD'HUI

AFGHANISTAN,
L'IMPOSSIBLE PAIX ?

Page 66

TURQUIE : EXPRESSION D'UNE
PUISSANCE RÉGIONALE

Page 70

LIBYE : VERS UN FRAGILE ESPOIR
DE STABILITÉ ?

Page 73

IRAN : À LA CROISÉE DES
CHEMINS

Page 76

YÉMEN : QUI VEUT LA PAIX ?

Page 79

LIBAN : QUEL FUTUR POUR UN
PAYS EN RUINE ?

Page 82

SAHEL : VERS UNE
GOUVERNANCE LOCALE
DE LA SÉCURITÉ ?

Page 85

10 ANS DES PRINTEMPS ARABES :
LEÇONS ET PERSPECTIVES D'UN
ENGAGEMENT POPULAIRE

Page 88

LA PAIX À L'ÉPREUVE

CONTINUITÉ ET RUPTURE DES ÉQUILIBRES GÉOPOLITIQUES

Le 30 septembre 2021 | 14h30 · 16h00 | Auditorium



DE LA MAIN DES CHEFS À CELLE DES PEUPLES

Inscrit dans le prolongement direct de la conférence « *Pourquoi la paix nous échappe ?* », ce débat a été construit autour de la diffusion de films de quatre minutes, extraits d'une websérie produite par l'INA. Chaque épisode retrace un pan de la diplomatie internationale, symbolisé par des poignées de main historiques que les intervenants ont décryptées et analysées. Mickaël Gamrasni, historien et réalisateur de ces mini-films documentaires, précise l'objectif qui a été le sien. « *Mon but était de faire ressortir de façon accessible pour tous des moments forts de notre histoire collective où l'on attend de ces rencontres au plus haut sommet l'émergence de la paix* ». Marc Semo, rédacteur en chef adjoint aux pages débats-idées du Monde, est invité dans un premier temps à définir la notion de paix, ce qui s'apparente à un exercice de style. « *La paix est comme un rêve suspendu* » répond-il, citant une phrase de Kofi Annan, le secrétaire gé-

ral défunt des Nations unies, prix Nobel de la paix, quelques jours après les attentats du 11 septembre qui marquèrent la fin des illusions iréniques sur l'après-guerre froide. « *Elle est fragile, toujours menacée, aussi difficile à construire qu'à préserver. Elle ne se limite pas seulement aux images de grandes conférences internationales et de poignées de mains car les traités concluent un conflit qui entérine une réalité sur le terrain et un rapport de force* ». Il évoque à ce titre 115 km linéaires de traités de paix signés ou conservés par la France dans ses archives du quai d'Orsay à Paris. Il fait aussi référence à Raymond Aron qui avait défini en son temps trois types de paix : celle de « *l'équilibre entre les puissances qui sont d'une force équivalente* », « *la paix d'hégémonie quand l'une d'entre elle devient dominante* » et enfin « *la paix d'empire quand la plus puissante arrive à soumettre tous les autres* ». Après avoir rappelé des faits historiques,

MODÉRATEUR :

Xavier Chemisseur, rédacteur en chef
FRANCE 24

INTERVENANTS :

Bertrand Badie, professeur émérite des Universités, Sciences Po, auteur de multiples ouvrages « *Les puissances mondialisées repensées* », « *la sécurité internationale* », « *quand le Sud réinvente le monde* », il est également le conseiller historique et scientifique de cette série intitulée « *La paix à l'épreuve* »

Mickaël Gamrasni, réalisateur de documentaires sur l'histoire du 20^e siècle, les Harkis, la guerre d'Algérie, l'histoire de l'après-guerre, historien, professeur d'histoire dans le secondaire, qui a réalisé la série « *La paix à l'épreuve* », c'est l'auteur de documentaires très remarqués la série *Apocalypse* sur France Télévision, *Apocalypse Hitler*, *Apocalypse Staline*, *Apocalypse Verdun*, tous ont été salués à leur sortie

Marc Semo, journaliste en charge de la diplomatie, Le Monde, historien de formation, il a été reporter dans les Balkans, également en Irak et désormais il est rédacteur en chef adjoint aux pages débats et idées, supplément qui cette semaine est consacré au Forum

EN PARTENARIAT AVEC :

INA

il fait remarquer que la littérature sur la guerre s'avère plus abondante que celle sur la paix car la notion est récente et devient de plus en plus complexe à cerner, en raison de l'émergence de nouveaux types de conflits et la remise en cause d'un statut quo international, sans oublier les défis climatiques ou sanitaires. Bertrand Badie évoque pour sa part la difficulté à représenter la paix car les « *pièges sont nombreux* ». Il en veut pour preuve les innombrables images d'accords de paix qui « *ne sont pas suivis d'effets la plupart du temps* ». Il surenchérit en expliquant « *que la paix ne vaut que si la société y adhère collectivement, alors que les princes de ce monde ont toujours considéré la paix et la guerre comme des biens leur appartenant* ». Il observe en outre que les décisions de chancellerie ou de présidence ont perdu de leur influence et que la paix s'entend désormais dans une dimension beaucoup plus sociale et comportementale.



« On découvre que le véritable acteur de la paix est un acteur local qui vit pour sa survie et celle des siens et non le politique pour gagner les élections ».

Bertrand Badie

Les moteurs de la paix

Après le visionnage du premier épisode de sa websérie consacré à la conférence de Postdam de l'été 1945, Mickaël Gamrasni revient sur le geste politique de la poignée de main entre Churchill, Truman et Staline. Porteuse d'un fol espoir, « *l'image a finalement été plus forte que la réalité qu'elle était censée recouvrir* » selon lui. « *Ce moment devait symboliser un nouveau monde basé sur la réconciliation alors même que la guerre froide allait éclater quelques années plus tard* ». Bertrand Badie souffle que cette guerre n'a pas été aussi froide qu'on le dit puisqu'elle a fait 36 millions de morts, c'est-à-dire presque le triple de la Première Guerre mondiale. Il précise en outre que la fin de la guerre froide n'a pas été décidée par les gouvernements mais qu'elle a cessé sous la pression de l'opinion publique américaine, au même titre que la guerre du Vietnam par exemple. Le pro-

fesseur émérite des Universités se montre critique à l'égard des grandes démonstrations internationales, estimant que la paix résulte plus de sociétés qui ont appris à vivre ensemble que de choix politiques, évoquant la microsociologie de la paix qui passe par les individus de pays différents qui se rencontrent, s'associent ou fondent un foyer. La diffusion dans la salle d'une seconde vidéo relatant la rencontre entre Jimmy Carter et Deng Xiaoping permet d'aborder un autre volet, celui de *« la guerre commerciale »*. Marc Semo voit à travers les images de paix présentées un *« chef-d'œuvre stratégique de géopolitique »*. Il estime que la reconnaissance de la Chine est d'abord le fruit de Richard Nixon en 1972 et qu'il aura fallu 14 visites d'officiels américains en Chine pour que Deng Xiaoping, alors numéro 2 du régime chinois, se déplace à Washington. *« Le vrai but de cette rencontre n'était pas la paix mais une alliance contre l'Union soviétique »* indique-t-il, précisant après cette rencontre que la Chine a attaqué le Vietnam dans le silence approuvé des Américains, marquant le début de la grande croissance de l'économie chinoise.

« Cela montre comment une paix et un geste symbolique peuvent cacher en réalité des intentions beaucoup plus offensives ».

Marc Semo

Bertrand Badie rebondit sur cette poignée de main pour indiquer qu'on aurait pu aussi montrer celle entre Kissinger et Zhou Enlai, un nom que l'on doit retenir car il a été un grand premier ministre de la Chine et probablement un penseur de la Chine contemporaine plus influent que Mao Zedong. Il analyse plus globalement la stratégie américaine qui a été de créer les conditions d'une transformation de l'économie chinoise pour en faire un partenaire rationnel et utile pour les États-Unis. En créant les bases de la mondialisation, les

États-Unis ont pensé qu'ils pourraient apprivoiser la Chine alors que c'est l'inverse qui s'est passé. Le pari américain a complètement échoué et conduit aujourd'hui Joe Biden après Donald Trump à se lancer dans une nouvelle guerre froide complètement anachronique avec la Chine. Xavier Chemisseur, rédacteur en chef à France 24, compare les vidéos de Mickaël Gamrasni à une chronique du 20^e siècle en accéléré. Il invite le public à regarder un nouveau film qui revient sur la rencontre en 1985 entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, laquelle scelle la réduction de l'arsenal nucléaire des deux blocs alors en pleine course à l'arme nucléaire. Bertrand Badie voit dans cette période marquée par la chute du mur de Berlin en 1989 et la disparition de l'URSS *« la fin d'un monde bipolaire qui s'effondre par le bas car les peuples n'en veulent plus »*. Les conflits et guerres de cette période, de la révolution iranienne à la guerre civile libanaise en passant par la seconde guerre du Congo, indiquent que la paix échappe totalement et définitivement aux dirigeants de ce monde. La dernière vidéo projetée au cours du débat concerne la poignée de main historique à Oslo entre Yitzhak Rabin et Yasser Arafat qui doit ouvrir la voie à la paix et à la création d'un état palestinien. C'était en 1993. 28 ans plus tard, ce conflit reste toujours d'une actualité brûlante, preuve de la vacuité de certains de ses jeux de mains qui sont autant de jeux de vilains pour la paix...

JOE BIDEN ET LES NOUVEAUX DÉFIS DES ETATS-UNIS

CONTINUITÉ ET RUPTURE DES ÉQUILIBRES GÉOPOLITIQUES

Le 01 octobre 2021 | 14h30 - 16h00 | Salle Or



Sylvie Kauffmann, Benjamin Haddad, Nicole Gnesotto et Jean-Marie Guéhenno

Les deux visages de l'Oncle Sam

Sylvie Kauffmann, journaliste au Monde et modératrice de ce débat, file la métaphore climatique pour lancer le sujet. Elle assure que « *les États-Unis sont actuellement au centre de toutes les tempêtes, après l'ouragan Trump et l'espoir d'une accalmie*

MODÉRATRICE :

Sylvie Kauffmann, journaliste, Le Monde

INTERVENANTS :

Nicole Gnesotto, professeur du CNAM, titulaire de la Chaire Europe, vice-présidente de l'Institut Jacques Delors

Jean-Marie Guéhenno, professeur à l'Université de Columbia, auteur, ancien Secrétaire général de l'ONU

Benjamin Haddad, directeur Europe de l'Atlantic Council

Suzanne Maloney, vice-présidente de la Brookings Institution (intervention vidéo)

EN PARTENARIAT AVEC :

LE MONDE

avec l'élection de Joe Biden ». Suzanne Maloney, vice-présidente de la Brookings Institution, souligne que la nouvelle administration fixe de nouvelles priorités quant à celles de ses prédécesseurs. Les questions liées à la pandémie, à la crise climatique et aux relations avec la Chine ont pris le pas sur l'Iran qui mobilisait les secrétaires d'Etat précédents. Pour autant, l'essentiel de son intervention liminaire est consacré à ce dossier, car elle pense que Washington va être confronté à de nouvelles crispations avec ce pays très prochainement. Si elle dénonce un multilatéralisme « *qui ne fonctionne pas* » avec l'ancienne Perse depuis 40 ans, Suzanne Maloney continue de penser que la solution sera diplomatique car personne, y compris les Chinois, ne souhaite que l'Iran dispose de l'arme nucléaire.

Benjamin Haddad, directeur Europe de l'Atlantic Council, revient pour sa part sur



la politique intérieure américaine. Il observe que la transition avec l'administration Trump a été compliquée et que le Parti républicain continue d'être hanté par l'ancien président. Dès lors, il revient à Joe Biden de composer avec un Parti démocrate, marqué par des fractures générationnelles et idéologiques. Il dépeint le nouveau locataire de la Maison Blanche comme *« modéré, libéral et internationaliste, qui doit s'accorder avec une aile progressiste, incarnée par des personnalités particulièrement populaires et visibles »*. Pour l'analyste politique, ce dernier a compris qu'il devait convaincre l'électorat ouvrier, blanc et déclassé, d'où un investissement massif dans les infrastructures et la relance économique. Investir dans la recherche et l'innovation constitue aussi pour lui, le moyen de garder un statut de grande puissance face à la Chine, le grand rival américain.

Décryptage de la politique étrangère américaine

Nicole Gnesotto, professeure du CNAM, titulaire de la Chaire Europe et vice-présidente de l'Institut Jacques Delors, note effectivement que la Chine est la priorité américaine depuis 2012-2013 et que cette tendance se confirme à chaque mandat au détriment de L'Europe. Elle se montre à cet égard très critique vis-à-vis du nouveau président américain.

« On a vu en Joe Biden un vieux monsieur plein de bonne intention alors qu'on retrouve l'Amérique de Trump à s'y méprendre. Celle d'une Amérique obsédée par la Chine, qui décide le retrait unilatéral de l'Afghanistan sans aucune consultation avec ses alliés et qui fait du forcing auprès de l'Australie pour qu'elle rompe le contrat du siècle pour la fourniture de sous-marins avec la France ».

Nicole Gnesotto

Elle estime que les Européens ont raison d'être inquiets au regard de décisions contre-productives. Lesquelles risquent de cliver les positions à tenir, entre ceux qui choisiront malgré tout le rapprochement avec les États-Unis et ceux qui militeront pour une plus grande autonomie européenne. *« Je suis convaincue que l'Europe doit aller vers une plus grande indépendance stratégique mais je pense plus probable que le choix sera, comme d'habitude, de se réfugier sous l'aile américaine »*. Jean-Marie Guéhenno, professeur à l'université de Columbia, voit dans l'attitude américaine le symptôme d'une crise des démocraties. Il considère les États-Unis comme une hyperpuissance aux pieds d'argile fragilisée de l'intérieur, à la recherche d'une identité. *« Le grand risque des pays en crise serait de penser que la réponse réside dans le nationalisme »*. Selon Benjamin Haddad, la politique étrangère américaine est dictée par le président et l'ensemble des décisions en la matière résultent de Joe Biden en personne. L'intervenant lutte par ailleurs contre l'idée reçue d'un déclin américain.

Pour lui, le pays de l'Oncle Sam est parfaitement fiable mais *« on ne veut pas l'écouter »*. Il pense, lui aussi, qu'il revient à l'Union européenne de se prendre en charge et de montrer aux Américains qu'elle constitue une puissance à part entière, en remplaçant le rapport de force militaire par celui du droit et de l'économie.

« On parle d'un pays plus jeune que l'Europe et la Chine, dont le dynamisme démographique est lié à une immigration qui s'intègre au pays. Les États-Unis continuent par ailleurs d'innover et montrent des capacités de rebond économique assez exceptionnelles ».

Benjamin Haddad



Le Directeur Europe de l'Atlantic Council avertit cependant que si l'Europe enregistre de nouvelles crises en son sein, comme jadis avec les Balkans ou avec ses proches voisins, *« nous serons seuls à devoir les gérer »*.

Des distorsions dangereuses

Nicole Gnesotto n'en démord pas : Joe Biden a tenu un double discours et il a, en un sens dupé l'Union européenne. *« Le nouveau président n'a pas arrêté de dire « America is back ».* Pendant les six pre-

miers mois de son mandat, il a obtenu des consensus de l'OTAN sur la Chine et du G20 pour un capitalisme plus social, prenant lui-même l'initiative d'une taxation de 15 % sur les bénéfices des grandes multinationales. Tout l'Occident s'est rangé derrière l'Amérique. Mais depuis cet été, il fait exactement l'inverse de ce qu'il demande et détruit ce qu'il vient d'obtenir, comme si quelqu'un d'autre avait pris le pouvoir à Washington ». Jean-Marie Guéhenno voit, quant à lui, un décalage entre les institutions politiques des États-Unis qui ne fonctionnent plus et un pays qui reste extraordinairement dynamique sur le plan économique. Il pense que l'Europe a perdu la bataille numérique puisque toutes les grandes entreprises de données sont américaines. Cette première révolution a engendré d'innombrables profits réinvestis au profit du prochain défi planétaire, celui de l'intelligence artificielle. Cette question devrait être une priorité pour l'Europe, car l'économie créative constitue désormais un élément clé en géopolitique.

REPÈRES

► **21 433** milliards. Montant du PIB des États-Unis en 2019, contre 14 343 milliards de dollars pour la Chine selon les données de la Banque mondiale, confortant son statut de première puissance mondiale.

► **2^e**. L'Europe à 27 se situe au second rang des puissances économiques. Elle représente 17,9% du PIB mondial, derrière les États-Unis (17,9%) mais devant la Chine (17,4%) puis le Japon (6%).

► **1 900** milliards. Le plan de relance voulu par Joe Biden, qui était à l'origine de 3 500 milliards de dollars sur 10 ans, a été revu à la baisse, mais reste historique. Il doit profiter à l'éducation, la santé et la lutte contre le réchauffement climatique. Selon l'OCDE, ce plan devrait apporter 1% de croissance à l'économie mondiale.

COMMENT CONSTRUIRE LA PAIX AVEC LA NATION RUSSE ?

CONTINUITÉ ET RUPTURE DES ÉQUILIBRES GÉOPOLITIQUES

Le 01 octobre 2021 | 14h30 - 16h00 | Salle Azur



Pierre Vimont, Antoine Arjakovsky, Jeanne-Emmanuelle Hutin et Anastasia Kirilenko

© Arnaud Tinel

Des divergences sur la conduite à tenir

« *Nos relations avec la Russie s'inscrivent-elles dans un climat de paix ?* ». Interrogé par Jeanne-Emmanuelle Hutin, journaliste à Ouest-France et modératrice de ce débat, Pierre Vimont, ambassadeur de France, se montre dubitatif. « *C'est l'objectif du dialogue lancé par le président de la République mais pour faire la paix, il faut être deux. Ce n'est pas actuellement le cas* » explique-t-il, précisant que les notions « *de paix* » et « *de démocratie* » s'avèrent fondamentalement différentes selon que l'on se trouve à Paris ou à Moscou. L'ancien ambassadeur de France aux États-Unis et auprès de l'Union européenne prend l'exemple de l'intervention militaire russe en Ukraine

MODÉRATRICE :

Jeanne-Emmanuelle Hutin, journaliste, Ouest-France

INTERVENANTS :

Antoine Arjakovsky, directeur de recherche, Collège des Bernardins

Anastasia Kirilenko, journaliste et réalisatrice

Pierre Vimont, chercheur associé à Carnegie Europe, ambassadeur de France

EN PARTENARIAT AVEC :

COLLÈGE DES BERNARDINS

que la France et a jugé illégale, ce à quoi la Russie a répondu que nous avons utilisé de la même pratique au Kosovo comme en Libye. Il estime que l'action diplomatique s'est appauvrie ces dernières années, une situation préoccupante, selon lui, car la discussion laisse trop rapidement la place à la sanction, alors que l'Histoire a démontré qu'il était possible d'aboutir à des accords aux termes d'après négociations, à l'instar de ceux d'Helsinki, en 1975, faisant suite à l'invasion en 1968 de la Tchécoslovaquie par l'URSS¹.

Antoine Arjakovsky, directeur de recherche au Collège des Bernardins, est un spécialiste de la Russie. Il tient des propos forts sur la politique intérieure de Poutine, qu'il qualifie de « *cleptocratique*² et mensongère, conduisant à une guerre hybride », à l'image du simulacre des dernières élections législatives alors que l'opposant Alexeï Navalny demeure emprisonné suite à sa dénonciation de la corruption des hauts dignitaires russes. Il critique par ailleurs une justice et

¹ Ancien nom de la Russie à l'époque de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques qui a envahi la Tchécoslovaquie communiste qui s'engageait alors dans une politique réformatrice

² Pouvoir fondé sur la corruption

une presse aux ordres du pouvoir. Dans ces conditions, il affirme que les relations internationales ne peuvent se construire que sur un langage de vérité, ce qui suppose aussi qu'il faut prendre en considération celui des Russes à l'égard de l'Occident. Enfin, il reproche à la France de ne pas savoir différencier le peuple russe du régime de son Président autocratique. *« Nous sommes un Etat-nation qui identifie la citoyenneté dans sa dimension politique avec sa dimension nationale. Or, il faut apprendre l'histoire des peuples et l'histoire d'une construction par la nation d'un Etat ».*

Entre corruption et désinformation

Anastasia Kirilenko, journaliste et réalisatrice, relate des faits de tricherie avérée lors des élections législatives de septembre 2021, remportées une nouvelle fois par le parti de Vladimir Poutine. Elle liste les meurtres d'opposants dont Boris Nemtsov, tué en face du Kremlin, ou la tentative d'assassinat d'Alexeï Navalny, empoisonné par des armes chimiques. Elle évoque, elle aussi, des atteintes à la liberté de la presse en Russie, classée 150^e rang sur 180, soit un rang équivalent à celui des dictatures africaines. Elle cite, en outre, des cas de trafics d'armes ou de drogue impliquant les services secrets russes, ou encore la création de conflits par l'envoi de mercenaires en Centrafrique ou au Mali. Pour elle, *« la Russie est un colosse aux pieds d'argile »* qui travestit la réalité des faits par des campagnes de désinformation. Elle regrette à ce propos le manque de discernement de certains journalistes français, peu solidaires avec leurs confrères russes.

Antoine Arjakovsky développe les raisons d'être de *« la commission vérité, justice et réconciliation »* entre la Russie et l'Ukraine qu'il a créée avec la médiation de l'UE et l'appui de représentants de la société civile : intellectuels, journalistes, ONG, etc. Plusieurs centaines d'experts ont mis en évidence *« les véritables raisons de la guerre entre la Russie et l'Ukraine »*, à commencer par une divergence de fond sur le passé des deux nations. Cette différence dans la nar-

ration souligne la question *« de la vérité »* lorsqu'on veut réconcilier les mémoires. Sur ce sujet, Pierre Vimont réitère la difficulté d'être objectif quand on estime détenir la vérité alors même que l'autre partie croit de bonne foi le contraire.

« Quand vous êtes un diplomate, vous vous apercevez qu'il y a un fossé immense entre deux vérités et que la question est de savoir comment construire un pont au-dessus de ce fossé ».

Pierre Vimont

À ce titre, il s'inquiète de l'éloignement de la Russie et de sa société civile avec l'Europe, ce qui se traduit par une diminution des échanges entre étudiants, chercheurs, femmes et hommes politiques, etc. S'il approuve l'idée de s'appuyer sur cette société civile pour conserver un lien avec la Russie, il met en garde contre cette stratégie, notamment parce que Moscou entrave progressivement ce type de relations, accusant les ambassades d'ingérence et d'interférence dans la vie politique russe.

Pour Anastasia Kirilenko, une partie de la société civile russe rêve d'exil, lassée d'une propagande qui va jusqu'à renier sa propre histoire. *« Née en Sibérie et détentrice d'un bac avec mention, je n'ai jamais étudié les déportations massives dans des camps situés dans ma région d'origine ».* Elle fait observer que l'immense majorité de la population, assez pauvre, ne s'informe que par la télévision d'État qui présente l'Occident comme la cause de tous les maux du pays. Pour elle, *« l'Union soviétique s'est écroulée parce que la société s'était construite sur la base du mensonge et la seule solution pour la Russie est d'avancer sur le chemin de vérité, même si c'est difficile ».*

Faut-il discuter avec Poutine ?

Jeanne-Emmanuelle Hutin aborde la question du gaz russe que la France importe et dont elle est, d'une certaine manière, dépendante énergétiquement. Pierre Vimont précise que *« c'est le propre de la politique étrangère que de trouver l'équilibre entre des principes et un intérêt économique ou politique »*. Plus largement, il pose la question de savoir s'il faut attendre le départ de Poutine en prenant le risque de voir arriver un successeur identique ou même pire, ou faire de la Russie un interlocuteur avec qui entretenir une relation diplomatique constructive. Antoine Arjakovsky pense qu'il ne faut pas opposer d'un côté les intellectuels qui seraient irréalistes et, de l'autre, les diplomates qui seraient pragmatiques.

« Les journalistes et parlementaires européens commencent à voir combien le chemin emprunté par notre diplomatie traditionnelle va dans le mur alors que la Russie contre-attaque comme au Mali, en France, en Angleterre ou aux Etats-Unis. Quand on tient un langage de fermeté, il faut le concrétiser, ce que n'a pas fait le Quai d'Orsay ».

Antoine Arjakovsky

Le directeur de recherche au Collège des Bernardin revendique non seulement le fait de maintenir les sanctions, mais de les augmenter. Il prône également des solutions innovantes comme celle mise en œuvre aux JO de Tokyo où la Russie, condamnée pour dopage, n'était pas représentée en tant que nation mais à travers les athlètes de son comité olympique international.

Pierre Vimont réfute totalement l'idée se-

lon laquelle il opposerait les intellectuels d'un côté et les diplomates de l'autre. *« Je suis le plus grand critique de ma propre maison – le Quai d'Orsay – parce que je pense qu'en effet, on s'est endormi et qu'il y a plein de choses à changer »*. Une ligne de front apparaît dans ce débat sur la meilleure conduite à tenir, chacun avec des arguments qui se défendent. Pierre Vimont souligne qu'en allant au-devant de la société civile pour l'aider, on prend le risque de la mettre en danger. Ce que ne conteste pas Anastasia Kirilenko qui, pour autant, estime *« qu'il faut avoir un dialogue franc avec les Russes et les alerter davantage sur les dangers qui les menacent, car ils n'en n'ont pas vraiment conscience »*. Elle voit, à terme, avec l'âge de Vladimir Poutine et son refus obsessionnel des énergies renouvelables, se profiler deux pistes pour espérer nouer de nouvelles relations avec un pays qui, aujourd'hui, pose question...

REPÈRES

► **2036.** Année jusqu'à laquelle Vladimir Poutine pourrait demeurer à la tête de la Russie en toute légalité. Le dirigeant a, pour cela, fait modifier la Constitution russe qui limitait à deux le nombre de mandats successifs. Son règne est ininterrompu ou presque depuis 2000. En 2008, après deux premiers mandats, il a fait élire son bras droit, Dmitri Medvedev pour contourner l'interdiction constitutionnelle et ainsi conserver son hégémonie.

► **20%.** La part du gaz russe importé en France, qui n'est pourtant pas notre premier fournisseur, devancé par la Norvège avec 36%. En revanche, la Russie est le premier exportateur de gaz en Europe.

► **62%.** Pourcentage de Russes dont les revenus suffisent seulement à payer « nourriture et habits » selon l'agence publique russe de statistiques Rosstat. Le pays déclare officiellement un taux de pauvreté de 13,1% début 2021, en hausse constante depuis 2012.

RÉCONCILIATION, JUSTICE, MÉMOIRE : QUEL APRÈS-GUERRE VEUT-ON ?

DES LEVIERS POUR GOUVERNER LA PAIX

Le 01 octobre 2021 | 14h30 - 16h00 | Salle Nacre



Ed Vulliamy, Rémy Ourdan et Thierry Cruvellier

© Arnaud Tinel

La gestion des ondes de choc

Animé par Rémy Ourdan, journaliste et correspondant de guerre au Monde, ce débat s'est focalisé sur « *l'après-guerre* » dans ses multiples dimensions. Ed Vulliamy, journaliste et écrivain, indique que la guerre - contrairement à un match de football - ne s'arrête pas au coup de siflet final. Il défend la nécessité pour les victimes de s'approprier le récit des horreurs subies, ce qui n'a pas été malheureusement le cas à ses yeux en Bosnie-Herzégovine, ni en Irlande, « *où les atrocités commises par l'empire britannique ne sont pas connues car personne n'en a rendu compte* ». Pour lui, la paix est compliquée et difficile et ses meilleurs soldats s'ap-

pellent Gandhi et Martin Luther King. Pour illustrer ses propos, il évoque le processus de paix en cours de négociation en Colombie. Celui-ci s'efforce de proposer une issue à la guerre de la drogue qui sévit depuis des décennies en Amérique latine et qui a fait 300 000 morts depuis 2006 au Mexique, auxquels s'ajoutent 80 000 disparus. En Colombie, ce fléau aura tué entre 200 000 et 400 000 personnes selon l'intervenant. Il note que ce conflit armé se déroule au grand jour dans des pays où « *la vie quotidienne continue comme si de rien n'était* ». Après avoir rappelé que « *la poudre blanche constitue une ligne rouge entre la Colombie et le Mexique* », il évoque le contexte politique en Colombie qui a obtenu le désarmement des FARC¹ mais n'a pas réussi à juguler la fabrication de drogues. La politique de substitution de la culture du cocaïer et la mise en œuvre de réformes foncières instaurées par le président Juan Manuel Santos, Prix Nobel

MODÉRATEUR :

Rémy Ourdan, journaliste et correspondant de guerre, Le Monde

INTERVENANTS :

Thierry Cruvellier, rédacteur en chef, Justice Info

Ed Vulliamy, journaliste et écrivain

EN PARTENARIAT AVEC :

FONDATION WARM

¹ Forces armées révolutionnaires de Colombie fondées en 1964 et qui ont signé en 2016 un accord de paix mettant fin à cette guérilla.

de la paix 2016, ont été stoppées en 2020 suite à sa défaite aux élections présidentielles. Ed Vulliamy annonce que le retour de l'ancien régime donnera lieu à encore plus d'assassinats dans les années à venir car le processus de paix est en train d'échouer. Le journaliste d'investigation dénonce la délinquance en cols blancs qui sévit en Amérique du Sud. Il a ainsi prouvé que la Banque Wachovia a blanchi plus de 300 milliards de dollars du cartel de Chapo Guzman, le plus puissant au monde, mais la négociation d'une amende avec la justice a permis de lisser l'affaire. Il relate aussi le rôle opaque de la première banque britannique HSBC, déjà accusée de blanchiment d'argent des cartels de la drogue par le Sénat américain en 2012, de nouveau épinglée ces dernières années pour des délits du même genre².

« L'après-guerre peut parfois causer autant de dégâts et s'avérer tout aussi cruelle que la guerre en elle-même ».

Ed Vulliamy

Quelle méthode faut-il employer ?

Thierry Cruvellier, rédacteur en chef pour Justice Info, rebondit sur l'exemple de la Colombie pour évoquer « *la justice transitionnelle* », c'est-à-dire les mécanismes opérés pour passer de la guerre à la paix.

Selon lui, « *Justice, mémoire, réconciliation et réparation* » sont des processus qu'il faut adapter à l'évolution de la situation politique et sociale du pays concerné. Dans les méthodes employées pour gérer l'après-guerre, il cite la justice pénale internationale et ses grands procès. Il estime qu'elle a généré « *une grande désillusion car ce modèle ne gère qu'un nombre infime de cas* ». Il récuse l'idée que la justice soit

² Décryptées dans le reportage « HSBC les gangsters de la finance » réalisé par Jérôme Fritel et Marc Roche, auteurs auparavant du célèbre film documentaire « Goldman Sachs : La Banque qui dirige le monde ».



obligatoirement sélective et limitée pour juger un conflit. Il prend appui sur l'exemple du Rwanda qui a opté pour une justice de masse en créant 11 000 juridictions populaires dans les communautés et jugé plus d'un million de personnes en l'espace de 10 ans. « *Ce processus est critiquable mais il reste dans l'histoire comme une expérience totalement unique en matière de justice de guerre* ». Il cite par ailleurs « *les commissions vérités* », processus non judiciaire qui a connu une popularité extraordinaire en Amérique latine dans les années 1980 et qui a essaimé en Asie, en Afrique, en Europe et dans le monde arabo-musulman. Aussi plébiscité soit-il, ce dispositif a néanmoins montré ses limites en Bosnie car il ne répondait pas du tout aux attentes dans cette région-là du monde alors que cela parlait beaucoup à d'autres sociétés, notamment parce qu'il n'était pas possible ici de prononcer le mot « *réconciliation* » alors même qu'il peut être central ailleurs. Il souligne qu'en décidant d'assujettir tout accord de paix au refus de clauses d'amnistie de crimes contre l'humanité ou de génocides, l'ONU s'est exclue de nombreux pourparlers de paix depuis une vingtaine d'années. Elle a perdu de son influence en raison d'une position « *idéologique et rigide qui empêche le plus souvent d'arriver à un accord* ». Pour Thierry Cruvellier, « *l'amnistie est un sujet tabou alors qu'elle a toujours existé dans les accords de paix* ».

« Il est difficile d'appliquer un modèle de gestion type car les après-guerres sont tous différents avec des attentes multiples et énormes, éventuellement contradictoires, et mêmes parfois irréconciliables ».

Thierry Cruvellier

« négociés ». Le problème vient selon lui du fait que l'on confond trop souvent « *amnistie* » et « *impunité* », estimant que des compromis sont possibles, comme des « *amnisties conditionnelles* » par exemple. Il termine son propos sur « *la mémoire et les commémorations* » qui échappent souvent à l'Etat, contrairement au domaine « *des réparations* ». Il parle ainsi d'une initiative artistique forte de sens à Sarajevo. Des illustrations d'éclats d'obus sont peintes dans les rues de Sarajevo et permettent tout de suite de comprendre sans autre explication que des personnes ont été tuées par cette arme à cet endroit.

En guise de conclusion, Rémy Ourdan rappelle qu'en mai 1993, personne ne croyait en la résolution 827 de l'ONU « *d'une justice après la guerre* ». Le sang a d'ailleurs continué de couler pendant deux ans et demi. Des criminels de guerre à la po-

pulation en passant par les journalistes, l'initiative semblait vaine, y compris pour celles et ceux qui étaient chargés de la mettre en œuvre, à savoir les diplomates et les Casques bleus. Or, même si les accords de Dayton « *font partie des pires accords de paix de toute l'histoire* » selon le modérateur du débat, ils ont permis « *d'arrêter le carnage et de reconnaître l'existence d'une justice internationale* » qui s'est depuis généralisée. Ce dernier explique qu'il est retourné en Bosnie l'an dernier pour les 25 ans de la fin de la guerre. Si « *la justice a partiellement fonctionné, il n'est pas du tout question de réconciliation* ». Il a même trouvé « *que les discours étaient pires qu'au début ou à la fin de la guerre* ». Malgré l'existence du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et son relatif succès, un sentiment d'impunité a conduit au déni puis à la division et aux fractures, lesquels peuvent mener à un nouveau conflit. Après un séisme, il faut se méfier de ses ondes de choc...

REPÈRES

- ▶ **8%.** L'Amérique latine ne regroupe que 8% de la population mondiale mais elle est considérée comme l'une des régions les plus violentes au monde, notamment en raison du narcotrafic.
- ▶ **100 000.** Conflit le plus meurtrier en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, la guerre en Bosnie a tué 100 000 personnes et en a déplacé plus de deux millions.
- ▶ **1995.** Date des accords de Dayton qui ont mis fin aux combats interethniques qui ont eu lieu en Bosnie-Herzégovine. Signés à Paris, ils portent pour autant le nom d'une base militaire aux Etats-Unis où l'essentiel des négociations se sont déroulées.



Thierry Cruvellier

JUSTICE INTERNATIONALE : FONDATION D'UNE PAIX DURABLE

DES LEVIERS POUR GOUVERNER LA PAIX

Le 01 octobre 2021 | 17h00 - 18h30 | Salle plénière



Le glaive d'un côté, le bandeau de l'autre

Ce débat animé par Xavier Chemisseur, rédacteur en chef France 24, se penche sur la justice internationale qui juge les crimes de guerre. Richard Dicker, directeur du programme de justice internationale de Human Rights Watch, revient sur l'origine de cette nouvelle dimension du droit à l'échelle de la planète qui a pour objectif de ne pas laisser impunies les exactions d'ampleur commises partout dans le monde. Il indique qu'au début des années 1990, le Conseil de sécurité des Nations unies a créé deux tribunaux ad hoc se concentrant sur les crimes en ex-Yougoslavie et

au Rwanda. Pour la première fois depuis le procès de Nuremberg, ces tribunaux internationaux ont rendu justice sur des génocides. D'une manière très différente, quelques années plus tard, des négociations ont débuté avec 140 États et ont duré près de 7 ans pour aboutir au traité international qui a fondé la Cour pénale Internationale : le Statut de Rome, adopté en juillet 1998 lors de la conférence de Rome. Il entre en vigueur le 1er juillet 2002 après sa ratification par 60 États : la Cour pénale internationale est alors officiellement créée. Elle permet de fédérer les États autour de valeurs fortes. Christian Wenaweser, ambassadeur du Liechtenstein auprès des États-Unis, estime qu'il est important de lier cette conversation à la Deuxième Guerre mondiale. Le procès de Nuremberg constitue donc le point de départ d'une justice pénale internationale, symbolisant l'interaction réussie entre justice et paix. Ce procès a permis à l'Allemagne de tourner la page et à l'Europe de se rassembler. Après quelques précisions sur les juridictions existantes, il précise que la Cour pénale internationale (CPI) est la seule juridiction internationale à pouvoir juger des crimes les plus graves : génocides, crimes contre l'humanité, crimes de guerre et, sous

MODÉRATEUR :

Xavier Chemisseur, rédacteur en chef
FRANCE 24

INTERVENANTS :

Richard Dicker, directeur, programme
Justice internationale de HRW

Emilie Gaillard, maître de conférences
HDR en droit privé à Sciences Po Rennes,
coordinatrice générale de la Chaire
Normandie pour la paix

Ali Ouattara, coordinateur des Coalitions de
l'Afrique francophone pour la CPI

Christian Wenaweser, ambassadeur du
Liechtenstein auprès de l'ONU (intervention
vidéo)

Thierry Cruvellier, grand reporter

EN PARTENARIAT AVEC :

HUMAN RIGHTS WATCH

certaines conditions, crimes d'agression. Ali Ouattara, coordinateur des coalitions de l'Afrique francophone pour la CPI, fait observer que la Cour pénale internationale diffère des procès de Nuremberg ou de Tokyo¹ car elle n'est pas orchestrée « *par les vainqueurs pour juger les vaincus* », et qu'elle n'est pas limitée dans le temps ni par l'espace. L'adhésion libre des États-partis qui la compose nécessite d'amener les uns et les autres à accepter les compétences de cette Cour. « *Est-ce que la justice internationale peut être une fondation pour une paix durable ?* » s'interroge l'intervenant, qui met dans la balance les différents points de vue sur le sujet. Il partage à ce titre l'avis des ONG qui estiment qu'une paix durable est assujettie à la justice car elle permet de réparer les torts des victimes et émet un signal fort aux auteurs des crimes graves. Ce que résume Ali Ouattara par une citation forte : « *l'impunité d'aujourd'hui est le crime de demain* ».

Les limites de la Cour pénale internationale

Thierry Cruvellier, grand reporter, a couvert des guerres en Sierra Leone, en Afrique et dans les Balkans. Spécialiste des questions de justice internationale, il a confirmé que les procédures de justice internationale s'avéraient longues et complexes et que les modèles proposés n'ont pas été jusqu'ici très efficaces. Il émet l'opinion d'une justice pénale internationale en crise, souvent isolée et déconnectée des sociétés. S'il reconnaît leur raison d'être, il pense qu'elle manque d'inventivité en matière de justice d'après-guerre. Les initiatives nationales, beaucoup plus flexibles, prennent le relais, y compris par rapport à des violences de masse contemporaines. Il souligne l'importance que les procès fassent sens.

Christian Wenaweser confirme que la justice internationale n'est pas la seule forme de justice qui permette d'assurer la paix de

« Si un procès pour crimes contre l'humanité ou crimes de guerre n'a absolument aucune espèce d'importance réelle pour la société concernée, on peut quand même se questionner sur son intérêt ou en tout cas reconnaître sa valeur purement symbolique ».

Thierry Cruvellier

manière durable. Il est revenu sur le veto de la Russie et de la Chine au Conseil de sécurité de l'ONU qui a empêché que la CPI s'empare des crimes en Syrie. Un nouveau mécanisme a été néanmoins mis en œuvre pour collecter les preuves et préparer un dossier qui pourra servir pour des poursuites pénales, estimant que la vérité et la réconciliation sont cruciales pour qu'une société se reconstruise après une expérience extrêmement traumatisante et collective. Ali Ouattara considère que le Conseil de sécurité constitue à la fois une force et une faiblesse pour la CPI puisqu'il peut demander à la procureure d'ouvrir une enquête lorsqu'un conflit engendre des crimes de guerre, mais aussi bloquer des actions pour des raisons politiques. Il plaide pour une justice internationale qui laisserait la justice nationale jouer sa partition, soulevant par ailleurs la nécessité de définir une stratégie d'enquête efficace. Richard Dicker souscrit à ce point de vue, à condition qu'il y ait une synergie entre les deux instances. Il prend le contre-exemple de la Guinée où les autorités nationales n'ont pas la volonté de remplir leurs responsabilités.

Le droit des générations futures

Emilie Gaillard, juriste, milite pour le droit des générations futures à travers la protection de l'environnement et la bioéthique, et la protection de l'intégrité de l'espèce humaine. Elle souhaite que ce droit

¹ Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient créé en 1946 pour juger les grands criminels de guerre japonais de la Seconde Guerre mondiale

s'ajoute au droit actuel. Différents types de travaux sont menés à ce titre dans la Chaire Normandie pour la Paix. « *Si on protège les droits des générations futures, cela suppose aussi de reconnaître que l'on a des devoirs fondamentaux envers elles* » explique-t-elle, prenant les marches climat comme l'illustration concrète de la demande de cette reconnaissance par les jeunes.

« Comme il est nécessaire de reconnaître les crimes passés contre l'humanité, on peut raisonnablement se poser la question de savoir si on ne commet pas en ce moment des crimes contre les générations futures ? ».

Emilie Gaillard

Elle fait par ailleurs référence au mouvement I am Climate Justice dont le leader est Antonio Oposa, à l'origine de la première affaire en justice au nom des générations futures. Composée de bénévoles, d'étudiants, d'activistes, d'artistes et d'avocats de renom du monde entier, cette structure utilise le pouvoir de la loi pour inciter les gouvernements au changement. « *L'idée est de saisir la Cour internationale de justice par une résolution qui serait adoptée par l'assemblée générale des Nations unies en vue d'obtenir un avis consultatif. L'État du Vanuatu va porter le leadership sur cette question et à nous avec la Chaire Normandie pour la Paix de faire prendre encore plus d'ampleur à la démarche* » poursuit Emilie Gaillard. Elle insiste sur l'accélération des prises de conscience et la nécessité d'agir au regard de la demande de justice climatique qui se joue maintenant, et où la jeunesse joue un rôle majeur. Elle termine en expliquant que d'autres actions existent, donc celle de Pauline Higgins pour faire reconnaître le crime d'écocide, c'est-à-dire l'acte criminel.

L'exemple d'un petit tribunal militaire de

l'Est du Congo est donné. Ce dernier, loin de La Haye et de toute agitation médiatique, a condamné à la perpétuité un ancien soldat devenu milicien pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre mais aussi crimes environnementaux. Richard Dicker est favorable à la création d'une définition légale de cet acte criminel consistant à détruire délibérément et en totalité un écosystème. Il rappelle que la doctrine juridique évolue, ouvrant ainsi la voie à une reconnaissance internationale de ce type de délits. Rythmé, ce débat a été ponctué par de nombreuses questions qui ont permis de préciser les limites de la CPI, Thierry Cruvellier et Ali Ouattara estimant qu'elle suscite trop d'attentes alors que ses moyens restent insuffisants. Ce dernier précise pour finir que « *ce n'est pas la justice qui arrête la guerre* » même si elle participe à la paix...

REPÈRES

- ▶ **24** des principaux responsables du Troisième Reich, accusés de complot, crimes contre la paix, crimes de guerre et crimes contre l'humanité ont été jugés à l'occasion du procès de Nuremberg intenté par les puissances alliées qui s'est tenu du 20 novembre 1945 au 1^{er} octobre 1946. Il symbolise la première étape de la mise en œuvre d'une juridiction pénale internationale.
- ▶ **13** zones de guerre ou de conflit dans le monde ont fait l'objet d'enquêtes de la Cour pénale internationale (CPI) à ce jour : Congo, Soudan, Centrafrique, Kenya, Libye, Côte d'Ivoire, Mali, Centrafrique, Géorgie et Burundi, Bangladesh/Myanmar, Afghanistan. 7 examens préliminaires sont en cours : Colombie, Guinée, Palestine, Philippines, Vénézuëla (2 fois) et Bolivie. 8 autres sont clos ou classés sans suite.
- ▶ **3** crises principales ont bousculé l'histoire récente de la CPI : l'annonce en cascade du retrait d'état de son système, les accusations de viol et de corruption portées contre son ancien procureur Luis Moreno Ocampo et son refus en 2019 d'autoriser une enquête sur les crimes de droit international commis en Afghanistan.

QUELLE GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE POUR LA PAIX ?

DES LEVIERS POUR GOUVERNER LA PAIX

Le 30 septembre 2021 | 17h00 - 18h30 | Auditorium



Denis Redonnet, Benjamin Coriat (intervention vidéo), Mary-Françoise Renard, Fernando Iglesias et Valérie Gauthier

© Arnaud Tinel

Du crédit au débit

Valérie Gauthier évoque en introduction la théorie selon laquelle la mondialisation a permis de tisser des liens de coopérations globaux qui favorisent la stabilité et la paix. La journaliste de France 24 cite le géopoliticien américain Edward Luttwak qui parle d'un nouvel ordre mondial où l'arme économique remplacerait l'arme militaire comme principal instrument de puissance au service des États. « *Les menaces militaires et*

les alliances ont perdu leur importance avec la pacification des échanges internationaux dès lors que les priorités économiques ne sont plus occultées et passent au premier plan ». Mary-Françoise Renard répond que la question de la paix est d'abord et avant tout une question politique et géopolitique. Elle reconnaît que la gouvernance économique joue certes un rôle dans la paix, mais qu'elle le partage avec beaucoup d'autres institutions et acteurs. La professeure et écrivaine rappelle que la gouvernance économique actuelle est née pour la majeure partie des institutions des accords de Bretton Woods¹, juste après la Seconde Guerre mondiale. Elle estime que ce modèle, en période de guerre froide et sous l'hégémonie indiscutée des États-Unis, a plutôt bien fonctionné pendant un certain nombre d'années avant d'être remis en cause en 1971 par le président Nixon. Toutefois, il est aujourd'hui obsolète car les institutions économiques internationales ont perdu de leur légitimité.

MODÉRATRICE :

Valérie Gauthier, journaliste-présentatrice France 24

INTERVENANTS :

Benjamin Coriat, membre des Économistes Atterrés auteur de « Le bien commun, le climat et le marché » ainsi que « La pandémie, l'anthropocène et le bien commun » (intervention vidéo)

Fernando Iglesias, membre du Parlement argentin et Parlementaire pour la Paix

Denis Redonnet, directeur général adjoint pour le Commerce de la Commission européenne

Mary-Françoise Renard, professeure à l'Université Clermont-Auvergne, spécialiste de l'économie de la Chine, a publié le livre « la Chine dans l'économie mondiale »

EN PARTENARIAT AVEC :

LE CERCLE DES ÉCONOMISTES

¹ Accords économiques signés dans cette ville du New Hampshire aux États-Unis en juillet 1944 et qui ont dessiné les grandes lignes du système financier international de l'après-guerre.

« Pour qu'une gouvernance économique mondiale soit légitime, condition sine qua non pour la paix, deux éléments sont nécessaires. Le premier consiste à ne pas reproduire le clivage Nord-Sud avec, notamment, des règles en matière d'aide au développement qui ne seraient définies que par les pays riches, une situation qui n'est plus acceptable ni soutenable. Le deuxième point s'appuie sur la conviction de sa perception et de sa préoccupation de l'intérêt général et du bien commun ».

Mary-Françoise Renard

L'urgence n'est pas seulement le développement des sociétés, mais leur survie en raison du réchauffement climatique. La banque mondiale a annoncé des migrations de grande ampleur dès 2030 avec le spectre de 200 millions d'exilés climatiques d'ici 2050. Marie-Françoise Renard évoque un « *risque de fragmentation* » et réclame un changement de paradigme afin de repenser l'organisation du système économique à l'échelle mondiale, en tenant compte par exemple des émissions de carbone, de la dépréciation du capital naturel et en aidant à la construction d'indicateurs fondés sur une autre logique.

Des critiques virulentes

Denis Redonnet dessine l'architecture de la gouvernance économique mondiale qui repose pour lui sur trois piliers. Celui du « *commerce et de l'investissement* », celui des « *flux monétaires et financiers* » et celui, plus complexe et multiforme, du « *réglementaire et du normatif* » qui permet la convergence

des réglementations et la coopération réglementaire. Il déclare que l'Organisation mondiale du commerce souffre depuis longtemps d'immobilisme lié à l'institution et à l'absence de volonté politique de ses membres de produire de nouvelles règles commerciales multilatérales afin de s'adapter à de nouvelles réalités économiques, comme l'émergence du commerce électronique par exemple. Il critique aussi une absence totale de discipline à l'égard de distorsions économiques observées dans certains pays, notamment en Chine, avec des systèmes de subventions sectorielles massives. Le spécialiste économique évoque même un retour en arrière avec une érosion de la primauté du droit économique international dans les relations économiques, renforcées entre autres par les tensions sino-américaines qui affaiblissent le système commercial international. A l'écouter, la salle pourrait presque penser que le commerce international devient « *la loi de la jungle* ».



Benjamin Coriat est membre des économistes atterrés. Cette indication annonce la promesse d'un discours critique qui a été tenue. Il dénonce tout d'abord le caractère « *caduc et inefficace* » de la gouvernance économique internationale, prenant comme exemple l'Organisation pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) créée en 1947 pour lutter contre la faim dans le monde alors qu'on comptabilise 1 milliard de personnes en état de sous-nutrition ou de malnutrition. Il parle également « *du caractère dépassé, inapproprié et très fragile des institutions internationales* », reconnaissant néanmoins un rôle positif de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) par le passé qui a permis que les échanges se dégèlent entre les diffé-

rents pays. Mais aujourd'hui, il juge son rôle contre-productif car l'OMC a été « *une es-pèce de prime systématiquement donnée au moins-disant environnemental et social* », expliquant en substance que celle-ci a donc privilégié les pays négligeant les aspects environnementaux et sociaux. Il souligne enfin qu'à la pauvreté et aux inégalités sont venues s'ajouter les questions du climat et de la pandémie, des crises jumelles selon Benjamin Coriat. « *La pandémie a un lien avec les déforestations de masse, la destruction de la biodiversité et la crise climatique. Nous avons besoin de toutes les autres institutions pour gérer ces nouveaux défis* ».

« Après le temps de la Déclaration des Droits de l'Homme, je pense que nous sommes rentrés dans celui de la déclaration de la protection et de l'accès aux biens communs globaux ».

Benjamin Coriat

Au carrefour de l'histoire

Fernando Adolfo Iglesias estime pour sa part que nous sommes aujourd'hui à un carrefour de l'histoire économique mondiale en raison, tout d'abord, d'un changement d'échelle. Hier encore de dimension nationale, la culture, l'économie et la politique sont aujourd'hui d'envergure internationale. La nature même de l'industrialisation a changé ensuite, passant de l'exploitation d'une main-d'œuvre humaine de façon mécanique et répétitive à la création de valeurs via l'intelligence collective et la culture. Ces évolutions spectaculaires font que les processus globaux supplantent les aspects plus régionaux. Or, si notre économie et notre technologie s'appréhendent désormais au niveau international, les décisions politiques sont toujours nationales, ce qui explique le déséquilibre. Ce hiatus pousse certains à revendiquer la sortie de l'euro, plus de protectionnisme et un retour vers le passé, ce qu'il critique. Pour lui, « *il faut continuer à globaliser l'économie*

et la technologie et mondialiser la politique, les institutions et les droits humains, sans ignorer pour autant les adversités nationales ou locales ». Le coprésident de l'Institute for Global Policy explique qu'il faut une véritable gouvernance globale pour être en capacité de régler les crises majeures. Cela implique selon lui de démocratiser et de fédéraliser les niveaux régionaux, et pas seulement l'Union européenne, car il suffit d'une dictature pour remettre en cause toute idée d'intégration. Il se demande d'ailleurs s'il est possible de disposer d'une Europe démocratique si le reste du monde ne l'est pas... Il tente aussi de démontrer l'interpénétration des phénomènes géopolitiques, en prenant comme exemple l'Europe qui a ou qui doit gérer des crises graves qui ne sont pas nées sur son sol, comme la crise migratoire, celle des subprimes américains ou la Covid-19. Denis Redonnet pense de son côté qu'il faut d'abord stabiliser le système existant là où il a fait ses preuves et rétablir ce qui est aujourd'hui fragilisé avant de procéder à une réforme à laquelle il n'est pas opposé pour autant. Le risque principal serait de repasser selon lui « *de relations économiques internationales fondées sur le droit à un système basé en réalité sur le rapport de force* ». Benjamin Coriat surenchérit, en indiquant qu'on ne peut évidemment pas tirer un trait sur les institutions existantes, quels que soient leurs défauts. Il estime en outre que la crédibilité des engagements constitue un élément absolument fondamental pour l'avenir de la paix avec un système économique stable, prenant comme contre-exemple la COP 21 qui avait promis de verser aux pays du Sud un fond vert de 100 milliards d'euros qui n'a pas été alimenté. Il cite aussi le projet de créer une taxe carbone aux frontières en Europe alors qu'on distribue toujours gratuitement « *des droits à polluer* » aux entreprises européennes... En conclusion, Mary-Françoise Renard regrette que l'Europe ne soit pas convaincue du rôle politique qu'elle peut jouer face aux géants du monde. Elle stipule que les institutions internationales ne fonctionneront que si les pays membres démontrent une réelle volonté politique. Sous peine sinon de voir les mêmes causes produire les mêmes effets...

LUTTER CONTRE LA FAIM, ŒUVRER POUR LA PAIX

DES LEVIERS POUR GOUVERNER LA PAIX

Le 01 octobre 2021 | 17h00 - 18h30 | Salle Or



Céline Jurgensen (intervention vidéo), Thomas Delage, Sébastien Abis et Claire Guyon

Une urgence de première nécessité

Les chiffres clés de la faim dans le monde rappellent l'acuité de ce fléau. Thomas Delage, journaliste et modérateur de ce débat, indique que 690 millions de personnes souffrent de sous-alimentation dans le monde, soit 8,9% de la population. Les perspectives s'avèrent alarmistes puisque les Nations unies tablent sur 150 millions

supplémentaires de personnes concernées par une pénurie alimentaire en 2030. Si ces victimes n'ont pas attendu la Covid-19 pour avoir faim, la crise sanitaire a créé un surcroît d'instabilité. Céline Jurgensen, représentante permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, confirme une aggravation de l'insécurité alimentaire dans le monde depuis 2014, évoquant un risque « *de pandémie de la faim* ». La multiplication des conflits, les effets du changement climatique et les crises économiques en sont la cause. Le coronavirus, qui a accéléré cette tendance préoccupante, met en lumière selon elle « *les failles et les insuffisances de notre système multilatéral et de nos organisations agricoles et alimentaires, au cœur des enjeux du sommet sur les systèmes alimentaires que le secrétaire général des Nations unies a organisé les 23 et 24 septembre 2021* ». Elle rappelle que le Programme alimentaire mondial de l'ONU a reçu en 2020 le prix Nobel de la Paix pour

MODÉRATEUR :

Thomas Delage, rédacteur en charge de la coordination pour les Grands Dossiers de Diplomatie Magazine

INTERVENANTS :

Claire Guyon, animatrice à l'AFDI Normandie
Sébastien Abis, chercheur associé à l'IRIS et directeur du Club Demeter

Céline Jurgensen, ambassadrice, représentante permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (intervention vidéo)

Eric Pichon, policy analyst au service de recherche du Parlement européen (intervention vidéo)

EN PARTENARIAT AVEC :

DIPLOMATIE MAGAZINE

« *ses efforts de lutte contre la faim, pour sa contribution à l'amélioration des conditions de paix dans les zones touchées par les conflits et pour avoir joué un rôle moteur dans les efforts visant à prévenir l'utilisation de la faim comme arme de guerre dans les conflits* ». Le défi consiste, comme elle l'explique, « *à trouver des solutions économiques, sociales et environnementales pour continuer de produire mais de manière durable afin de nourrir une population en croissance constante, estimée à 10 milliards d'individus en 2050* ». Claire Guyon, animatrice au sein de l'association Agriculteur Français et Développement International, met en évidence le fait que la majorité des personnes touchées par la faim dans le monde sont des agriculteurs. Elle explique ce paradoxe par un manque de reconnaissance de l'activité agricole qui n'est pas considérée comme un métier à part entière dans de nombreux pays. Elle évoque en outre l'absence de formation, de moyens techniques et d'accès à l'information, sans oublier la question de l'accès à la terre qui s'avère souvent problématique, notamment lors de conflits entre éleveurs et cultivateurs. Les seconds reprochent aux premiers la transhumance du bétail et la divagation des animaux qui détruisent les récoltes, ce qui génère des conflits d'usage.

L'insécurité alimentaire

Sébastien Abis, chercheur associé à l'IRIS et directeur du Club Demeter, liste les causes de l'insécurité alimentaire : conflits dans le pays, facteurs géographiques, absence de ressources, déficiences logistiques, difficultés d'accès au marché international... « *Vitale, universelle, intemporelle, l'alimentation peut faire l'objet d'une instrumentalisation à des fins militaires, pour comprimer des territoires ou des populations, d'où l'expression « d'armes alimentaires* ». Mais pour l'intervenant, l'alimentation est d'abord et avant tout porteuse de paix. A ce propos, même s'il reconnaît que l'agriculture a sa part de responsabilité dans les émissions de gaz à effet de serre, il estime que les agricultrices et agricul-

teurs sont les premières victimes du réchauffement climatique. Il loue ensuite leur rôle absolument primordial.

Céline Jurgensen estime que les enjeux de l'alimentation sont tels que la réponse ne

« Le grand défi contemporain demandé aux agriculteurs est de nourrir le monde mais aussi de réparer la planète. Soldats de la paix mais aussi du climat, ils sont au rendez-vous aujourd'hui d'enjeux géopolitiques mais aussi climatiques ».

Sébastien Abis

peut être qu'internationale, rappelant le caractère opérationnel du programme alimentaire mondial de l'ONU. Elle souhaite à ce titre renforcer la scolarisation des enfants dans le monde car le retour à l'école s'accompagne d'une alimentation scolaire qui représente souvent pour des enfants le seul repas de la journée. Elle fait observer que « *l'alimentation scolaire contribue directement à la santé, à l'éducation et au financement de l'agriculture locale qui approvisionne les établissements scolaires* ». Elle contribue aussi à l'égalité entre les filles et les garçons qui sont traités équitablement à la cantine. Eric Pichon, analyste politique au service de recherche du Parlement européen, positionne l'Union européenne comme un acteur important de la lutte contre la faim dans le monde en raison de ses capacités à mobiliser des fonds. 140 millions d'euros ont été annoncés pour la recherche sur la sécurité alimentaire alors que l'aide alimentaire directe de l'UE s'élève à 500 millions d'euros. La position stratégique de l'Europe au carrefour des questions d'économie mondialisée, de climat ou de gouvernance constitue un autre atout selon l'intervenant car l'alimentation est impactée par ces diffé-

rents paramètres. Il indique en outre qu'il existe un consensus au niveau européen pour agir afin que tout le monde puisse avoir accès à une nourriture saine et suffisante. Concrètement, l'UE contribue à lutter contre la faim par des aides alimentaires directes. Elle veille ensuite à ce que les crises ne se reproduisent pas, d'où la nécessité d'y associer une aide au développement, mais aussi parfois militaire. Si Eric Pichon encourage la coopération de tous les acteurs, il précise cependant que chaque État membre peut décider de sa propre politique pour la sécurité alimentaire. Il évoque ensuite le rôle crucial des petits agriculteurs, maillons essentiels de l'alimentation. Il soulève aussi la question de la réforme de la politique agricole commune qui dit clairement que l'aide aux agriculteurs ne doit pas avoir d'effet de distorsion sur les marchés. Les produits des pays tiers ne peuvent pas concurrencer les produits européens. « *Les institutions de l'UE ont leur rôle à jouer car elles ont les moyens de trouver des accords internationaux en ce sens* ».

Un enjeu géopolitique de première importance

Pourquoi l'agriculture et l'alimentation sont-elles au cœur d'enjeux géopolitiques ? Sébastien Abis rappelle que l'Europe a construit la paix sur son territoire à partir de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Il plébiscite à ce titre la Politique agricole commune (PAC), pourtant si décriée, car « *il s'agit d'une politique alimentaire citoyenne qui a bénéficié à un demi-milliard de consommateurs et qui ne connaît pas d'inflation alimentaire actuellement, à la différence du reste du monde en raison d'une organisation des marchés admirable* ». Il souligne par ailleurs une hyper-intensification des États autour de l'agriculture et de l'alimentation, citant la Russie qui a fait son réarmement économique et son retour sur la scène internationale en misant principalement sur ce secteur d'activité. Ou encore la Chine qui se mobilise en achetant des terres et en

investissant dans des ports et des industries partout dans le monde pour assurer sa sécurité alimentaire. Il cite également l'Afrique du Sud, l'Éthiopie, le Maroc ou le Kenya qui misent sur l'agriculture comme levier de développement, de sécurité nationale et de rayonnement à l'international par de nouvelles pratiques écologiques, l'innovation ou entrepreneuriat féminin. Quant à ceux qui doutent que l'agriculture représente un sujet d'avenir, il les invite à regarder ce que font les grandes entreprises américaines ou chinoises du numérique qui investissent massivement dans l'innovation agricole et alimentaire. Il donne en outre l'exemple d'un fonds de gestion d'actifs de plus de 20 000 milliards de dollars qui consacre aujourd'hui 0,5 % de ses investissements au secteur agricole et alimentaire, soit une somme largement supérieure au budget de la FAO du FIDA et du PAM réunis. « *Tout le monde se mobilise aujourd'hui sur la question alimentaire car elle constitue notre sécurité au quotidien et le devenir de notre planète* ».

REPÈRES

- ▶ **811** millions. Le nombre de personnes qui souffrent de faim chronique suivant le dernier rapport sur la faim dans le monde de la FAO en 2020. Si l'on ajoute la malnutrition sous toutes ses formes, plus de 2 milliards d'enfants, de femmes et d'hommes sont concernés à l'échelle planétaire.
- ▶ **11.** Nombre de victimes de la malnutrition qui décèdent chaque minute dans le monde.
- ▶ **70%.** Pourcentage de personnes interrogées dans 12 États de l'Inde qui affirment avoir diminué leur alimentation faute de moyens financiers en raison de la Covid-19. La fermeture des écoles a privé les enfants indiens de leur principal repas de la journée.

DU REPORTAGE À LA LITTÉRATURE

DES LEVIERS POUR GOUVERNER LA PAIX

Le 30 septembre 2021 | 17h00 · 18h30 | Salle Or



Raconter la guerre pour trouver la paix

Grégoire Leménager, directeur adjoint de la rédaction de L'OBS, lance le débat en demandant à ses deux invités d'expliquer comment ils en sont arrivés au reportage de guerre. Florence Aubenas, grande reporter au Monde et écrivaine, évoque la période où elle travaillait au journal Libération à une période où la rédaction recherchait un journaliste pour couvrir le génocide au Rwanda en 1994. « *J'étais assise à mon bureau quand on a demandé qui voulait partir au Rwanda le lendemain dans un avion militaire. Un bras s'est levé. C'était le mien* » explique celle qui préfère le terme « *reporter de paix* » à celui de « *reporter de guerre* ». Jean Hatzfeld était journaliste sportif quand l'occasion de changer

de thématique professionnelle s'est présentée. Il est parti en reportage de guerre au Moyen-Orient, en Israël et en Palestine à la fin des années 1970, avant d'évoquer l'essor du syndicat Solidarnosc porté par Lech Walesa, en Pologne dans les années 1980. Avec franchise, il avoue avoir trouvé son élément dans cet univers chaotique. « *J'ai compris que le reportage de guerre allait me passionner car il y a beaucoup d'histoires à raconter dans ces ambiances extrêmes et exacerbées* ».

Le sel de la vie de reporter de guerre

Jean Hatzfeld évoque aussi une autre façon d'appréhender le voyage comme il l'a fait au Liban, au Congo ou en Bosnie. « *Vous pouviez circuler librement d'un camp à l'autre en franchissant des lignes de front à condition de le faire à vos risques et périls, c'est-à-dire en acceptant l'idée de vous faire tirer dessus* ». Il a apprécié cette totale liberté, à la différence des guerres où les journalistes se trouvent derrière une armée et ne disposent que d'un seul point

MODÉRATEUR :

Grégoire Leménager, directeur adjoint de la rédaction de L'OBS

INTERVENANTS :

Florence Aubenas, écrivaine, journaliste au journal Le Monde

Jean Hatzfeld, écrivain

EN PARTENARIAT AVEC :

L'OBS

de vue. Le journaliste a eu, en outre, l'occasion rare de suivre un conflit du début à la fin, à savoir celui de Bosnie-Herzégovine de 1991 à 1995. *« Elle m'a profondément marqué, j'ai fait beaucoup de cauchemars et j'ai perdu beaucoup d'amis à cause d'elle »*. Les deux journalistes s'accordent pour dire que le reportage de guerre d'hier n'a plus rien à voir avec celui d'aujourd'hui. Au-delà des moyens technologiques qui accélèrent la diffusion de l'information comme le téléphone mobile et les réseaux sociaux, Florence Aubenas note une différence dans la place même accordée au journaliste.

« Avant, être journaliste constituait un bouclier. Vous portiez un brassard « presse » et aviez un pare-soleil et des affiches avec la mention « presse » sur votre véhicule. Aujourd'hui, la presse représente une cible ».

Florence Aubenas

Florence Aubenas sait de quoi elle parle. Elle a été enlevée à Bagdad en 2005 pendant cinq mois, rejoignant une litanie de reporters de guerre qui ont vécu le même sort. Elle relate aussi les événements de Syrie qu'elle a couverts qui, dans le droit fil du Printemps arabe, ont laissé entrevoir une fin heureuse pour ce pays persécuté par Bachar el-Assad. *« J'y suis retournée quelques mois plus tard et la victoire tant attendue était devenue une guerre qui s'enlisait. Je devais y retourner quelque temps après. J'avais donné à Didier François¹, qui me remplaçait, le contact de personnes qui m'avaient aidée la première fois. Ce sont eux qu'ils l'ont enlevé lorsqu'il est arrivé sur place »*. La journaliste note un fort accroissement du nombre de zones géographiques où il est désormais impossible de circuler librement, ce qui change

¹ Enlevé en juin 2013 en Syrie par les djihadistes de l'État islamique en compagnie du photographe Edouard Elias, il a été détenu pendant près de dix mois.

notre perception du monde. Jean Hatzfeld rappelle que la presse est une arme utilisée par les États-majors pour manipuler l'opinion publique, laquelle réagit à l'égard des journalistes selon que le pays d'où ils viennent est considéré comme un allié ou un ennemi. Florence Aubenas, qui s'est spécialisée depuis des années dans des reportages au contact de citoyens ordinaires, met en avant le fossé entre ces deux types de journalisme. *« Les journaux sont faits pour évoquer les grands événements : une guerre, un tremblement de terre, le crash d'un avion. À l'inverse, nous ne sommes pas forcément adaptés pour parler des petites choses de la vie qui sont pourtant les plus importantes : le travail précaire, la vie dans un EHPAD, le quotidien des éleveurs charolais... Là, nos gros sabots de journalistes cassent la petite porcelaine »*. A ce titre, elle confie que le plus gros travail préparatoire qu'elle a effectué l'a été non pas pour partir en reportage de guerre, mais pour travailler incognito comme femme de ménage dans le cadre d'un long reportage immersif.

Le travail sur l'écriture

Grégoire Leménager interroge les intervenants sur leur relation à l'écriture, sachant que les deux sont à la fois journalistes et auteurs. Jean Hatzfeld répond que le roman lui permet de reprendre ses reportages mais en les mettant en scène autrement. Ses livres sur le Rwanda sont essentiellement basés sur des témoignages. Ils nécessitent un travail en amont pour définir les bonnes questions, de la délicatesse et de la finesse pour nouer un lien de confiance pendant les interviews, et enfin, un gros travail de sélection et de restitution pour faire résonner les propos lors de leur rédaction. Il dénonce aussi l'idée selon laquelle l'écriture serait liée au genre. Il estime ainsi que les reportages de Florence Aubenas sont éminemment littéraires alors qu'il ne s'agit en aucune façon de fiction. A ce titre, il assure que tout reportage comprend une part de subjectivité. Florence Aubenas souscrit pleinement à cette idée, expliquant qu'il suffit de lire dix

articles différents d'un même événement pour prendre conscience qu'aucun ne sera raconté de la même façon. Elle évoque aussi avec sincérité la difficulté « **de rendre compte** » d'une situation que chacun interprète selon son prisme. Elle parle aussi de l'impact d'un article de presse sur des individus qui n'ont pas choisi d'être mis en avant dans un reportage. « *C'est vrai qu'un journaliste s'approprie une histoire à sa manière et, sans vouloir forcément détourner les choses, raconte des faits dans lesquels leurs auteurs ne se retrouvent pas* ». Elle souligne à ce titre l'importance des mots employés qui peuvent blesser. Elle avait ainsi utilisé le mot « **minable** » pour qualifier un hôtel où séjournait le personnage d'un de ses articles, ce qui avait ravi le propriétaire de l'établissement (sic). « *Aujourd'hui, j'écrirais plutôt « un hôtel une étoile* ». Pour autant, la journaliste fait bien la part des choses entre le reportage qui s'appuie sur le réel à travers des faits, des chiffres et des témoignages, et la fiction qui fait appel à l'imaginaire. Jean Hatzfeld invite aussi à la remise en cause de fausses certitudes. Son expérience sur des zones de conflits lui a appris à prendre en compte « *le silence des rescapés* ».

« Il faut savoir écouter le silence des rescapés d'un génocide et comprendre pourquoi ils se taisent car les raisons peuvent être multiples : ils n'ont plus envie de parler, ne se souviennent plus, ont peur de ne pas être crus, vous détestent ou ont tout simplement honte ».

Jean Hatzfeld

Florence Aubenas aborde, pour finir, l'évolution du journalisme et la suspicion que le métier suscite. Elle n'aurait jamais cru un jour que des confrères de presse télévisée se retrouveraient avec des gardes



du corps à des manifestations place de la République à Paris, comme si le pays était en guerre. Elle s'efforce désormais de retranscrire du mieux possible les paroles des personnes qu'elle cite dans ses enquêtes, ce qui nécessite du temps et une confiance réciproque. Elle leur fait ensuite relire leurs propos avant publication quand il s'agit de personnes qui ne maîtrisent pas les codes de la communication. Une démarche, rare dans le métier chez les journalistes de renom, qui l'honore.

REPÈRES

- ▶ **32%.** La part des journalistes tués dans des zones de conflits en 2021, alors qu'elle était de 58% en 2016. Aujourd'hui, 7 journalistes sur 10 sont tués dans des pays dits « en paix » comme le Mexique, l'Inde, le Pakistan, les Philippines ou le Honduras.
- ▶ **27.** Le nombre d'éditions du Prix Bayeux Calvados-Normandie des correspondants de guerre qui, depuis 1994, rend hommage aux journalistes qui exercent leur métier dans des conditions périlleuses.
- ▶ **34 182.** Le nombre de journalistes détenteurs d'une carte de presse en France, en baisse de 10% sur une dizaine d'années. La profession observe – fait nouveau – un départ significatif de professionnels qui quittent le métier.

AFGHANISTAN, L'IMPOSSIBLE PAIX ?

DE LA MÉDITERRANÉE AU MOYEN-ORIENT, COMPRENDRE LES CRISES D'AUJOURD'HUI
Le 01 octobre 2021 | 14h30 - 16h30 | Salle plénière



Françoise Hostalier, Chékéba Hachemi, Ali Maisam Nazary, Fawzia Koofi, Liseron Boudoul, Emmanuel Dupuy, Cyril Payen (intervention vidéo) et Michael Barry (intervention vidéo)

© Arnaud Tinel

Récit d'un effondrement

Françoise Hostalier et Emmanuel Dupuy ont introduit ce débat sur l'Afghanistan en rappelant sa dimension tragique avec la chute de Kaboul aux mains des Talibans quelques semaines plus tôt, le 15 août 2021. La parole a rapidement été donnée aux journalistes qui étaient présents lors du retrait américain. Cyril Payen a couvert les événements sur place pour France 24. « Nous sommes arrivés dans la capitale afghane quelques jours après sa chute, dans ce qui restait de la République islamique d'Afghanistan. Il y avait encore des milliers d'Américains et des forces de l'OTAN qui contrôlaient l'aéroport militaire pour essayer d'endiguer l'exode. Nous avons décidé de quitter ce dernier sanctuaire occidental pour franchir le cordon sécuritaire tenu par les Talibans sans trop savoir où nous mettons les pieds ».

« Il y avait une volonté évidente des Talibans de se montrer sous un nouveau jour, ce que j'appellerai une image 2.0. Je me remémore leur surprise aussi d'avoir remporté cette offensive sans avoir tiré un coup de feu ou presque. Mais ce qui était le plus frappant, c'est la stupéfaction de la population de Kaboul anéantie par le fait de les voir prendre de nouveau le contrôle du pays vingt ans après ».

Cyril Payen

MODÉRATEURS :

Françoise Hostalier, présidente du Club France Afghanistan

Emmanuel Dupuy, président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe

INTERVENANTS :

Michael Barry, professeur au sein du département des études proches orientales de l'Université de Princeton (intervention vidéo)

Liseron Boudoul, grande reporter, TF1

Chékéba Hachemi, présidente et fondatrice d'Afghanistan Libre

Fawzia Koofi, ancienne députée, ancienne membre de l'équipe de négociation avec les Talibans, et présidente du parti politique «mouvement pour le changement»

Ali Maisam Nazary, responsable des Affaires Étrangères du Front National de Résistance d'Afghanistan, Porte parole d'Ahmad Massoud

Cyril Payen, grand reporter, France 24 (intervention vidéo)

EN PARTENARIAT AVEC :

INSTITUT PROSPECTIVE ET SÉCURITÉ EN EUROPE

CLUB FRANCE-AFGHANISTAN

Le journaliste est resté à Kaboul après le départ des Américains le 31 août. *« D'un côté, nous avons vu les Talibans qui paraissent et exultaient d'avoir vaincu la première armée du monde après des années de clandestinité. De l'autre, des Afghans qui comprenaient que ceux qui étaient éligibles à l'exode et qui avaient travaillé avec des organisations étrangères seraient laissés et abandonnés »*. Liseron Boudoul, grande reporter pour TF1, témoigne de la peur palpable qui a envahi toute la capitale, accentuée par un sentiment d'improvisation des Talibans qui donnent le sentiment de ne pas savoir comment gérer la ville. Elle raconte aussi des scènes surréalistes de combattants qui découvrent pour la première fois avec des yeux ahuris des galeries marchandes et des parcs d'attractions. La journaliste, qui a pu travailler librement dans un premier temps, n'est cependant pas dupe. *« Plus le départ des Américains se précisait, plus on sentait que la loi islamique se mettait en place. À la fin, il fallait se cacher pour réussir à interviewer une femme revêtue de la burka bleue d'Afghanistan »*. Chékéba Hachemi, dont l'intervention en séance plénière

avait été saluée par une standing ovation, récuse toute idée d'évolution de ceux qui règnent désormais en maître dans son pays.

« Les Talibans de 2021 sont les mêmes que ceux de 2001. Les interdictions vis-à-vis de l'école, du travail des femmes ou de leur tenue sont identiques à celles de 1996 après l'invasion soviétique ».

Chékéba Hachemi

Celle qui porte la voix de l'Afghanistan se fait critique vis-à-vis des Européens puis des USA qui ont abandonné l'Afghanistan sans laisser de stratégie de sortie. *« On nous a fait croire à des négociations de paix depuis deux ans alors que les Afghans étaient absents, en nous disant que le gouvernement en place allait créer un gouvernement inclusif »*. Chékéba Hachemi estime cependant que le monde a changé et que les réseaux sociaux permettent de suivre et de soutenir le courage des femmes afghanes qui manifestent dans la rue et qui sont prêtes à prendre le risque de mourir plutôt que de vivre sous ce régime.

Ahmad Massoud, l'exception qui confirme la règle

Ali Maisam Nazary, porte-parole du Front National de Résistance porté par Ahmad Massoud, fils du commandant Massoud, confirme que la situation s'est vraiment détériorée en Afghanistan depuis le départ américain. *« L'ensemble des leaders politiques d'opposition a quitté le pays sauf un : Ahmad Massoud. Il avait anticipé les événements du 15 août 2021 et l'avait fait savoir à Emmanuel Macron quelques mois auparavant. Il avait indiqué au président français que le monde occidental ne devrait pas abandonner l'Afghanistan car la menace terroriste allait augmenter et les*

structures étatiques et les forces armées se déliter. C'est ce qui se passe malheureusement ».

« Le 15 août, quand le gouvernement s'est désintégré, Ahmad Massoud a refusé qu'un avion affrété par la France vienne le chercher. Il a décidé de résister face à cette tyrannie et de ne pas abandonner son peuple ».

Ali Maisam Nazary

Ahmad Massoud s'est réfugié dans la vallée du Pandjchir. Faute de soutiens et de moyens, son Front de résistance connaît des difficultés, rendant impossible une guerre conventionnelle contre les Talibans. Ali Maisam Nazary, son porte-parole, récusé le terme de « *guerre civile* » utilisé par les médias. « *Ce n'est pas une guerre interne entre des forces du sud et du nord mais un combat plus global contre le terrorisme* ». Au même titre que Chékéba Hachemi, ce dernier prévient que le conflit va se répandre en Europe et en Amérique. « *Les Talibans et leurs alliés, dont le Pakistan, sont contre les valeurs que nous chérissons. S'ils gagnent, d'autres forces démocratiques dans la région - en Afrique du Nord ou au Moyen-Orient - seront démoralisées et abandonneront le combat. La situation au Sahel est liée à l'Afghanistan. Les forces politiques en Europe occidentale et en Amérique du Nord doivent rester engagées. Nous ne leur demandons pas de forces terrestres mais une assistance pour survivre, participer à la sécurité du monde libre et préserver son idéal démocratique dans le monde entier* ».

Le double jeu des Talibans

Fawzia Koofi, députée afghane de 2005 à 2019, a participé aux négociations de Doha pendant un an. Critiquée pour cela, elle livre son sentiment sur les Talibans qu'elle a côtoyés à cette occasion. « *Je fais partie d'une génération qui a connu*



la guerre et j'ai pensé qu'il fallait chercher la paix même si, pour cela, il fallait discuter avec des Talibans. Je leur ai dit que l'Afghanistan avait changé et que les femmes constituaient une partie de la société qu'ils ne peuvent pas court-circuiter. À l'époque, ils ont entendu et accepté ce message ». Elle dénonce cependant un accord de dupe. Si les Talibans validaient en 2019 l'idée que les jeunes filles aillent à l'école et que les femmes puissent occuper des postes à responsabilités, y compris au plus haut sommet d'un gouvernement, leur attitude a radicalement changé après la signature d'accords qui ont été mal gérés. « *Seuls les Talibans étaient présents, ce qui les a enhardis. L'annonce du retrait américain quelques mois plus tard les a confortés dans leur stratégie militaire au détriment d'une solution pacifique* ». Meurtrie, Fawzia Koofi a vu s'effondrer sous ses yeux des années d'efforts pour revenir à la case départ à cause des erreurs de la communauté internationale. Avant de conclure, très émue. « *Oui, notre gouvernement était corrompu et s'est approprié le pouvoir, mais il y a eu d'autres facteurs internationaux qui nous ont menés à cette situation actuelle qui nous oblige à repartir de zéro* ».

La démocratie n'est pas négociable

Michael Barry, géopoliticien américain, explique que les droits humains ne sont pas négociables et ne doivent en aucun cas faire l'objet de compromis. « *L'éducation et la liberté sont des droits inaliénables. Il faut le répéter car nous sommes face ici à un régime qui a proclamé un émirat, c'est-*

à-dire une monarchie absolue. Si le droit des femmes afghanes est nié, c'est le droit de l'humanité qui est bafoué ». Après une passionnante mise en perspective de la situation afghane sur le plan géopolitique, le spécialiste du Moyen-Orient a évoqué le rôle de la Chine en Afghanistan, se disant à ce titre « **consterné par l'incapacité de son président de la République à lire une carte géographique** » avant de poser la question du devenir alimentaire des populations afghanes. « **Les puissances totalitaires ont eu, depuis le début du XXe siècle, ce double jeu qui consiste à river leur autorité par les massacres, la terreur et la peur, étouffant si possible toutes les poches de résistance, pour se tourner vers les puissances démocratiques en leur disant : aurez-vous la cruauté de laisser nos populations mourir de faim ? Mais dès lors que vous distribuez de la nourriture, je pense à la population russe dans les années 1920 ou la population afghane aujourd'hui, vous devez passer par le régime des Talibans qui bénéficient de financements de la Chine et du Pakistan. Le dilemme est terrible** ».

Quel avenir pour l'Afghanistan ?

Un dernier tour de table permet d'évoquer l'avenir de l'Afghanistan. Liseron Boudoul n'a pas ressenti sur place un désir de résistance des Afghans, mais plutôt leur volonté de quitter le pays à tout prix. Chékéba Hachemi pointe du doigt la terreur au quotidien entre les exécutions et la pénurie. Elle exhorte le public à venir en aide à son pays, annonçant une inévitable catastrophe alimentaire. Fawzia Koofi estime



pour sa part que la résistance continuera et s'étendra, et qu'elle peut affaiblir les Talibans parce qu'ils ne savent pas gérer une population avec des femmes en première ligne. Un optimisme que ne partage pas vraiment Cyril Payen, qui estime que le mot est galvaudé dans la situation actuelle en Afghanistan. Il met en avant le degré d'abandon face auquel se sont retrouvés les Afghans alors même que la Chine, le Pakistan et les Qataris sont venus parrainer les Talibans. Maisam Nazary note que la faim n'est pas nouvelle dans son pays mais que ce dernier est résilient car la justice et la liberté comptent plus que tout pour lui. Il compare la situation de l'Afghanistan à celle de la France pendant l'occupation allemande. Il jure que le mouvement dont il est le porte-parole se battra jusqu'au bout. Michael Barry conclut en expliquant qu'il faudra de la patience et de la ténacité pour sortir l'Afghanistan de ses geôliers mais qu'il ne faut pas baisser les bras car « **si nous abandonnons, nous abandonnons ce que nous sommes** »...

REPÈRES

► **1922**, l'année où la France fut le premier pays européen à reconnaître l'Afghanistan, qualifié de « tombeau de tous les empires » par un intervenant, ce territoire ayant été l'objet de trois guerres sans succès de la part de la Grande-Bretagne à la fin du 19^e siècle. En 1996, la Russie essuiera aussi un échec retentissant après avoir déployé 600 000 hommes et perdu 26 000 soldats.

► **20**. Il y a 20 ans, les Talibans étaient chassés du pouvoir en Afghanistan. Ces 20 ans avaient permis au peuple afghan de reconstruire des fondations à la paix et à la liberté. Cette période est aussi marquée par la présence de forces étrangères sur le sol afghan, dont le retrait a sonné le retour des Talibans au pouvoir le 15 août 2021.

► **1,5** trillion de dollars, c'est la somme que les contribuables américains auraient engloutie dans la guerre en Afghanistan selon le New York Times du 9 décembre 2019.

TURQUIE : EXPRESSION D'UNE PUISSANCE RÉGIONALE

DE LA MÉDITERRANÉE AU MOYEN-ORIENT, COMPRENDRE LES CRISES D'AUJOURD'HUI

Le 30 septembre 2021 | 14h30 - 16h00 | Salle Or



Pays du Sud le plus inséré dans le Nord ?

À la croisée des enjeux du Moyen-Orient, de l'Europe et du Caucase, le pouvoir turc cherche à développer son influence et à s'imposer en puissance régionale dans une région déjà traversée par de nombreux rapports de force. La Turquie abrite 4 millions de réfugiés syriens sur son sol. Le pays est aussi impliqué en Libye depuis la chute de Kadhafi en 2011. Ayant une grande frontière en méditerranée orientale, la Turquie a eu par ailleurs des différends avec la Grèce et la France à propos d'enjeux gaziers. Le régime d'Ankara a aussi beaucoup soutenu l'Azerbaïdjan au Caucase dans

son conflit contre l'Arménie ou au sujet du Haut Karabagh. Ahmet Insel, économiste et politologue, circonscrit la puissance turque aux régions du Moyen-Orient et de la Mer Noire, c'est-à-dire le pourtour de la Turquie, du Caucase et des Balkans. Il analyse la politique extérieure du gouvernement de Tayyip Erdogan à travers trois dossiers récurrents. Le premier concerne la question kurde qui remonte à la création de la République de Turquie. Le second porte sur l'occupation par la Turquie du nord de Chypre depuis 1974. Le dernier est relatif aux tensions avec la Grèce au sujet du partage des eaux en mer Égée et Méditerranée orientale.

MODÉRATEUR :

Grégory Rayko, chef de rubrique International, The Conversation France

INTERVENANTS :

Ariane Bonzon, journaliste et essayiste

Ahmet Insel, économiste et politologue

Bahadır Kaleagasi, président de l'Institut du Bosphore (intervention vidéo)

Sergey Lagodinsky, député européen

EN PARTENARIAT AVEC :

INSTITUT FRANÇAIS D'ÉTUDES ANATOLIENNES

« Membre de l'OTAN, du Conseil de l'Europe, de l'OCDE et candidat à l'Union européenne, la Turquie aime se définir comme le pays du Sud le plus inséré dans le Nord »

Ahmet Inse

Cette proactivité se confirme sur le terrain de la diplomatie selon lui par un chiffre. La Turquie se classe à la 5e place au monde en termes de nombre de représentations à l'étranger après les États-Unis, la Chine, la France et la Russie. La puissance turque se manifeste aussi en Afrique où elle a plus que triplé ses effectifs diplomatiques en 15 ans. Sur le plan militaire, le pays d'Erdogan occupe une partie de la Syrie et dispose de bases militaires en Libye, en Somalie et au Qatar. Il compte plus de 60 000 soldats environ à l'extérieur de son territoire, dont plus de 30 000 en Chypre du Nord. Ahmet Insel explique que *« le régime d'Ankara a développé une politique agressive en Syrie pour, au départ, renverser Bachar el-Assad. Mais aujourd'hui, il vise les Kurdes de peur panique de voir émerger une région autonome kurde en Syrie comme il s'en est créé une en Irak »*. L'intervenant explique que cette activité frénétique de politique extérieure considérée plutôt anti-occidentale fait consensus, y compris de la majorité des partis d'opposition, contrairement à sa politique intérieure.

L'omniprésence d'Erdogan

Ariane Bonzon s'appuie sur la présence d'un public nombreux à ce débat pour confirmer l'intérêt suscité par la Turquie aujourd'hui. La journaliste estime que la politique extérieure du pays n'est le fait que d'un seul homme - Tayyip Erdogan - lequel cumule les fonctions de président de la République, chef des armées, Chef de la politique étrangère, chef de parti et celle de premier ministre putatif. -Elle précise que cette personnalisation à outrance commence légèrement à s'effriter selon les derniers sondages parus dans le pays, mais que le contexte lui reste cependant favorable. Son message *« néo-ottomaniste »* d'augmenter l'influence de la Turquie dans les régions anciennement sous la domination de l'Empire ottoman semble toujours bien perçu au sein d'une population de plus en plus patriotique. *« Le seul bémol concerne la Syrie et l'Irak. L'opinion publique estime que les Kurdes*

qui sont soutenus par les Occidentaux alors qu'ils sont en guerre contre l'État turc représentent un danger potentiel pour eux » précise Ariane Bonzon. De fait, les États-Unis sont le principal ennemi pour les Turcs, devant Israël, l'Arménie puis la Grèce. Le peuple turc évolue cependant, des enquêtes d'opinion montrant qu'il est de moins en moins favorable à l'envoi de son armée sur des terrains étrangers. Il souhaite plutôt que le pays joue un rôle de médiateur là où il est en capacité de peser, comme en Afghanistan par exemple.

Plaidoyer pour un rapprochement entre la Turquie et l'Union européenne

Bahadır Kaleağası, économiste et président de l'institut du Bosphore, pro-européen et fédéraliste, s'intéresse pour sa part à la façon dont la Turquie peut mieux s'intégrer à l'Europe. Il insiste sur cette notion *« d'intégration économique »* et non *« d'adhésion politique à l'UE »*, qui est un autre débat. Il est favorable à un processus qui tende vers une équation *« gagnante-gagnante »* tripartite, pour l'Europe, la Turquie et ses voisins proches. Il note à ce titre que plus l'intégration de la Turquie à l'Europe a été réussie dans le passé, plus le pays est devenu attractif sur le plan économique, mais également pour les pays de l'Eurasie, de l'Afrique et des Amériques. Pour clore le chapitre sur la politique extérieure de la Turquie, Il estime qu'elle sera moindre à l'avenir pour deux raisons. Les élections présidentielles en 2023 incitent tout d'abord les gouvernements à moins se concentrer sur des problématiques de politique étrangère. Le pays traverse ensuite une crise économique avec un taux d'inflation au-delà de 20 % qui déprécie fortement la valeur de la livre turque, avec un chômage des jeunes endémique. Pour lui, les défis sanitaires, financiers, numériques ou écologiques sont fondamentalement les mêmes partout. Ils appellent donc à une meilleure intégration européenne et

mondiale, en tenant compte des points forts et des points faibles de la mondialisation. L'intervenant y voit aussi un facteur de paix. Ainsi, il rappelle que la Turquie - lorsqu'elle était bien engagée dans le processus européen - soutenait à 100 % la paix et la réunification à Chypre et que les Chypriotes-turcs étaient largement favorables à l'Europe. Il trouve anachronique la position éloignée de l'UE vis-à-vis de la Turquie alors qu'elle relance depuis une décennie ses relations économiques avec le Japon, le Vietnam, l'Amérique du Sud, ou l'Afrique.

« Le temps est venu de renouer avec la Turquie avec, probablement, une conditionnalité démocratique. À chaque fois que l'Union européenne entame ce processus avec des échéances à la clé, cela fonctionne dans l'intérêt des citoyens européens. Si on adopte des politiques d'inaction ou de blocage, les problèmes continueront ».

Bahadır Kaleağası

Sergey Lagodinsky est député européen, président de la délégation du Parlement européen à la commission parlementaire mixte entre l'Union européenne et la Turquie. Il évoque les difficultés de temporalité dans l'appréciation de la Turquie par l'UE, entre ce qu'elle a été, ce qu'elle est, et ce qu'elle devrait être. Il relate la volonté de certains parlementaires de voter la suspension du procédé d'intégration en cours avec la Turquie. Une option qu'il regrette car elle marquerait la fin du processus et ne permettrait plus à l'Europe de faire entendre ses critiques, ses désirs et ses idées. Il fait observer que ce pays dispose, contrairement à la Russie par exemple, d'une société civile diversifiée

qui a le droit d'être entendue et « *d'avoir sa chance* ». S'il qualifie la politique étrangère turque « *d'active et parfois d'agressive* », il estime que c'est aussi « *le reflet de notre manque d'activité politique dans beaucoup de domaines, au niveau européen et au niveau américain* ». Il appelle à la mobilisation pour ancrer la Turquie dans la famille occidentale, un souhait partagé selon lui par Joe Biden. Cela nécessitera tôt ou tard de trouver des solutions à l'adoption par la Turquie du Pacte vert européen¹, de voir ce pays faire des progrès démocratiques avec, par exemple, la fin de l'oppression sur le parti HDP pro-Kurde, ou encore de mettre en place des négociations sur l'Union douanière. « *Il y a du travail mais il est nécessaire d'avancer pour le salut de la société turque* » conclut le député européen.

¹ Ensemble d'initiatives proposées par la Commission européenne pour rendre l'Europe climatiquement neutre en 2050.

REPÈRES

► **10 000.** C'est le nombre estimé de partisans du HDP en prison en Turquie. Ce parti pro-Kurde, progressiste et écologique, 2^e force d'opposition au Président Erdogan, est sous le coup d'une dissolution par les autorités du pays pour « complicité de terrorisme ».

► **17,7 milliards.** Le montant des aides de l'UE à la Turquie depuis 1996, dont 6 milliards alloués à l'aide aux réfugiés en Turquie suite à un accord avec l'Union européenne.

► **36%.** C'est la part du territoire au nord de Chypre qui est détenue par la Turquie depuis son invasion en 1974 et qui est toujours sous son contrôle. Non reconnue par l'ONU et le Conseil de l'Europe comme un territoire turc, la partie nord de la République de Chypre est occupée par 30 000 soldats turcs.

LIBYE : VERS UN FRAGILE ESPOIR DE STABILITÉ ?

DE LA MÉDITERRANÉE AU MOYEN-ORIENT, COMPRENDRE LES CRISES D'AUJOURD'HUI
Le 30 septembre 2021 | 14h30 - 16h00 | Salle Nacre



Kader Abderrahim, Liseron Boudoul et Emmanuel Dupuy

Le peuple libyen aspire à la paix

Emmanuel Dupuy, président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe, dresse dans une longue introduction la situation de la Libye qui nécessite un regard de part et d'autre de la Méditerranée. Depuis l'intervention britannico-américaine sous couvert de l'OTAN en 2011, il estime que la Libye et l'ensemble de son voisinage, à savoir l'Afrique du Nord et par incidence le Sahel, sont déstabilisés. Cette région concentre pour elle les intérêts qui se jouent autour de la Méditerranée, la Turquie adoptant un

rôle particulièrement important qui est en train de changer la nature du conflit. Il rappelle les événements du Printemps Arabe, la contestation du peuple libyen, la répression sanglante par le colonel Kadhafi et son exécution en octobre 2011. 10 ans après la fin de la dictature, il parle d'un pays qui n'a pas suivi les exemples de la Tunisie limitrophe où la démocratie s'est péniblement ancrée. Il évoque également un pays qui est le théâtre d'un jeu de puissances de la part des pays européens qui ont longtemps été désunis pour traiter de la question libyenne.

MODÉRATEUR :

Emmanuel Dupuy, président de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe

INTERVENANTS :

Liseron Boudoul, grande reporter pour TF1

Oussama Assed, directeur du Lybia Center for Strategic and Future Studies

Kader Abderrahim, directeur de recherche de l'Institut Prospective et Sécurité en Europe

EN PARTENARIAT AVEC :

INSTITUT PROSPECTIVE ET SÉCURITÉ EN EUROPE

« On peut légitimement affirmer que la situation libyenne résulte de l'inaction, ou de l'incapacité de l'Union européenne à avoir une position cohérente et structurée »

Emmanuel Dupuy

Il observe néanmoins depuis peu des changements grâce, notamment, à des initiatives des diplomaties allemandes, italiennes et françaises, confortées par la mise en place d'élections en décembre 2021 qui laisse espérer un début de retour à la paix et la stabilité. Le modérateur liste enfin quelques questions qui seront au cœur de ce débat : Comment lutter efficacement contre les groupes armés terroristes qui profitent de l'absence d'un État organisé ? Comment trouver une politique concertée humainement acceptable par rapport à la crise migratoire ? Comment sortir la Libye de l'écheveau qui est le sien pour reconstruire la souveraineté et l'intégrité territoriales du pays ?

Les doutes et espoirs à l'égard des prochaines élections

Oussama Otman Assed, directeur du Libya Research Centre for Strategic and Future Studies, évoque la situation actuelle. Il insiste sur l'attente de la population dans les élections pour lesquels le maréchal Khalifa Haftar est candidat. Ce chef d'une milice de 25 000 hommes considère sa force armée comme la représentante de l'armée nationale libyenne. Il a tenté en vain en 2019 de prendre le pouvoir, ce qui avait valu un appel au calme de la communauté internationale qui redoutait une guerre civile. À défaut d'élections, le militaire pourrait de nouveau tenter de conquérir le pays par les armes. Liseron Boudoul, grande reporter, s'est rendu à de nombreuses reprises en Libye. Elle observe que la population locale « *n'a pas une âme guerrière* » et a vécu le pire : « *la révolution, des politiciens plus ou moins corrompus, la milice qui a pris le pouvoir et l'arrivée de Daech* ». La journaliste de TF1 revient sur la prise de Syrte par l'État islamique pendant un an, puis la rébellion des autochtones soutenus par l'aide internationale pour chasser l'organisation terroriste « *qui avait presque fait de cette ville une capitale comme Rakka en Syrie* ». Elle relate aussi la guerre lancée par le Maréchal autopro-



clamé Haftar qui a fait beaucoup de morts dans un climat d'insécurité constant. « *Les Libyens n'en peuvent plus et n'aspirent qu'à la paix* ». Même si l'électricité ne fonctionne pas 24/24h et que les conditions de vie sont difficiles, elle souligne cependant une légère amélioration et témoigne du souhait du peuple libyen de retrouver un semblant de vie normale. Concernant les élections à venir, Liseron Boudoul est moins enthousiaste. Les habitants qu'elle a interviewés s'interrogent vraiment sur la portée de ce scrutin, ne savent pas vraiment pour qui voter, et se demandent si le verdict des urnes ne va pas déclencher d'autres crises. Elle milite plus largement pour une meilleure prise en compte des attentes du peuple libyen. « *La communauté internationale devrait écouter les populations locales et pas seulement les instances internationales* »...

Une voix critique

Kader A. Abderrahim, directeur de recherches à l'Institut Prospective et sécurité en Europe et maître de conférences à Sciences Po, aborde la question libyenne à travers une analyse géopolitique de ce territoire dont il dessine d'abord les contours géographiques. Il revient ensuite sur la chute de Khadafi. « *Aussi peu recommandable soit-il, cet interlocuteur avait le mérite de permettre de discuter, de négocier et de commercer avec la Libye* ». Une situation qui a duré 42 ans et dont la France, notamment, a bien profité selon l'universitaire. Il explique que la fin du régime du

dictateur libyen a eu comme effet pervers de voir l'énorme arsenal militaire qu'il avait amassé être disséminé dans tout le Sahel. Une situation « *dont nous payons aujourd'hui un lourd tribut, avec notamment l'attaque de la capitale malienne Bamako par des groupes terroristes* ». Comme l'intervenant l'explique, la guerre en Libye a provoqué une déstabilisation du Mali dans un premier temps et de l'ensemble du Sahel aujourd'hui pour des raisons politiques mais aussi criminelles. Critique vis-à-vis de l'emballement médiatique autour « *d'un Printemps arabe qui n'avait de printemps que le nom que les journalistes lui ont donné et dont on se rendra bien vite compte qu'il était beaucoup plus automnal, voire hivernal, que printanier* », Kader A. Abderrahim fait référence au pragmatisme des relations internationales, citant le Général De Gaulle qui disait « *Les Etats n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts* ». Selon lui, on ne comprend pas la situation libyenne si on l'analyse avec les yeux et les valeurs d'un occidental.

« La Libye n'est pas un État comme nous le concevons. C'est un peuple sans nation constitué d'un agrégat de tribus – j'en ai comptabilisé 147 – au sein d'un pays complexe sur le plan de son anthropologie avec une population qui, aujourd'hui encore, fonctionne sur le mode tribal et qui n'a pas de conscience collective ».

Kader A. Abderrahim

Il précise cependant que des Libyens remettent en question ce fonctionnement. Il cite surtout les jeunes, connectés en permanence au reste du monde à travers internet et les réseaux sociaux. Les schémas de pensée autoritaires ne sont désormais

plus acceptés dans de nombreux pays. « *On voit que les peuples n'acceptent plus cette prédominance, ce qui explique pourquoi il y a de plus en plus de contestations et, parfois, de soulèvements* ».



REPÈRES

- ▶ **39%.** Soit la part des réserves pétrolières du continent africain en Libye estimée à 48 milliards de barils. Un or noir qui suscite beaucoup de convoitises...
- ▶ **40 000.** L'estimation du nombre de combattants étrangers en Libye, constitué de mercenaires russes, supplétifs soudanais, yéménites, turkmènes, syriens, et rebelles tchadiens rendant la stabilité du pays particulièrement complexe.
- ▶ **1 759 540 km².** La superficie de la Libye, 4^e plus vaste pays d'Afrique, avec 1300 km du nord au sud et 1400 km de l'est à l'ouest, avec 6 pays frontaliers : l'Égypte, le Soudan, le Tchad, le Niger, l'Algérie et la Tunisie.

IRAN : À LA CROISÉE DES CHEMINS

DE LA MÉDITERRANÉE AU MOYEN-ORIENT, COMPRENDRE LES CRISES D'AUJOURD'HUI
Le 30 septembre 2021 | 17h00 · 18h30 | Salle Nacre



Dina Esfandiary et Saeed Khatibzadeh

La question nucléaire en toile de fond

« *Pourquoi l'Iran fait si peur ?* ». Dina Esfandiary, senior advisor Moyen Orient et Afrique du Nord à l'International Crisis Group, a le mérite de capter l'attention du public et d'entrer dans le vif du sujet de ce débat. Salman Shaikh, fondateur et directeur général du Shaikh Group, rappelle en préambule que l'Iran n'est pas seulement un pays mais « *une culture, un peuple, un patrimoine et une histoire, en dépit du fait qu'il y ait un schisme qui se soit dessiné entre Téhéran et certains de*

ses voisins les plus proches ». Pour l'intervenant, la révolution de 1979 et l'ingérence des grandes puissances, particulièrement des États-Unis, a constitué le point de départ d'un grand sentiment d'insécurité et a notamment conduit à la rupture des liens diplomatiques avec les États-Unis en 1979 puis avec l'Arabie Saoudite dernièrement (2016). Il aborde ensuite la question du nucléaire iranien qui a été marqué par des négociations avec les États membres du Conseil de sécurité de l'ONU et l'Allemagne, la signature de l'accord de Vienne¹ et enfin, le retrait unilatéral des États-Unis. L'espoir renaît cependant. L'Iran a participé à des discussions régionales avec l'Irak et l'Arabie Saoudite/au Sommet de Bagdad et reprend les discussions avec les Nations unies. Si Salman Shaikh ne croit pas à un accord forcément meilleur que le précédent, il voit dans le processus

MODÉRATRICE :

Dina Esfandiary, senior advisor, Moyen-Orient et Afrique du Nord, International Crisis Group

INTERVENANTS :

Gérard Araud, ancien ambassadeur de France, chroniqueur au Point et France Inter

Saeed Khatibzadeh, porte-parole du Ministère des Affaires étrangères d'Iran, président du Center for Public Diplomacy

Salman Shaikh, fondateur et directeur général du Shaikh Group

EN PARTENARIAT AVEC :

INTERNATIONAL CRISIS GROUP

¹ Accord-cadre signé en 2005 par l'Iran, les États-Unis, la Chine, la Russie, la France et l'Union européenne qui a pour but de contrôler le programme nucléaire iranien et de permettre la levée progressive des sanctions économiques qui touchent le pays.

mis en place « *la porte ouverte à la création de circonstances qui permettront de mieux traiter des questions bilatérales de l'Iran avec l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis, ce qui pourrait aussi avoir une incidence sur des pays vulnérables du Moyen-Orient, comme l'Irak, le Liban, la Syrie ou le Yémen* ». Pour lui, le dialogue est indispensable car la situation socio-économique dans les pays arabes est inquiétante avec 2/3 de la population sous le seuil de pauvreté, un chômage des jeunes de 30%, ou encore 17 pays qui souffrent cruellement du manque d'eau.

« Je pense que le chemin sera encore long avant de parvenir à un nouvel accord sur le nucléaire iranien, mais il est dans l'intérêt de toutes les parties prenantes de s'y atteler, ce qui correspond au souhait des Nations unies, des États-Unis mais aussi des pays arabes ».

Salman Shaikh

Un dialogue de sourds

Gérard Araud, aujourd'hui chroniqueur au magazine Le Point et sur France Inter, revient sur sa carrière de diplomate au cours de laquelle il a eu à traiter la question du nucléaire iranien. « *J'ai négocié toutes les résolutions de sanctions des Nations unies contre l'Iran. En 2002, on a découvert un programme nucléaire iranien clandestin de très grande ampleur, contrairement à ce que prétendait le gouvernement qui voulait laisser croire à un programme civil. Laisser faire aurait été catastrophique car les voisins de l'Iran auraient voulu en faire autant, ce qui signifiait la fin du système de non-prolifération nucléaire. De plus, comme Israël ne l'aurait jamais accepté, c'était la quasi-certitude d'une opération militaire israélienne avec les risques que cela implique* ». Au terme de 13 ans de né-



gociation ponctuée par plusieurs résolutions de sanctions votées par le Conseil de Sécurité, un accord avec l'Iran est intervenu en 2015 à Vienne. Or Donald Trump a résilié cet accord après son élection en 2018. « *Les États-Unis ont dénoncé l'accord et imposé à l'Iran des sanctions sans précédents qui lui ont fait perdre plusieurs points de croissance* » regrette l'ancien diplomate qui relate l'énergie dépensée ensuite par Emmanuel Macron pour tenter, en vain, de convaincre le nouveau Président américain de renoncer à cette décision. Il se dit pessimiste sur les chances d'un nouvel accord pourtant souhaité par Joe Biden, notamment parce que les États-Unis ne peuvent garantir qu'un prochain Président ne décide encore une fois de changer les règles du jeu. « *De plus, il n'y a pas d'Etat plus impopulaire aux États-Unis que l'Iran, pays considéré par l'opinion publique comme le diable incarné* » précise-t-il. Il indique aussi que le nouveau président iranien Ebrahim Raïssi est perçu négativement car il incarne la radicalisation du régime, auteur de l'élimination physique d'un certain nombre d'opposants. Malgré tout, Gérard Araud estime qu'il faut parvenir à un accord coûte que coûte car un compromis est toujours mieux que la guerre.

Saeed Khatibzadeh, porte-parole du Ministère des Affaires étrangères d'Iran et Président du Center for Public Diplomacy, fait entendre le point de vue de Téhéran.

« La situation actuelle de l'Iran résulte de la décision unilatérale américaine de violer la résolution du Conseil de Sécurité des Nations unies alors qu'un accord avait été longuement et durement négocié, et qu'il a été prouvé que l'Iran le respectait fidèlement ».

Saeed Khatibzadeh

Il replace donc la faute sur les Américains, mais aussi les Européens qui ont validé les sanctions. Il confirme que l'administration Biden souhaite revenir dans l'accord, mais sans supprimer toutes les sanctions, un point primordial selon lui. Dina Esfandiary qualifie la démarche iranienne « *de schizophrène* », se demandant si l'Iran souhaite vraiment revenir à la table des négociations. Le porte-parole iranien fait observer en guise de réponse que l'Iran n'est pas un État nucléaire, contrairement à Israël, et que les États-Unis ne sont pas dignes de confiance. Il pense que l'Europe, qui a cessé toutes ses relations commerciales avec l'Iran par la faute des Américains, est perdante dans l'histoire. Malgré tout, il annonce la poursuite de discussions infructueuses jusqu'ici entre l'Iran, les États-Unis et l'Europe, dans ce qui ressemble de l'extérieur à un dialogue de sourds. Il précise que les sanctions imposées à l'Iran depuis des décennies n'ont pas mis fin au programme nucléaire iranien. « *Lorsque les sanctions ont commencé, l'Iran n'avait qu'une centaine de centrifugeuses avec un programme très primitif et un enrichissement de l'uranium faible. En 2012, avant que les négociations ne reprennent en 2013, l'Iran disposait de 20 000 centrifugeuses de pointe avec des connaissances parfaites sur l'enrichissement de l'uranium* ». Interrogé sur les relations de l'Iran avec ses voisins, le porte-parole annonce des échanges avec plusieurs pays du golfe

persique, dont l'Irak en priorité, ainsi que Oman, le Qatar ou les Émirats Arabes Unis. Il parle de respect mutuel avec le Koweït mais, à l'inverse, précise qu'il n'y a aucune relation diplomatique avec Bahreïn et l'Arabie saoudite. Il reconnaît des discussions à plusieurs reprises avec ce pays, sur le Yémen en particulier. Il aborde aussi les relations avec l'Asie centrale, le Caucase du sud, l'Arménie, la Turquie, l'Afghanistan ou le Pakistan. « *Lorsque vous vous trouvez à Téhéran et que vous êtes entourés de 15 pays très dynamiques qui sont vos voisins, il n'y a pas que le nucléaire dans notre politique étrangère. Nous avons des contacts excellents avec d'autres pays en dehors de cet enjeu* ». Pour terminer, il précise que l'Iran est favorable à un accord régional qui permette d'établir la sécurité dans la région et que Téhéran est ouvert à toutes les initiatives, soulignant sa participation à tous les rendez-vous qui vont dans ce sens.

REPÈRES

- ▶ **60%.** C'est le taux d'enrichissement de l'uranium annoncé par Téhéran en 2021, une information confirmée par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il s'agit de la principale entorse aux engagements internationaux pris dans le cadre de l'accord de Vienne. Cette information était destinée à inciter les États-Unis à revenir à la table des négociations qui ont repris depuis. On considère qu'il faut un enrichissement de l'uranium à 90% pour fabriquer une bombe atomique.
- ▶ **100 milliards de dollars.** C'est le montant de la perte estimée de revenus pétroliers de l'Iran en raison de l'embargo américain pour la période d'avril 2018 à 2021 selon le Ministre iranien du pétrole.
- ▶ **39%.** C'est le taux d'inflation estimé en Iran en 2021 selon le FMI, après une inflation de 34,6% en 2019 et 36,5% en 2020. La chute de la monnaie iranienne résulte des sanctions économiques des USA et de l'Union européenne.

YÉMEN : QUI VEUT LA PAIX ?

DE LA MÉDITERRANÉE AU MOYEN-ORIENT, COMPRENDRE LES CRISES D'AUJOURD'HUI
Le 30 septembre 2021 | 14h30 · 16h00 | Salle Azur



La pire crise humanitaire au monde

Il est loin le temps où le pays de la légendaire Reine de Saba était surnommé l'Arabie heureuse. Le Yémen connaît depuis 7 ans une guerre civile dévastatrice qui a fait plus de 250 000 morts, laissé des millions de personnes au bord de la famine et engendré l'exode de 5 millions de déplacés. Une situation telle que l'ONU estime aujourd'hui qu'il s'agit de la pire crise humanitaire au monde. La position géostratégique du Yémen, situé entre le Moyen-Orient et la Corne de l'Afrique, at-

tise les ingérences de ses voisins - l'Arabie saoudite et les Émirats Arabes Unis - face à l'Iran, autant de grands rivaux qui s'affrontent par procuration dans la région. Les multiples trêves et accords de paix signés par les belligérants n'ont jamais vraiment tenu leurs promesses. Valérie Gauthier, journaliste à France 24, propose à David Gressly, coordonnateur résident des Nations unies au Yémen, de dresser un état des lieux de la situation.

MODÉRATRICE :

Valérie Gauthier, journaliste et présentatrice TV, France 24

INTERVENANTS :

Khadija Al-Salami, réalisatrice de documentaires, écrivaine yéménite, présidente de l'ONG « My futur Yemen » qui se consacre à l'éducation des enfants

Fatiha Dazi-Héni, chercheuse spécialiste de la péninsule arabique, IRSEM - Sciences po Lille

Gilles Gauthier, ancien diplomate et ancien ambassadeur de France au Yémen, conseiller du président de l'Institut du Monde Arabe

David Gressly, coordonnateur résident des Nations unies au Yémen (intervention vidéo)

EN PARTENARIAT AVEC :

INSTITUT DU MONDE ARABE

« J'ai vu les écoles dévastées et inaccessibles à cause des mines, des usines en lambeaux et des systèmes d'alimentation en eau détruits, des mères qui pleurent pour leurs enfants faute d'hôpitaux et de soins, confirmant que la situation au Yémen est probablement l'une des plus catastrophiques au monde ».

David Gressly

Pour lui, il est indispensable de poursuivre et d'intensifier l'assistance humanitaire. Les aides des derniers mois ont permis d'éviter la famine, mais il manque encore des moyens pour financer la fourniture d'eau, l'éducation, la construction de maisons ou le soutien médical. *« Il faut également débloquer l'économie locale entravée par les conflits dans un pays dont les fonctionnaires ne sont plus payés depuis longtemps. Il faut enfin trouver des solutions politiques durables pour sortir de l'ornière »*. Khadija Al-Salami, réalisatrice de documentaires, confirme son désespoir alors que la population s'était révoltée lors du Printemps arabe pour demander plus de liberté et dénoncer la corruption généralisée avant que la situation ne dégénère en 2014. *« Pourtant, j'ai cru que ce conflit politique interne allait pouvoir se résoudre en 2015 lorsque des frappes sont arrivées de l'extérieur du pays, suscitant l'incompréhension des Yéménites »*.



Elle précise que les femmes et les enfants sont les premières victimes de cette guerre *« qui a été soigneusement cachée pendant ses deux premières années d'existence »*. Gilles Gauthier, conseiller du président de l'Institut du monde arabe, s'exprime en tant que témoin *« ému et révolté »*. Après

avoir rappelé le passé prestigieux du Yémen, il analyse sa situation conflictuelle en indiquant que le nord du pays, où résident les trois-quarts des 30 millions de Yéménites, est contrôlé par les Houthis. Dans la partie sud qui était jadis une colonie britannique, il indique que de nombreux combattants s'affrontent : groupuscules à la solde d'autres pays, milice d'Al-Qaïda, mouvement Al-Hirak qui prône l'indépendance du Yémen du Sud, etc. À cela s'ajoutent les bombardements quotidiens de l'Arabie Saoudite et les actions militaires au sol des Émirats Arabes Unis.

Un nouveau Vietnam

Valérie Gauthier parle du Yémen comme du Vietnam de l'Arabie Saoudite. Fatiha Dazi-Héni, chercheuse spécialiste de la péninsule arabique et du Golfe persique, pense que le borbier yéménite peut aussi être considéré comme *« l'Afghanistan de l'Arabie Saoudite »* en ce sens que les Saoudiens font face à des guerriers locaux qui connaissent parfaitement leur montagne, à l'instar des Américains lorsqu'ils se confrontaient aux Talibans. *« L'interventionnisme de l'Arabie Saoudite à des racines historiques »* indique-t-elle, faisant référence aux trois provinces que la puissance saoudienne a déjà conquises au Yémen suite aux accords de Taëf en 1934. Cette résurgence conflictuelle résulte pour elle *« d'enjeux politiques de domination territoriale mais aussi tribale »*. Elle tient aussi à souligner l'incidence de la mort du roi saoudien en 2015. Son frère qui l'a remplacé à la tête du pays a nommé un de ses fils ministre de la Défense alors que ce dernier ne dispose d'aucune culture politique et militaire. Celui-ci s'est engagé dans le conflit malgré les réticences de son entourage, en pensant le régler rapidement. 6 ans plus tard, la situation est au point mort. Pour l'universitaire, qui travaille en sein de l'IRSEM de Sciences Po Lille, *« l'espoir réside aujourd'hui dans l'administration Biden qui a tapé du poing sur la table et sommé l'Arabie Saoudite d'arrêter ses frappes. Un plan de paix en avril 2021 a été présenté à cette occasion »*.



« L'Arabie Saoudite a parfaitement compris qu'elle a perdu cette guerre, par ailleurs impopulaire pour les Saoudiens. Ces derniers, qui font face à la hausse du coût de la vie, ne comprennent pas l'intérêt de ce conflit ».

Fatiha Dazi-Héni

Les intervenants exposent également la stratégie « *insidieuse* » des Émirats Arabes Unis qui jouent un double jeu. D'un côté, ce pays a annoncé son retrait militaire du Yémen mais de l'autre, il développe des bases militaires à proximité et signe des accords de coopération militaire avec Israël sensible à la géopolitique de la péninsule arabe. Ils évoquent aussi l'Iran qui, bien que moins présent que l'Arabie Saoudite, soutiendrait politiquement et ouvertement les rebelles Houthis, considérés aujourd'hui comme l'acteur le plus puissant au Yémen.

Comment sortir de l'impasse ?

Fatiha Dazi-Héni fait un lien entre le retrait américain d'Afghanistan et le Yémen, estimant que le départ des États-Unis « *oblige d'une certaine manière les acteurs régionaux à se parler pour trouver une solution au Yémen* ». Valériane Gauthier révèle que, selon certains experts, des réunions discrètes se sont tenues entre l'Arabie Saoudite et l'Iran à Bagdad. Gilles

Gauthier pense qu'il faut aussi évoquer les acteurs externes à la région qui fournissent des armes aux différentes fractions en guerre, citant explicitement la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne. Khadija Al-Salami pense effectivement que la première chose à faire est d'arrêter de fournir des armes mais aussi des moyens financiers aux belligérants. Dans ce conflit inextricable, elle cite même l'influence britannique qui cherche à obtenir un accès à la mer arabe pour pouvoir éviter le détroit d'Ormuz. Devant tant de conjectures, une chose est sûre : les souffrances continuent. « *Le pire crime commis au Yémen en ce moment concerne le blocus qui emprisonne la population qui n'a pas accès à la nourriture ni aux médicaments dans un climat d'insécurité permanente* » insiste-t-elle, alors que Gilles Gauthier est convaincu que si les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France engageaient un processus de dialogue interne en mobilisant des financements importants pour la reconstruction du pays, la paix serait possible. Fatiha Dazi-Héni en doute car le dossier yéménite n'est pas, selon elle, une priorité dans l'agenda international. Pendant ce temps-là, la guerre continue...

REPÈRES

- ▶ **30.** Le nombre a minima d'États, d'organisations, de milices ou de mouvements directement ou indirectement concernés par ce conflit, en tant que belligérants ou soutiens, rendant la lecture de cette guerre civile d'une rare complexité.
- ▶ **7 millions.** Le nombre de Yéménites qui était en 2018 au bord de la famine, soit près d'un quart de la population selon l'ONU.
- ▶ **20.** Le nombre d'années de développement perdues au Yémen selon l'ONU en 2021, à tel point que le pays pourrait devenir un « État non viable ».

LIBAN : QUEL FUTUR POUR UN PAYS EN RUINE ?

DE LA MÉDITERRANÉE AU MOYEN-ORIENT, COMPRENDRE LES CRISES D'AUJOURD'HUI
Le 01 octobre 2021 | 17h00 - 18h30 | Salle Azur



Le pays du cèdre en pleine tempête

Le 04 août 2020, la double explosion dans le port de Beyrouth fit 214 morts et 6 500 blessés. Cette catastrophe fut révélatrice de l'État libanais à bout de souffle, bousculé par une contestation qui exige la fin de la corruption et le renouvellement du système et de la classe politique. Anne-Bénédicte Hoffner, directrice adjointe de la rédaction du quotidien La Croix, se penche d'abord très concrètement sur les

MODÉRATRICE :

Anne-Bénédicte Hoffner, directrice adjointe de la rédaction, La Croix

INTERVENANTS :

Farouk Atig, grand reporter, spécialiste des réseaux djihadistes

Salim Daccache, recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth

Antoine Fleyfel, directeur de l'Institut chrétien d'Orient (intervention vidéo)

EN PARTENARIAT AVEC :

UNIVERSITÉ SAINT-JOSEPH DE BEYROUTH

conséquences de cette crise pour la population : pénuries de produits de première nécessité, difficultés d'accès à l'électricité et à l'essence, dévaluation de 85% de la valeur de la monnaie libanaise par rapport au dollar... Et la modératrice de ce débat de lancer la question que tout le monde se pose : comment en est-on arrivé là ? Salim Daccache, recteur de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, explique que le Liban est victime d'une crise politique et économique dont l'origine remonte à plus d'une dizaine d'années. Il explique qu'à cette époque, les familles demandaient déjà des aides pour scolariser leurs enfants. Cet effondrement résulte pour lui du clientélisme dans lequel les politiciens de son pays se sont plongés, partageant l'Etat en petits morceaux. « *C'est une plaie qui est liée à ce qu'on appelle le confessionnalisme politique, c'est-à-dire que chaque politicien se présente comme le porte-parole de sa*

communauté religieuse ». Il relate ensuite les difficultés invraisemblables qu'il rencontre pour continuer coûte que coûte à faire fonctionner son université malgré le départ à l'étranger de deux tiers de ses étudiants, principalement en France. « *Les gens fuient le pays car, au-delà des difficultés économiques, politiques et sociales, on assiste à une crise morale et psychologique que la crise de la Covid-19 a renforcée. Rien que dans notre université, nous avons dû tripler le nombre de psychologues pour suivre les étudiants, les enseignants et le personnel administratif* ». Salim Daccache insiste sur la dimension symbolique de l'ouverture de son université privée alors que tous les pans du pays s'effondrent les uns après les autres. L'université publique libanaise - pour ne citer qu'elle - est restée fermée, laissant 60 000 à 70 000 étudiants dans la rue...

La prédominance du lien confessionnel

Antoine Fleyfel, directeur de l'Institut Chrétiens d'Orient et membre d'une diaspora chrétienne bien intégrée dans plusieurs pays, est invité à évoquer ce lien confessionnel qui conditionne la vie des Libanais. Il analyse l'impact de la crise actuelle dans un pays où « *la chose communautaire au Liban est radicale* ». Il rappelle que le pouvoir au pays du Cèdre est réparti à parité entre chrétiens et musulmans, même si les facteurs internes, régionaux et internationaux participent parfois à un déséquilibre



© Julien Hélie

Salim Daccache



Antoine Fleyfel et Anne-Bénédicte Hoffner

qui, en ce moment, est au désavantage des chrétiens. Pour autant, l'essence même de ce pays réside dans ce régime confessionnel où les différentes communautés partagent une expérience unique de liberté et d'égalité dans le cadre d'une volonté de vivre ensemble. « *Le Liban a été présenté comme un laboratoire de convivialité. Même si elle est très noble, cette expression est devenue cacophonique au bout d'un moment* ». L'universitaire estime que si le lien confessionnel est une réalité religieuse mais aussi culturelle, historique, anthropologique, le Liban a échoué sur le terrain et il liste les causes de l'effondrement du pays. Il parle d'abord « *d'une corruption qui n'est plus un refrain mais une antienne endémique* ». Outre « *le clientélisme* » qu'il confirme, il cite aussi « *la mentalité tribale qui se manifeste par la dislocation du lien national. L'appartenance au pays passe par le féodal auquel on appartient, par le chef politique que l'on considère comme l'incarnation du bien, et par le fait religieux qui parle en notre nom et nous impose sa vision* ». Or, il existe plusieurs groupes confessionnels au Liban qui se constituent en réalités politiques locales, empêchant de développer un État de droit, de justice et de citoyenneté. Il termine par des facteurs externes au Liban qui, par sa situation géographique, a toujours été un État tampon situé entre de grands empires par le passé et les grandes puissances qui régissent le monde aujourd'hui. Comment sortir de l'impasse ? Antoine Fleyfel liste

les chemins proposés. Il récuse un statu quo qui vide le Liban de ses forces vives et propose de réfléchir aux conditions qui permettraient à la communauté chrétienne de demeurer dans sa dynamique. Pour cela, une des propositions clés serait celle « *d'un fédéralisme d'essence laïque et de nature culturelle, pour permettre aux chrétiens de s'épanouir dans un moule civilisationnel qui réponde à leurs aspirations collectives les plus profondes* ». Salim Daccache souligne que la guerre au Liban de 1975 à 1991 a été fatale aux espaces publics qui ont été réduits à leur plus simple expression alors qu'ils étaient nombreux auparavant, au niveau culturel, géographique et économique où chacun avait sa place, croyant ou non.



L'incidence des voisins du Liban

Farouk Atig, grand reporter, spécialiste des réseaux djihadistes, pense que les voisins du Liban sont à la fois le problème et la solution. Il comprend la lassitude de la communauté chrétienne mais se demande si le fédéralisme est la seule option possible. Le pays reste majoritairement musulman, avec de grands écarts idéologiques au sein même de cette communauté. Il précise que le Hezbollah s'est renforcé d'an-

née en année à la faveur de la crise syrienne et d'une récupération politique et religieuse en raison des carences de l'État. Il affirme néanmoins que le Liban a de quoi se montrer très fier car les années passant et les crises se succédant, le pays a su rester droit et qu'il a joué son rôle dans cette zone complexe du monde. Il souligne que 2 millions de réfugiés syriens majoritairement sunnites ont été accueillis au Liban, ce qui change la donne dans un pays de 7 millions d'habitants. C'est une illustration de la résilience de ce pays qui vit un « *effondrement* » mais qui « *continue de se battre pour la démocratie, la citoyenneté et le respect des différences* » comme l'affirme Salim Daccache en conclusion.

REPÈRES

- ▶ **74%.** Le taux de pauvreté de la population libanaise en 2021 selon la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO). Pour la Banque mondiale, le pays traverse la pire crise économique depuis 1850.
- ▶ **13 mois.** Temps pendant lequel le Liban est resté sans gouvernement après la démission du Premier Ministre Hassan Diab à la suite de l'explosion au port de Beyrouth. Le nouveau gouvernement formé en septembre 2021, est dirigé par Najib Mikati, 65 ans, milliardaire sunnite, pour la troisième fois à la tête du gouvernement. Une solution « d'urgence et technocratique » qui ne correspond pas fondamentalement au souhait de renouvellement de la classe politique de l'opinion publique libanaise.
- ▶ **18.** Le nombre de communautés religieuses au Liban dans un pays qui serait, selon les chiffres communiqués lors du débat, à 55% musulman et à 45% chrétien. Des estimations difficiles à vérifier en l'absence de recensement dans le pays depuis 1932.

SAHEL : VERS UNE GOUVERNANCE LOCALE DE LA SÉCURITÉ ?

DE LA MÉDITERRANÉE AU MOYEN-ORIENT, COMPRENDRE LES CRISES D'AUJOURD'HUI

Le 30 septembre 2021 | 17h00 - 18h30 | Salle Azur



Assoumane Abdourhamane, Bakary Sambe, Niagalé Bagayoko, Mahamoudou Savadogo et Julien Serre

Le sentiment d'impuissance

Les années se suivent et se ressemblent malheureusement. Le Sahel avait déjà fait l'objet d'un débat l'an dernier, sur les initiatives régionales pour la paix et la sécurité au cours duquel les intervenants avaient évoqué une situation dramatique sur le plan humain et politique. Le constat cette année n'est guère meilleur. Niagalé Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network, modératrice du débat, observe que depuis le début la crise

sahélienne, des dispositifs internationaux ont été déployés, dont le G5 Sahel. Selon elle, cette nouvelle organisation internationale peine à donner satisfaction, notamment parce qu'elle est complètement bloquée sur le plan politique en raison des coups d'États survenus dans la région. Bakary Sambe, directeur de Timbuktu Institute-African Center for Peace Studies, n'hésite pas à parler d'échec pour qualifier les gouvernances locales de sécurité mises en place. « *Pendant des décennies, on a toujours considéré que la paix, la stabilité et la sécurité nécessitaient une démarche militaire. Or, celle-ci n'a jamais vraiment réglé un conflit. Je ne nie pas l'importance du militaire dans la gestion des urgences sécuritaires mais je pense qu'on a surestimé son rôle. Je crois beaucoup plus à l'éducation à la paix dès l'enfance par une prise en charge citoyenne* ».

Il prend comme exemple la lutte contre le terrorisme au Sahel qui mobilise beaucoup de forces, alors que l'on ne s'interroge pas sur les racines profondes du terrorisme au Sahel. Bakary Sambe explique que les organisations islamiques se sont substi-

MODÉRATRICE :

Niagalé Bagayoko, présidente de l'African Security Sector Network

INTERVENANTS :

Bakary Sambe, directeur de Timbuktu Institute-African Center for Peace Studies

Mahamoudou Savadogo, PDG de Granada Consulting, consultant et chercheur en sécurité

Assoumane Abdourhamane, représentant la voix de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix du Niger

Julien Serre, directeur adjoint du département Paix, Stabilité et sécurité de « Expertise France »

EN PARTENARIAT AVEC :

AFRICAN SECURITY SECTOR NETWORK

tuées aux États dans de nombreux pays africains. Elles ont tissé avec les populations locales des liens de proximité et de solidarité, en creusant des puits et en construisant des écoles. Cet ancrage social explique pourquoi l'usage de la force pour les déloger ne fonctionne pas. *« La lutte contre le terrorisme vise l'élimination des cibles mais celles-ci se régénèrent. Or, il faut s'attaquer aux causes structurelles qui mènent à cette radicalisation grâce à des investissements massifs qui permettent de capitaliser sur la santé et l'éducation, en complément de l'urgence sanitaire ».*

« On n'a jamais vu une kalachnikov tuer une idéologie »

Bakary Sambe

Il existe, selon l'orateur, un conflit de perception de la situation au Sahel entre la vision des instances internationales et celle des acteurs locaux. Ce schisme serait à l'origine des échecs constatés. *« On dénombre près d'une vingtaine de stratégies différentes pour les Sahéliens, toutes conçues hors du Sahel. Aujourd'hui, d'autres initiatives sont proposées et il faut les saluer ».* Il propose donc *« d'avoir l'humilité d'écouter le terrain car il est temps de compter sur les citoyens plus que sur les États ».*

Pour une méthode endogène de résilience

Assoumane Abdourhamane, représente la voix de la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) du Niger. Il présente cette institution qui a fait du dialogue avec les communautés, la pierre angulaire de sa stratégie afin de prévenir les conflits dans ce pays. Il relate, par ailleurs, les actions de terrain de la HACP qui consistent à créer des forages, organiser des parcours de vaccination ou mettre sur pied une banque céréalière, lesquelles portent leurs fruits. *« Il est difficile de trouver un jeune nigérien parmi les groupes terroristes. On*



ne dit pas qu'il n'y en a pas, mais dès que les enfants ont l'âge d'aller à l'armée, on se mobilise pour leur donner d'autres opportunités » explique-t-il. Selon lui, la HACP a fortement contribué à la stabilité du Niger, le seul ilot qui le soit encore au Sahel, montrant qu'il existe des approches alternatives souvent méconnues. Pour autant, *« la situation du Niger s'aggrave »* comme le souligne Niagalé Bagayoko, ce que confirme Mahamoudou Savadogo, PDG de Granada Consulting. Ce consultant et chercheur en sécurité, observe que les groupes armés terroristes gagnent du terrain, ce qui l'amène à penser que la réponse militaire est parfois nécessaire mais jamais suffisante. Il développe le concept de *« méthode endogène de résilience »*, qui consiste à s'appuyer sur les communautés du pays pour trouver les solutions les plus pertinentes aux problématiques rencontrées, et non expérimenter des stratégies imposées par la communauté internationale. Il fait référence au Président défunt Thomas Sankara, qui était partisan de cette méthode, à condition de choisir le moment opportun pour le faire au risque qu'elle se retourne contre vous. *« Malheureusement, nous en sommes là au Sahel »* soupire Mahamoudou Savadogo. Ce dernier estime que les États africains n'ont pas la puissance militaire nécessaire pour assurer la sécurité des populations, ce qui a entraîné la création de groupes d'auto-défense. Il cite plusieurs de ces structures au Burkina Faso dont chacune s'est spécialisée. Une première assure la sécurité des éleveurs lors de la transhumance, une seconde lutte contre les terroristes, une troisième s'attaque à la criminalité dans des zones qui échappent au contrôle de l'État, à tel point que la majorité des Burkinais préfèrent en cas de problème

se diriger vers ces groupes plutôt que les forces de sécurité officielles. Il témoigne à ce propos d'une situation délétère au Burkina Faso avec près de 1,5 million de personnes déplacées, dont plus de 80% de femmes et d'enfants, et 10 à 20 incidents terroristes par semaine.

Un contexte difficile pour les projets de développement

Julien Serre est directeur adjoint du département « *Paix, stabilité et sécurité* » de Expertise France. Cette agence d'expertise technique internationale, conçoit et met en œuvre des projets destinés à renforcer durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Ses financements viennent essentiellement de l'UE, de la Banque mondiale, de bailleurs nordiques et de la France. Même si les investissements effectués ont aidé la force conjointe du G5 Sahel en termes d'équipements et de formation, il reconnaît que les projets locaux n'ont pas obtenu, à ce jour, les résultats escomptés, estimant qu'il faut du temps pour mesurer leur impact. Il regrette cette pression sur le court terme, difficilement compatible avec une démarche de co-construction avec la population locale qui nécessite plutôt une approche au long cours. « *Trop de projets sont construits du haut vers le bas* » confesse-t-il. Il rappelle en outre le contexte de crise et d'insécurité qui pèse sur la population locale, les personnels et les humanitaires, marqué par une recrudescence des enlèvements dans la région. Cette instabilité ralentit forcément les opérations en cours. Expertise France,

en accord avec le Ministère des Affaires étrangères français et la commission européenne, cherche néanmoins localement à construire des partenariats, citant les organisations Coalition pour le Sahel et Alliance pour le Sahel. Une démarche qui n'est pas facile, comme le souligne Niagalé Bagayoko en conclusion.

« Au Sahel, à la complexité du terrain s'ajoute la complexité des processus et des procédures de décision. Il faut aussi avoir à l'esprit que le dispositif institutionnel dans lequel s'inscrivent les partenariats constitue un véritable dédale et un frein aux actions de développement »

Niagalé Bagayoko

REPÈRES

► **2003.** La guerre au Sahel dure depuis 18 ans. Elle a débuté par l'implantation dans le désert de rebelles islamiques algériens, impliqués dans la guerre civile qui frappait alors l'Algérie. Le conflit n'a cessé depuis de prendre de l'ampleur en raison de l'élargissement de l'islamisme radical à l'ensemble des pays de la région.

► **5.** Cinq pays s'unissent en 2014 à travers une force militaire antiterroriste baptisée le G5 du Sahel, qui regroupent la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad.

► **13 000.** Nombre de civils tués depuis 2012 dans l'espace Sahélo-saharien¹, sans oublier 3 000 soldats maliens, 146 casques bleus et 52 militaires français. A cela s'ajoutent un million de personnes déplacées et 4 à 5 millions de personnes dans une détresse alimentaire.

¹ Mis en avant lors de ce débat Sahel Forum mondial Normandie pour la Paix 2020



Niagalé Bagayoko et Mahamoudou Savadogo

10 ANS DES PRINTEMPS ARABES : LEÇONS ET PERSPECTIVES D'UN ENGAGEMENT POPULAIRE

DE LA MÉDITERRANÉE AU MOYEN-ORIENT, COMPRENDRE LES CRISES D'AUJOURD'HUI
Le 01 octobre 2021 | 17h00 - 18h30 | Auditorium



Un long processus

« *Le bilan est très décevant* ». Hala Kodmani, grande reporter à Libération et modératrice de ce débat, pose en préambule un constat partagé par beaucoup sur les Printemps arabes. Ziad Abdel Samad, directeur exécutif du Réseau des ONG arabes pour le développement (ANND), reconnaît que les objectifs n'ont pas été atteints, mais reste optimiste. Il remarque tout d'abord que pour la première fois

dans cette région du monde, la rébellion ne vient pas d'un coup d'État armé mais « *du peuple qui refuse la dictature de la peur et revendique le droit à la liberté, à la dignité, à la justice sociale* ». Il regrette que le Printemps arabe ait poussé à l'organisation d'élections précipitées qui, in fine, n'ont pas été le meilleur moyen pour tendre vers la démocratie car les groupes politiques n'étaient pas prêts. Il souligne également le blocage d'acteurs régionaux qui craignaient un changement démocratique et qui sont intervenus afin de stopper ce processus, de peur d'une déstabilisation économique principalement. Pour autant, il estime que le processus se poursuivra car « *les peuples ne pourront pas continuer à vivre dans une oppression sans dignité, dépouillés de leurs droits humains politiques, économiques et sociaux* ». Jean-Pierre Filiu, professeur en histoire du Moyen-Orient à Sciences Po Paris, dénonce le terme de « *Printemps arabe* »

MODÉRATRICE :

Hala Kodmani, grande reporter, Libération

INTERVENANTS :

Ziad Abdel Samad, directeur exécutif de l'Arab NGO Network for Development (intervention vidéo)

Jean-Pierre Filiu, professeur à Sciences Po Paris

Ghazi Gherairi, ambassadeur de Tunisie auprès de l'UNESCO/OIF

EN PARTENARIAT AVEC :

INSTITUT FRANÇAIS

qui -même s'il est sympathique – laisse à penser à un mouvement saisonnier. Il préfère parler de « *soulèvement démocratique ou vague révolutionnaire* » car il s'agit pour lui « *d'une crise structurelle de longue durée* ». Il relate à ce titre les grandes insurrections des pays arabes depuis 1922, les coups d'États militaires débutés en Syrie en 1949 et achevés en Libye avec Kadhafi en 1969, avant de nouvelles vagues de protestations au Soudan, en Algérie ou en Irak. En 2011, il a vu les populations syrienne et libyenne ressortir les anciens drapeaux nationaux antérieurs aux dictatures en place, symboles d'indépendance pour elles. Il dénonce par ailleurs l'opposition de la région qui a « *tout fait pour empêcher la mise en place de nouvelles institutions* », expliquant que « *des dictateurs ont vendu au monde entier l'idée qu'il fallait les maintenir car ils étaient les derniers remparts avant le chaos* ». Il note d'ailleurs que le soulèvement du peuple soudanais en 2019 a fait de suite l'objet d'une contre-révolution, avant que la Covid-19 n'étouffe définitivement les velléités de changement, acomodant au passage certains États de la région.

La Tunisie, là où tout a commencé...

Ghazi Gherairi, ambassadeur de Tunisie auprès de l'UNESCO et de l'Organisation



Internationale de la Francophonie, évoque un problème de distorsion entre la réalité des faits et la façon dont on les a relatés dans la presse au regard d'un empressement légitime à vouloir que les choses changent. « *Les médias locaux et la télé ont permis à des citoyens dans différents pays arabes de voir ce qui s'est passé en Tunisie dès 2010 et cela leur a donné envie de faire de même. Ils ont d'ailleurs utilisé les mêmes slogans* ». Une uniformisation qui ne pouvait pas fonctionner selon l'intervenant « *car les réalités sociologiques et le régime de ces pays étaient fondamentalement différents* ». Pour lui, c'est « *l'attente qui était erronée en ce sens qu'elle était trop importante, pas les phénomènes* ». L'ambassadeur récusé à ce titre le terme « *de modèle tunisien* » car chaque pays est singulier, la Tunisie ayant la particularité d'être le premier pays arabe à s'être doté d'une charte de droit en 1857 et d'une vraie constitution en 1861. « *Il est logique dans ces conditions que nous ayons été les premiers à avoir des syndicats ouvriers, des partis politiques, une ligue des droits de l'Homme ou une femme cheffe de gouvernement* ». Relancé par Hala Kodmani qui fait observer que la Tunisie « *n'est toujours pas une démocratie* », Ghazi Guerairi rétorque « *que la démocratie n'est pas un fait qui se décrète* ».

« La démocratie nécessite un temps d'apprentissage institutionnel et mental pour que les gens s'installent dans cette logique, à moins que l'on considère que la démocratie n'est que le simple fait d'aller voter. Or, on a vu que cela ne suffisait pas ».

Ghazi Gherairi

Ce dernier continue de penser que la Tunisie est toujours lancée dans ce mouvement de rupture à volonté révolutionnaire. Ziad Abdel Samad souscrit à l'idée que les situations divergent d'un pays à l'autre et prend l'exemple des armées de Tunisie, d'Égypte, du Soudan ou de Syrie qui n'ont pas adapté la même posture pendant le Printemps arabe.

Les acteurs du statut quo

En réponse à une question sur « *l'acharnement des pays du Golfe à lutter contre toute ouverture dans les pays arabes* », Jean-Pierre Filiu fait référence à son livre *Général, gangsters et jihadistes* au titre explicite. Il estime que la poignée de dirigeants qui détient le pouvoir dans le Golfe n'a pas intérêt à voir la démocratie gagner du terrain près de chez eux. Il ajoute dans cette liste l'Iran qui voit d'un mauvais œil toute remise en cause de sa théocratie, au même titre que l'Arabie Saoudite. Mais le vrai problème pour lui tient dans l'attitude des démocraties occidentales qui n'ont pas considéré à leur juste valeur les événements du Printemps arabe, focalisées qu'elles étaient sur la question des réfugiés et des actes terroristes. Il fustige également le Président Obama qui, en 2013, a refusé de punir le régime syrien en cas d'utilisation d'armes chimiques. Pour l'historien, une partie fondamentale de notre destin en tant que Français et Européens se joue dans les pays arabes que nous devrions soutenir dans leur idéal démocratique. Un point de vue partagé par

Ghazi Gherairi qui demande de « *bien comprendre la situation avant tout empressément* ». De son point de vue, la solution réside « *dans le soutien international car il faut garantir un certain bien-être quand on veut installer durablement une démocratie* ». Ziad Abdel Samad termine le débat en estimant qu'on peut être optimiste à condition de prendre en considération certains paramètres, dont l'état socio-économique du pays en premier mais aussi l'instauration d'une gouvernance solide car l'instabilité politique est porteuse d'injustice sociale. Dernier point et non des moindres : pour lui, les enfants du Printemps arabe aspirent au changement et sont très déterminés pour obtenir un Etat de droit, de respect, de citoyenneté et de démocratie. L'espoir demeure...

REPÈRES

- ▶ **1848.** Le nom attribué aux soulèvements populaires dans les pays arabes fait allusion au « Printemps des peuples », mouvement révolutionnaire de 1848 en Europe. Ce terme est repris en 1968 pour qualifier les protestations en Tchécoslovaquie contre le pouvoir communiste et connus sous le nom de « Printemps de Prague ».
- ▶ **2010.** Même si le phénomène a pris son ampleur en janvier 2011 en Égypte, en Libye puis en Syrie, on considère que le Printemps arabe a débuté le 17 décembre 2010 en Tunisie, conduisant à la démission du président Ben Ali. D'autres peuples du Maghreb ont repris ensuite à leur tour le slogan « Dégage ! ».
- ▶ **2019.** 3 pays ont connu il y a deux ans des mouvements de révolte pour dénoncer le système en place et réclamer une nouvelle gouvernance, dans la lignée du Printemps arabe originel. Il s'agit de l'Algérie, du Soudan et du Liban.



© Nicolas Broquedis

JEUNESSE

IMPLIQUER LES ACTEURS DE DEMAIN

PRIX LIBERTÉ

Page 92

IMAGINEZ LA PAIX !

Page 93

LIBERTÉ D'EXPRESSION SOUS PRESSION : LA PAIX EN DANGER ?

Page 94

L'HISTOIRE ET LA MÉMOIRE DANS LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME

Page 97

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT : UN IMPÉRATIF POUR LA PAIX MONDIALE ?

Page 100

COMMENT L'UE PARTICIPE À LA GOUVERNANCE DE LA PAIX ?

Page 103

L'ONU PEUT-ELLE ENCORE RÉSOUTRE LES CONFLITS ?

Page 106

LA JEUNESSE NORMANDE S'ENGAGE POUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Page 108

Au nom des enfants

Créé par la Région Normandie avec de nombreux partenaires¹, le Prix Liberté récompense chaque année une personnalité pour son combat pour la dignité humaine et la paix. Délivré au terme d'un processus de sélection qui a mobilisé près de 6000 jeunes de 87 pays, la 3^e édition de ce Prix a été attribuée à Sonita Alizada, 23 ans, rappeuse afghane engagée contre le mariage forcé des enfants.

Actuellement réfugiée aux États-Unis où elle étudie les droits de l'Homme, Sonita Alizada s'est investie très tôt dans un combat dont elle a failli être victime en Afghanistan à deux reprises, la première fois à l'âge de 9 ans : le mariage forcé des enfants avec l'assentiment de leurs parents. Grâce à une ONG qui lui donne accès à l'éducation, elle découvre le rap et voit dans cette musique le moyen de dénoncer un fléau qui touche des millions d'enfants à travers le monde. Sa première chanson « *Mariées à vendre* » devient un véritable phénomène de société. En vidéo, elle a adressé un message particulièrement émouvant au public du Forum mondial Normandie pour la Paix où il a été question de son parcours, du choix du rap comme moyen

d'expression et du travail extraordinaire que font toutes celles et ceux dans le monde qui se battent pour la paix. Après avoir rappelé le rôle de l'ONU et les progrès dans le monde dans la lutte contre la pauvreté, elle a évoqué le sort réservé aux femmes afghanes depuis le retour des Talibans. Elle leur a adressé un message d'espoir en les encourageant à ne jamais abandonner leurs rêves malgré l'oppression. « *J'ai grandi sous le régime des Talibans et j'ai perdu mon enfance comme tous les gens de ma génération. Mais j'avais une autre vision de la vie qu'eux. Cela m'a donné la motivation pour continuer à croire aux changements. Je suis aujourd'hui admirative des femmes afghanes qui manifestent dans la rue et résistent avec un courage exceptionnel* ». La grandeur d'âme de Sonita Alizada se traduit aussi par son attitude vis-à-vis de ses parents pour lesquels elle n'exprime aucun ressentiment, bien au contraire. Elle explique qu'elle aime ses parents et que le mariage forcé des enfants résulte en Afghanistan de cultures ancestrales d'un autre âge qu'il faut déconstruire. Voilà pourquoi elles exhortent tous les acteurs à soutenir l'éducation partout dans le monde afin de promouvoir une révolution pacifique. À travers sa nomination, le Prix Liberté 2021 a rendu hommage à toutes les femmes et tous les hommes qui défendent les droits des enfants.



Sonita Alizada

¹ Institut international des droits de l'Homme et de la paix, autorités académiques de Normandie, Canopé et Ouest France

IMAGINEZ LA PAIX !

Le 30 septembre 2021 | 10h30 · 12h00 | Salle Nacre

Les jeunes Normands bâtissent les piliers de la paix

Longtemps laissée aux experts, la construction de la paix s'ouvre aujourd'hui plus largement aux citoyens, aux associations, et aux jeunes. L'ONG Le Projet Imagine, l'association Demain Nos Enfants et les Francas de Normandie ont invité les jeunes du Forum à s'interroger sur les manières de résoudre les conflits et favoriser l'avènement de la paix. Des ateliers ont été proposés aux classes

présentes pour inciter à une participation active sur les enjeux de la gouvernance : débats d'idées, créations artistiques...

La thématique très large de ce débat jeunesse a permis de laisser un espace d'expression ouvert et libre sur les thématiques en lien avec la paix. Et puisqu'il est question de laisser la parole aux jeunes, laissons leurs travaux s'exprimer pour eux !



Les animations participatives ont permis à tous de comprendre les différents enjeux liés à la construction de la paix.



Brainstormings et débats ont laissé des propositions pour fonder une paix durable.



« Dénonçons l'hypocrisie de l'argent qui te rend tout puissant ;
Dénonçons l'injustice, les dominations, les exploitations ;
Dénonçons les fausses oppositions entre les religions :
Imaginons plutôt la compréhension, le courage, la liberté.
Nous, on veut la réconciliation et des explications,
Apprendre à gérer nos émotions pour chasser le mal-être.
On ne fera plus la tête
Et on fera tous la paix. »

Plusieurs groupes ont rédigé des slams et poésies sur leur vision de la paix et des conflits contemporains.

En partenariat avec :
Le Projet Imagine,
Demain Nos Enfants

LIBERTÉ D'EXPRESSION SOUS PRESSION : LA PAIX EN DANGER ?

Le 30 septembre 2021 | 10h30 - 12h00 | Salle Or



Antoine Bernard, Jean-Claude Samouillier, Olivier Gasselin et Nadia Khiari

© Julien Hélie

La liberté d'expression refuse de se laisser abattre¹

Olivier Gasselin, rédacteur en chef adjoint de Mon Quotidien et de l'Actu, évoque en préambule le premier anniversaire de l'assassinat du professeur Samuel Paty pour avoir abordé en cours les caricatures de Charlie Hebdo. Il rappelle que le journal satirique avait fait préalablement l'objet d'un attentat sanglant le 13 novembre 2015. Jean-Claude Samouillier, vice-président d'Amnesty International France, fait le lien avec la paix en faisant référence à l'origine de la création

de l'ONU et de la déclaration universelle des droits de l'Homme. Il indique avec pédagogie au jeune public le caractère inaliénable et indivisible de droits de l'Homme qui sont sous-tendus par la liberté d'expression.

MODÉRATEUR :

Olivier Gasselin, rédacteur en chef adjoint, Mon quotidien et l'Actu

INTERVENANTS :

Nadia Khiari, dessinatrice, présidente du Jury du Prix Liberté 2021

Jean-Claude Samouillier, vice-président, Amnesty International France

Antoine Bernard, directeur Plaidoyer et Contentieux pour Reporters Sans Frontières



Jean-Claude Samouillier

© Julien Hélie

Antoine Bernard, directeur Plaidoyer et Contentieux pour Reporters Sans Frontières, compare la liberté d'expression à l'oxygène qu'on respire. Pour lui, la pression est d'abord exercée par les pouvoirs en place qui s'attaquent directement aux journalistes. Il cite

¹ Titre hommage emprunté à Libération qui avait titré après les attentats de 2015 « Charlie Hebdo refuse de se laisser abattre ».

« Le droit le plus important et en même temps le plus fragile est celui de la liberté d'expression. Lorsqu'une dictature prend le pouvoir, elle s'applique à restreindre ou à éradiquer cette liberté, les premières victimes étant les journalistes, les dessinateurs de presse et les défenseurs des droits qui vont se retrouver en prison car ils apportent une voix dissonante. Il ne suffit pas d'avoir des droits mais il faut les revendiquer ».

Jean-Claude Samouillier

l'exemple d'un collègue journaliste de Reporters sans Frontières en Turquie depuis 20 ans qui est poursuivi pour terrorisme et encourt 15 ans de prison. « *Ce procès bidon dure depuis cinq ans. Un juge l'a déjà acquitté, estimant la plainte inique car il ne faisait que son travail. Mais le gouvernement d'Erdogan a fait appel* ». Antoine Bernard propose ensuite un panorama de la liberté de la presse dans le monde où la France, classée seulement en 34^e position loin derrière les pays scandinaves, fait quand même partie des bons élèves. « *La situation est en revanche difficile, préoccupante ou très préoccupante dans près des deux tiers du monde* ». Il a pris entre autres l'exemple de Biélorussie qui a mis en prison 30 journalistes et a statué de façon arbitraire sur la liquidation juridique de l'association des journalistes du pays qui compte 1 800 membres.

C'est l'histoire d'un chat...

Nadia Khiari, enseignante en arts plastiques, peintre et dessinatrice, est l'autrice du chat *Willis from Tunis*, un personnage caustique. De l'humour, Nadia Khiari n'en manque pas. « *Lorsqu'on me demande de parler de la liberté d'expression, je réponds que je suis plus une spécialiste de la censure !* » explique-t-



elle avec malice avant d'évoquer avec sérieux sa trajectoire personnelle. « *Je suis née en Tunisie et j'ai dû attendre l'âge de 36 ans pour pouvoir m'exprimer librement. Ben Ali est resté 23 ans au pouvoir, pillant le pays sans vergogne et interdisant toute forme de critique ou de remise en cause de sa politique* ». Son bac en poche, la jeune femme vient en France faire ses études supérieures et découvre tout ce qui manque dans son pays natal : une presse libre, des émissions de télévision satiriques comme les Guignols de l'info, l'accès libre à Internet, des livres engagés, etc. Elle apprécie l'humour grinçant des dessinateurs de presse et rêve d'embrasser ce métier. La chute de Ben Ali fait souffler un vent de liberté comme elle n'en a jamais connu en Tunisie. « *Du jour au lendemain, nous avons eu la liberté d'expression. C'était merveilleux. J'étais comme un enfant qui vient de naître et qui pousse son premier cri. J'ai créé un profil sur Facebook et j'ai utilisé un dessin que j'avais fait de mon chat qui s'appelle Willis comme avatar pour témoigner de la situation et faire sourire les personnes de mon entourage. Au bout d'une semaine, j'avais des milliers d'abonnés* ». L'arrivée du parti islamiste au pouvoir en Tunisie a généré une nouvelle forme de censure beaucoup plus morale avec une idéologie différente que l'artiste condamne. « *Une fois que l'on a goûté à la liberté, son prix et sa saveur, on ne pense qu'à la retrouver. On se bat encore aujourd'hui pour cela. De mon côté, je continue de dessiner et de critiquer les ministres, les députés, les différents partis politiques. On verra jusqu'à quand...* »

Voyage au bout de l'enfer : des Ouighours aux Afghans

Jean-Claude Samouillier aborde la situation des Ouighours, minorité religieuse musulmane d'une région au nord-est de la Chine. Cette communauté, au même titre que les Kazakhs, les Tadjiks ou les Ouzbeks, est persécutée par le gouvernement chinois qui veut une société homogène, monoculturelle communiste et laïque. Il suffit d'avoir une barbe un peu trop longue, un Coran chez soi ou d'être en contact avec des Ouighours qui ont émigré en Europe ou aux États-Unis pour être enfermé dans des camps de redressement qui regrouperaient 1 million de personnes. Un chiffre difficile à vérifier mais qui présume de l'ampleur de la répression. L'intervenant dénonce aussi au sein de ces ghettos un endoctrinement intensif et des supplices d'un autre âge pour les récalcitrants. Ces exactions s'accompagnent d'une surveillance de masse très élaborée en Chine qui, via la reconnaissance faciale, permet de distinguer automatiquement les Ouighours et de les arrêter.

« En persécutant les Ouighours comme elle le fait, la Chine commet un crime contre l'humanité effroyable en toute impunité. Elle cherche à éradiquer une culture en empêchant un peuple de penser selon ses règles tout en s'appliquant à bâillonner l'information dans son pays, mais également à l'étranger, dont en France »

Jean-Claude Samouillier

Antoine Bernard fait pour sa part référence à la liberté de la presse perdue en Afghanistan avec le retour des Talibans. Il indique que le pays comptait 20 000 journalistes, dont près de 10% de femmes, un chiffre très important

dans un pays dominé par le patriarcat. Les premières mesures prises par ce nouveau régime laissent à penser pour Reporters sans Frontières qu'il pose les bases juridiques d'une éventuelle persécution dans un climat anxiogène très inquiétant. « *Les journalistes afghans ont supprimé toute trace de leur message de peur des répressions* ». Invitée à donner son avis sur les limites de la liberté d'expression, Nadia Khiari rappelle des règles qui font honneur à la profession de journaliste, encadré en France par la loi de la presse de 1881. « *Plus que des interdits, ce sont des attitudes que je ne peux pas imaginer d'avoir, comme diffamer quelqu'un, manipuler l'information, inciter à la haine ou réaliser des dessins homophobes, islamophobes, antisémites, racistes ou sexistes. Après, se pose la question du respect et de savoir où l'on place le curseur. L'essentiel pour moi est de faire sourire ou rire le lecteur qui regarde mon dessin. Si je peux le faire réfléchir, c'est encore mieux* ».

D'autres raisons d'inquiétude

Les intervenants aborderont pour finir les dérives de la liberté d'expression avec, entre autres, les réseaux sociaux. Une étude américaine nous apprend ainsi que l'information fiable circule six fois moins vite que la désinformation ou la publicité. Le représentant d'Amnesty International ajoute comme corollaire à la liberté d'expression le droit de manifester, un acquis mis à mal ces dernières années en France. Il évoque les dérapages policiers lors des manifestations des gilets jaunes et des marches contre le climat, en raison notamment de l'utilisation des lanceurs de balles de défense (LBD 40 mm) et de grenades de désencerclement. La structure capitaliste des médias en France, qui se caractérise par une concentration très forte de la propriété des médias entre les mains de quelques propriétaires, l'inquiète aussi, car elle pose la question de l'indépendance des journalistes salariés. Des critiques qui seront toutefois contextualisées, un intervenant rappelant que la France jouit de la liberté d'expression. Normandie Pour la Paix en est l'illustration !

L'HISTOIRE ET LA MÉMOIRE DANS LA LUTTE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME

Le 30 septembre 2021 | 10h30 - 12h00 | Salle Nacre



Jean-Yves Camus, Sophie Elizeon, Lauriane Clément, Jacques Fredj et Camille Maindon

Un devoir de mémoire

L'intitulé de ce débat jeunesse s'apparente au chapitre d'un livre scolaire ou universitaire de référence. Cela tombe bien puisque la salle est majoritairement composée d'un public jeune sensible aux questions de discrimination. Jean-Yves Camus, chercheur associé à l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), pose le débat en expliquant qu'il faut connaître les mécanismes qui ont produit les erreurs tragiques du passé pour éviter qu'elles ne se reproduisent. Il est essentiel pour cela de reconstituer les processus qui ont mené aux faits, en recueillant notamment les témoignages

MODÉRATRICE :

Lauriane Clément, cheffe de rubrique actualités - Phosphore

INTERVENANTS :

Jean-Yves Camus, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques

Sophie Elizeon, déléguée interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti LGBT

Jacques Fredj, directeur du Mémorial de la Shoah

Camille Maindon, ambassadrice de la mémoire et étudiante à Sciences Po

EN PARTENARIAT AVEC :

MÉMORIAL DE LA SHOAH

des acteurs concernés avant qu'ils ne disparaissent. Il précise que les actes racistes, antisémites ou anti LGBT ont forcément une origine qu'il faut explorer car de tels agissements « *ne viennent pas par hasard* ». Il observe à ce titre que les plans successifs des gouvernements de lutte contre l'antisémitisme par exemple – en évolution constante depuis 20 ans – n'ont pas réussi à réduire de manière significative ce phénomène ancré dans la société, estimant que l'action publique seule ne peut pas le faire cesser. Il regrette également qu'à chaque fois qu'on évoque à la télévision un acte raciste ou antisémite, on ne mette pas en perspective les agissements de l'auteur par rapport à son environnement, son histoire familiale ou sa sensibilité à tel ou tel propos ou discours. Sophie Elizeon, déléguée interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT, indique que le prochain plan national de lutte contre le racisme et l'antisémitisme pour la période 2021-2025 est en cours d'écriture et que toute sa première partie est justement dédiée à l'éducation et à la formation, essentielles pour lutter contre les fléaux du racisme et de l'antisémitisme.

« L'histoire, c'est un peu comme la poussière que l'on essaie de ranger sous le tapis. A force, il se forme une bosse et on se prend les pieds dedans ».

Sophie Elizeon

Cette métaphore a le mérite de parler aux jeunes de la salle qui comprennent de suite la nécessité d'oser regarder les aspects sombres du passé, non pas pour se sentir *« coupable des forfaits des générations précédentes, mais pour construire demain une société plus juste et plus fraternelle »*. La déléguée interministérielle relate le procès des auteurs de tweets injurieux contre une candidate du concours Miss France 2021 qui avait évoqué publiquement ses origines franco-israéliennes. Les accusés présents ont expliqué que leur message de haine s'adressait au gouvernement de l'État d'Israël. Sophie Elizeon estime que ce type d'amalgame peut conduire à des génocides. Celui qui connaît l'histoire de la Shoah sait qu'il y a eu au préalable des insultes, des invectives publiques ou des boycotts qui ont été encouragés et qui ont conduit à l'horreur. *« Si l'histoire ne permet pas forcément de tirer des enseignements, elle éclaire le futur que nous avons envie de construire ensemble »* poursuit-elle. Jacques Fredj, directeur du Mémorial de la Shoah, souscrit aux propos entendus et rebondit sur la raison d'être de l'histoire. Il revient sur la naissance de l'Europe *« qui s'est construite sur les cendres des camps d'extermination et des camps de concentra-*

tion ». Dans ce contexte, il est essentiel de comprendre les idéologies qui ont poussé à ces infamies, d'où le travail du Mémorial qu'il dirige et qui s'intéresse, en plus du génocide de la Shoah, sur ceux des Héréos et des Namas¹, des Arméniens ou des Tutsis au Rwanda. L'objectif est de mettre l'histoire en comparaison pour comprendre leurs mécanismes communs, mais aussi leurs différences.

« Le racisme et l'antisémitisme ne mènent pas forcément à un génocide. Mais un génocide commence toujours par du racisme ou de l'antisémitisme ».

Jacques Fredj

Sur les traces du passé

Le directeur du Mémorial de la Shoah note que les discriminations commencent toujours par des mots, parfois sur le ton de la plaisanterie, avant qu'un mécanisme d'exclusion soit mis en œuvre. *« Un génocide n'est ni plus ni moins que l'histoire des conséquences du racisme et de l'antisémitisme poussée à son paroxysme »*. Il explique aussi que les théories complotistes existent depuis des siècles et qu'il faut comprendre comment elles se propagent pour mieux les combattre. *« Si l'histoire ne nous permet pas de nous vacciner contre le racisme et l'antisémitisme et contre des maux que l'on connaît depuis toujours, elle permet de faire le lien entre le passé et le présent et de préparer l'avenir »*. Camille Maindon, ambassadrice de la mémoire, témoigne de son engagement alors qu'elle était lycéenne en première et qu'elle suivait le second tour des élections présidentielles entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen. *« Certaines thématiques qui ont été évoquées pendant cette campagne où il a été fait allusion à d'anciens propos de Jean-Marie Le Pen. J'ai pu comprendre grâce aux explications de mes parents à quel point les mots utilisés pouvaient être insidieux et ancrés dans une idéologie »*. Elle explique qu'elle a



¹ Perpétré dans le Sud-Ouest africain allemand à partir de 1904 et considéré comme le premier génocide du XX^e siècle



eu ensuite l'opportunité de participer au programme des ambassadeurs avec le mémorial, « *une bonne manière de participer à un projet citoyen de tolérance afin d'essayer de réfléchir entre jeunes pour faire en sorte que la barbarie ne se reproduise pas* », estimant que c'est à la jeunesse de construire leur futur. Comment garder les traces du passé si ces témoins disparaissent, comme c'est le cas pour la Shoah ? Jean-Yves Camus précise tout d'abord que le travail des historiens sur la masse documentaire actuelle n'est pas encore terminé. Il table aussi sur des écrits de victimes et de bourreaux qui n'ont pas été en mesure de témoigner de leur vivant. Jacques Fredj souligne à cet égard qu'il a fallu attendre juillet 1995 pour que la France reconnaisse officiellement sa responsabilité dans la persécution des juifs de France et ouvre ses archives aux chercheurs. Il se félicite que notre pays compte parmi les rares au monde où l'enseignement de l'histoire de la Shoah est obligatoire. S'il met en avant « *les faits historiques* », il précise pour autant que les témoins portent en eux quelque chose d'irremplaçable qu'il faut essayer de capter, ce que Camille Maindon confirme. « *Lorsqu'une rescapée des camps de concentration vous dit qu'elle avait votre âge et qu'elle était dans votre lycée au moment de sa déportation, vous vous appropriiez vraiment son histoire* ».

La lutte juridique contre le racisme et l'antisémitisme

Sophie Elizeon rappelle que la justice condamne les propos et les actes de haine raciale, antisémite et de genre dès lors que les plaintes sont bien recueillies et caracté-

sées, ce qui n'est pas toujours le cas. Le plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme participe à ce titre à la formation des policières, policiers et gendarmes et à la sensibilisation des magistrats pour réduire cette déperdition. Elle annonce enfin un chiffre inquiétant, puisque les plaintes déposées ne représenteraient que 14 % de la réalité des faits de racisme et d'antisémitisme dans notre pays. Elle encourage d'ailleurs à porter plainte, notamment pour faire prendre conscience aux pouvoirs publics de l'ampleur de la situation. Jean-Yves Camus s'inquiète de son côté de la séquence électorale en vue des Présidentielles de 2022. « *Les problématiques de l'immigration, de la sécurité, de l'intégration méritent de la retenue. Elles ne sont en aucun cas un laissez-passer pour le passage à l'acte et la détérioration des rapports entre la composante de la communauté nationale* ». Jacques Fredj analyse que le racisme et l'antisémitisme, exception faite d'une minorité de militants politiques, reposent surtout sur des préjugés et des stéréotypes que l'on répète de génération en génération sans aucun sens critique et par ignorance. Le Mémorial organise d'ailleurs des stages de citoyenneté à destination de personnes qui ont proféré des insultes racistes ou antisémites et qui se voient offrir une alternative à une inscription sur leur casier judiciaire. Camille Maindon pense que les réflexes racistes, antisémites ou homophobes résultent de la peur de l'inconnu et que si l'on cherche à comprendre les autres, on peut déconstruire ces stéréotypes. En fin de débat, les intervenants se sont adressés directement aux jeunes présents afin de leur donner de nouvelles clés de compréhension. Ils les ont invités à prendre appui sur « *les justes* »² pour chercher à modifier ce qui peut l'être, à participer au processus démocratique, à exercer leur citoyenneté, à se documenter pour se forger leur propre opinion ou encore à se rapprocher d'un grand-parent ou d'un arrière-grand-parent pour l'écouter témoigner, avec l'idée que la chaîne de transmission continue le plus longtemps possible. Ce que l'on appelle le devoir de mémoire...

² Titre décerné à des personnes non juives qui, au péril de leur vie, ont sauvé au moins un Juif pendant la Seconde Guerre mondiale

ABOLITION DE LA PEINE DE MORT : UN IMPÉRATIF POUR LA PAIX MONDIALE ?

Le 01 octobre 2021 | 10h30 - 12h00 | Salle Or



Richard Sédillot, Antoinette Chahine, Nicolas Perron, Moahamed Mkhaitir et Jeanne-Emmanuelle Hutin

Faire vivre l'abolition !

Nicolas Perron, directeur des Programmes de Ensemble contre la Peine de Mort (ECPM), explique que ce débat s'inscrit dans le 40^e anniversaire de l'abolition de la peine de mort en France. Jeanne-Emmanuelle Hutin commence son intervention par une pensée pour le jeune photographe afghan, Morteza Sahmadi, qui vient d'être condamné à mort par les Talibans pour avoir couvert une manifestation hostile au régime. À travers lui, la journaliste pense aux 2 000 personnes qui

attendent leur exécution dans « *les couloirs de la mort* ». Elle propose de revenir aux origines du combat contre la peine capitale qui a commencé en 1791 pendant la révolution française. Elle cite Lamartine « *Ce n'est pas la mort qu'il faut apprendre à craindre, c'est la vie qu'il faut apprendre à respecter* » ou Victor Hugo « *Le sang se lave avec les larmes non avec le sang* ». Elle explique au jeune public présent les événements qui ont conduit à l'abolition de la peine de mort en 1981 en France dans un contexte politique difficile, marqué par trois exécutions capitales dans les années précédentes pour des crimes abominables et une population majoritairement favorable à la peine de mort. Après avoir rappelé le rôle éminent joué par Robert Badinter dans cette décision, elle rend hommage au quotidien Ouest France qui, dès 1963, a pris position pour l'abolition, à contre-courant de l'opinion publique et de la presse de l'époque. Son père, François Régis Hutin, journaliste, a été de ceux qui ont conduit ce combat au prix de nombreuses menaces et intimidations. Elle lit par ailleurs un extrait de l'un de

MODÉRATEUR :

Nicolas Perron, directeur des programmes, Ensemble contre la Peine de Mort

INTERVENANTS :

Antoinette Chahine, militante contre la peine de mort, originaire du Liban, condamnée à mort

Jeanne-Emmanuelle Hutin, journaliste, Ouest-France

Moahamed Mkhaitir, militant pour les droits humains, condamné à mort en Mauritanie

Richard Sédillot, avocat au barreau de Rouen, qui défend plusieurs condamnés à mort dans différents pays du monde

EN PARTENARIAT AVEC :

ENSEMBLE CONTRE LA PEINE DE MORT

ses articles qui fustige « *la résurgence barbare de l'instinct de vengeance* ». Elle égrène ensuite une série d'arguments qui montrent l'iniquité d'une telle sanction, des erreurs judiciaires prouvées au caractère aléatoire de la décision d'un jury à un autre. Jeanne-Emmanuelle Hutin remet également en question le pseudo-caractère exemplaire de la peine, rappelant pour finir qu'aucune punition ne ramènera à la vie les victimes. « *Finally, la peine de mort nous met en face d'un choix de société* » précise-t-elle, évoquant d'un côté « *une soif de vengeance* » et de l'autre « *la dignité de la personne humaine, celle du pardon et de la rédemption* ».

Abolition et démocratie

Richard Sedillot, avocat, aborde le sujet en montrant le lien absolu entre démocratie et abolition. Il s'interroge pour savoir s'il existe encore une véritable démocratie qui pratique la peine de mort. Il cite à cet égard les cas particuliers des États-Unis, de l'Inde et du Japon, ce dernier possédant paradoxalement à ses yeux « *une culture d'un immense raffinement* » alors que ce pays pratique un châtement encore barbare.

« Je me souviens avoir parlé avec un ancien condamné à mort japonais qui avait été libéré longtemps après sa condamnation parce qu'on s'était rendu compte qu'il était innocent. Il nous avait expliqué que dans le couloir de la mort, il ne pouvait rencontrer ni sa famille ni même son avocat, et que tous les condamnés étaient maintenus dans l'ignorance totale de la date de leur exécution. Vous imaginez la souffrance psychologique que cela représente... ».

Richard Sedillot



Il observe que le peuple américain est quand même gêné de se voir sur la liste des pays qui pratiquent encore la peine capitale aux côtés des dictatures de la planète. Néanmoins, alors que les carences du système judiciaire des États-Unis ont été maintes et maintes fois prouvées, le peuple Outre-Atlantique continue de croire en son bien-fondé. Il développe un autre point noir, celui du monde musulman. Car si une bonne dizaine de pays à majorité musulmane ont aboli la peine de mort, les obstacles ailleurs y sont souvent « *irrationnels et incompréhensibles* ». Selon l'avocat, le blocage vient de l'interprétation à géométrie variable du Coran qui autorise toutes les lectures possibles. Un de ses amis mauritaniens avec de grandes connaissances religieuses lui a expliqué que le texte sacré de l'Islam implique tellement de critères pour prononcer la peine de mort que cela s'avère impossible dans les faits. Cette condamnation, d'après sa traduction, serait en effet réservée aux crimes gratuits commis par des individus sains d'esprit qui ont été parfaitement heureux toute leur vie et qui n'ont jamais connu de problèmes financiers. Autrement dit personne dans le monde de la criminalité ! Pourtant, l'avocat s'est retrouvé face à des juges qui en faisaient une tout autre lecture. Il appelle à ce titre les grands intellectuels du monde musulman à participer à une évolution des mentalités afin de traiter la question de la peine de mort sous l'angle juridique et non religieux. Maître Sedillot a relaté par ailleurs le travail d'avocat qu'il effectue auprès de trois condamnés à mort français dans le monde, à savoir Serge Atlaoui en Indonésie et deux présumés djihadistes qui sont détenus ac-

tuellement en Irak et condamnés à mort par ce pays. Il met en avant à chaque fois de graves manquements à la justice telle qu'on la connaît en France.

Deux témoignages bouleversants

Le témoignage de Mohamed Mkhaitir est saisissant sur les pratiques en cours dans le monde. Le jeune homme a fait ses études en Mauritanie, son pays d'origine. Après son master en économie, il a travaillé comme comptable tout en écrivant des articles sur la liberté d'expression et les injustices sociales. En 2013, il est emprisonné pour blasphème et apostat, c'est-à-dire abandon de sa propre religion. Il a passé sa première année en prison sans droit de visite et dans une cellule de 2m² sans douche. Au terme de son procès et après avoir fait appel, il a été condamné à mort. Il ne doit son salut qu'à la mobilisation de son cas en France grâce au soutien de L'EPCM. Marié avant d'être emprisonné selon la Sharia islamique, il a fait l'objet d'un divorce forcé par la communauté religieuse de Mauritanie. Sa femme a été remariée avec une autre personne musulmane avec qui elle a eu un enfant. Mohamed Mkhaitir a passé au total 6 ans en prison, à raison d'une seule sortie à l'air libre par an pour voir le soleil et marcher. Il aura fallu finalement au total quatre procès et une exfiltration afin d'éviter un lynchage populaire pour qu'il s'en sorte. Après avoir appris seul le français en prison grâce aux livres que des proches lui ont fait parvenir, il vit aujourd'hui en France où il tente de se reconstruire. Antoinette Chahine est originaire du Liban. Elle aussi a été libérée après une condamnation à mort. Son calvaire débute le 21 mars 1994, le jour de la fête des mères au Liban, parce que son frère Jean était membre des forces libanaises, un parti politique chrétien persécuté à l'époque. Il avait quitté le Liban comme beaucoup d'autres au début des années 1990. Incarcérée, libérée puis de nouveau emprisonnée, la jeune femme relate les sévices psychologiques et physiques que les forces de l'ordre lui ont fait endurer. « *Les policiers me tenaient par les*

*cheveux et me cognaien*t contre le mur comme s'ils jouaient au ballon. Je vous épargne les détails lorsqu'ils ont déversé sur moi de l'eau bouillante au point d'être contraints d'appeler la Croix Rouge. Hospitalisée à deux reprises pour des coups et blessures, le plus grand supplice croyez-moi fut celui de la soif... ». Après avoir refusé de signer un papier attestant qu'elle était complice de meurtre, elle a été transférée à la prison des femmes à Bagdad, accusée du meurtre d'un prêtre. Détenue dans des conditions indignes, elle a été opérée sans anesthésie en raison de son état de santé. Elle témoigne de son ressenti le jour de son procès. « *C'était le 6 janvier 1997. J'étais sereine car convaincue que mon innocence serait reconnue, sûre de retrouver ma famille. A l'annonce du verdict, j'ai crié et je me suis évanouie. J'étais condamnée à mort* ». Victime d'une paralysie post-traumatique, la jeune femme a été incapable de parler et de marcher pendant plusieurs semaines. Amnesty International et d'autres organisations ont dénoncé l'injustice dont elle était victime, créant autour d'elle un élan de solidarité. Cette pression médiatique et le travail de son avocat ont probablement joué dans l'obtention d'un nouveau procès en 1999 qui a enfin permis à Antoinette Chahine de recouvrer la liberté. « *J'ai bénéficié de bourses pour étudier en France et j'ai reçu la médaille de l'ordre national du mérite après avoir obtenu la nationalité française. J'ai eu la chance d'avoir une famille, des amis et le soutien de EPCM. Je me suis mariée, j'ai eu deux enfants, et je sais au plus profond de moi que jamais je n'arrêterai mon combat* ».

« La seule chose que je veux que l'on retienne de mon témoignage, c'est que la peine capitale et la torture doivent être abolies partout dans le monde. Je compte aussi sur vous pour dénoncer les injustices dans le monde, dire non à la peine de mort et oui à la vie ».

Antoinette Chahine

COMMENT L'UNION EUROPÉENNE PARTICIPE À LA GOUVERNANCE DE LA PAIX ?

Le 01 octobre 2021 | 10h30 - 12h00 | Salle Azur



Les Membres du collectif Normands et Européens autour de Philippe Perchoc et Serge Stroobants (au centre)

© Nicolas Broquedis

Les vertus de l'Europe

À l'initiative de la Région Normandie, les associations normandes qui travaillent autour de l'Europe ont décidé de créer le collectif Normands et Européens¹. Co-organisateur de ce débat, ce collectif a dépêché plusieurs de ses membres qui ont animé une intervention centrée sur le rôle de l'Union européenne (UE) dans la gouvernance de la paix après avoir rappelé l'octroi du Prix Nobel de la paix octroyé à l'institution européenne en 2012. Les animateurs ont eu la bonne idée d'utiliser une application smartphone pour intera-

MODÉRATEURS :

Membres du collectif Normands et Européens

INTERVENANTS :

Philippe Perchoc, conseiller thématique du directeur général du Service de Recherches du Parlement européen

Serge Stroobants, directeur Europe, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Institute for Economics and Peace

EN PARTENARIAT AVEC :

COLLECTIF NORMANDS ET EUROPÉENS

¹ Composé des trois centres Europe Direct Normands (CRIJ, CREAM, Maison de l'Europe 27), les Mouvements Européens de Basse Normandie, du Calvados et de Seine-Maritime ainsi que la Maison de l'Europe 76

gir avec le public constitué essentiellement de jeunes, en lui soumettant quelques questions. Ce sondage à chaud auprès de 82 participants donne des résultats intéressants. 96% du panel estime ainsi « *que nous ne vivons pas dans un monde en paix* » et « *57% que l'Union européenne est garante de la paix dans le monde* ». Serge Stroobants, directeur pour l'Europe et la région Moyen-Orient et Afrique du Nord à l'Institute for Economics and Peace, présente son institut. Celui-ci est en charge de mesurer et de quantifier la paix et d'apporter son expertise aux acteurs politiques, économiques et sociaux, ainsi qu'au monde de l'enseignement et de la recherche. Il explique que son institut se focalise d'abord sur « *la paix négative* », autrement dit celle qui est absente de violence. Elle donne lieu à un index global de paix de 23 indicateurs différents. Ce dernier s'applique ensuite à analyser « *la paix positive* », c'est-à-dire la somme des attitudes, des institutions et des processus qui concourt au maintien et au développement de la paix. Il recommande cette seconde voie car elle engendre un cercle vertueux qui a des retombées positives sur tous les autres items.

« Les indicateurs sociaux, économiques, de gouvernance et même de résilience écologique au sein d'une société progressent lorsque les niveaux de paix augmentent ».

Serge Stroobants

Les menaces de la paix

Philippe Perchoc est conseiller thématique du directeur général du Service de recherche du Parlement européen (EPRS). Après avoir expliqué son métier « *de chercheur* » au service des députés européens, il fait observer que les deux guerres mondiales du 20^e siècle ont toutes les deux commencé en Europe. Depuis 76 ans, ce territoire est devenu l'épicentre mondial de la paix, une période pacifique que le vieux continent n'avait jamais connu de son histoire. Pour l'institution qu'il représente, la paix ne se limite pas à « *un état de tranquillité* », mais à un projet tourné vers l'amélioration du bien-être collectif à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur de ses frontières. Rebondissant sur les mots employés par les jeunes présents dans la salle pour qualifier les menaces liées à la paix, Philippe Perchoc indique que la difficulté est d'arriver à un consensus autour d'une vision commune exprimée par le biais d'une stratégie globale. Il voit à ce titre dans l'Indice Normandie² un outil d'évaluation qui permet d'analyser finement les évolutions pays par pays afin de prendre en compte, au-delà des classements et des chiffres, des tendances significatives. Outre les pays en crise qu'il faut soutenir, il souligne l'importance de s'intéresser aux nations fragiles où le risque de basculement pourrait se propager à ses voisins. Ce qui implique de développer des politiques pour une région tout entière et non un État en particulier. Sur le plan méthodologique, il recommande de se poser la question de savoir si telle ou telle menace est une « *cause* » ou une « *conséquence* », en s'intéressant notamment aux terreaux fertiles sur lesquels

² Voir page 111



les conflits prospèrent. En Afrique subsaharienne, il explique que 99 % de la violence extrême ou du terrorisme sont liés directement ou indirectement à un problème d'accès aux ressources. L'intervenant recommande de bien décrypter les indicateurs. Ainsi, si le Nigéria jouit d'un index global du terrorisme en baisse, des groupes terroristes comme Boko Haram ou l'état islamique progressent dans des provinces occidentales africaines. L'analyse montre qu'une intervention militaire perdra de son impact dès le retrait des forces de sécurité si les problématiques de fond à l'origine des violences ne sont pas résolues.

Les valeurs européennes

Philippe Perchoc insiste sur les droits fondamentaux des Européens qui divergent du reste du monde à certains égards. Il prend comme exemple la peine de mort qui a disparu dans tous les pays d'Europe alors qu'elle est encore pratiquée en Chine ou aux États-Unis. Il revendique le lobbying européen destiné à convaincre les autres pays d'abolir ce châtiment. Il souligne aussi l'apport crucial de l'UE en matière d'aide humanitaire, premier contributeur au monde. Il rappelle que l'Europe a permis aux peuples de se réunir, à l'image de la chute du Mur de Berlin, et valorise le leadership de notre continent dans la production et l'exportation de vaccins contre la Covid-19. Dans la continuité de ses propos, Serge Stroobants met en avant la vocation socio-économique de l'Europe qui, même si tout n'est pas parfait, promeut un environnement économique stable, inclusif et égalitaire, le développement du capital humain, des niveaux de gouvernance élevés

et une corruption réduite, ainsi qu'une volonté de distribution équitable des ressources.

« Cette stratégie européenne s'appelle le soft power. On préfère envoyer dans les zones sensibles du monde des humanitaires plutôt que des militaires, sauf quand cela est absolument nécessaire ».

Philippe Perchoc

Il étaye son argument avec des données qui montrent qu'il est possible en Europe d'exprimer un mécontentement sans tomber dans la violence. « *Nous observons une montée des troubles sociaux de 250 % sur la dernière décennie à l'échelle européenne alors que nous possédons le taux de violence le plus bas du monde pour ce type de manifestation. En l'Afrique subsaharienne, ce même genre de troubles a progressé de 600 à 800 %. 60 à 70 % d'entre eux conduisent à des actes de violence* ». À l'analyse des questions des jeunes présents dans la salle, Serge Stroobants note pour sa part qu'elles ont en commun d'évoquer des questions « *de puissance* ». Il estime à ce titre que l'Europe est le dernier bastion qui défend « *le libéralisme international* », c'est-à-dire un espace où l'homme est au centre. Ailleurs, il est question essentiellement aujourd'hui de « *réalisme offensif* », c'est-à-dire où l'État prime sur l'individu.



Philippe Perchoc

© Nicolas Broquedis

Sécurité climatique et cybercriminalité

Le climat et ses conséquences sur la paix ont sensibilisé le public jeune présent. Serge Stroobants regrette que l'aide climatique de 34 milliards par an soit versée à des pays qui disposent encore d'un niveau de résilience élevé au détriment d'autres en plus mauvaise posture. Il s'inquiète aussi que dans les deux pays les plus peuplés du monde – la Chine et l'Inde – la population présente une conscience écologique bien moindre qu'ailleurs, en raison d'un manque de sensibilisation de leur gouvernement. Il indique la sortie du second rapport de menace écologique de l'UE qui aborde les questions des désastres naturels, de l'accès à l'eau et à la nourriture, et au développement démographique. Après avoir dressé un état des phénomènes migratoires dans le monde à ce jour, qui touche déjà 30 pays à travers trois régions du monde, il indique des chiffres qui font réfléchir, dont celui du nombre de réfugiés climatiques en 2050 dont les estimations basses et hautes oscillent entre 25 et 100 millions de personnes. Il insiste enfin sur le lien entre conflits et réchauffement climatique, expliquant que 8 pays sur 10 dans lesquels les Casques bleus de l'ONU interviennent aujourd'hui vont connaître des événements climatiques majeurs dans la prochaine décennie, ce qui aura des incidences encore plus graves pour les populations concernées. La cybercriminalité a aussi captivé le public lorsque Philippe Perchoc a dévoilé le chiffre astronomique de l'augmentation des attaques informatiques dans le monde qui serait de 30 000 % pour l'année écoulée ! Comme la Covid-19 et ses confinements ont contrarié la criminalité classique, la cybercriminalité a explosé, avec des risques d'une gravité exceptionnelle, lorsque des hackers s'attaquent à des établissements publics comme les hôpitaux, voire à des gouvernements. Il évoque aussi les campagnes de désinformation, mais aussi de nouvelles formes de pédo-criminalité, autant de sujets que l'Europe doit prendre à bras-le-corps.

L'ONU PEUT-ELLE ENCORE RÉSOUTRE LES CONFLITS ?

Le 01 octobre 2021 | 09h00 · 12h00 | Salle Nacre



De la théorie à la pratique

La Charte des Nations unies confère au Conseil de sécurité la responsabilité du maintien de la paix et de la sécurité internationale. Pourtant, la multiplication des formes de conflits qui déstabilisent la paix questionne l'efficacité de l'organe onusien. Comment feriez-vous si vous vous trou-

viez confrontés à une telle situation ? Voici la raison d'être de ce débat pédagogique réservé uniquement aux scolaires sur réservation autour du thème de l'Organisation des Nations unies et sa capacité ou non à résoudre les conflits. Orchestré sous une forme originale et participative,

L'ONU ET LA RÉOLUTION DES CONFLITS

L'œil de l'expert

Bertrand Badie, professeur émérite des Universités, explique que l'ONU était originellement un lieu de concertation entre les États souverains du monde pour tenter de régler leurs différends. « Ce qui est intéressant et qu'on oublie trop souvent, c'est qu'à partir de ce point de départ, une quantité d'institutions spécialisées a été créée au sein de l'Organisation. Il était alors plutôt question de prendre en charge les grandes questions communes

à l'ensemble de l'humanité. Or, l'ONU ne sait pas traiter ces grandes interrogations nouvelles car le Conseil de sécurité ne s'intéresse qu'aux rapports de puissance. Mais les questions climatiques, sanitaires, alimentaires - si elles peuvent être liées au rapport de puissance - n'en découlent pas forcément. C'est tout l'intérêt de ce Forum mondial Normandie pour la Paix que d'éveiller des jeunes à cette nouvelle culture de la paix ».



ce temps fort jeunesse du Forum mondial Normandie pour la Paix a invité des jeunes à prendre part à une simulation de gestion de crise au sein du Conseil de sécurité de l'ONU alors qu'un conflit couve. En utilisant le principe d'un jeu de rôle sous forme d'ateliers, ce rendez-vous réalisé par Canopé a permis aux élèves de comprendre la raison d'être de l'Organisation interna-

tionale et de toucher du doigt la complexité du monde diplomatique et géopolitique. Ils ont pu aussi s'interroger sur le fonctionnement même de l'institution, se poser des questions aussi sensibles que le droit d'ingérence et la notion d'alliance, et mesurer le poids de leurs décisions. Une mise en scène qui leur a permis de passer de la théorie à la pratique !

QUE RETIENNENT LES JEUNES DE CE DÉBAT ATELIER ?

En partenariat avec :
Réseau Canopé

Invités à répondre à cette question, voici les réponses de jeunes qui ont participé à cet atelier participatif...

« L'Organisation des Nations unies sert à maintenir une paix durable »

« Même si certains pays disposent d'un droit de veto, c'est important que l'ONU continue sa mission pour gérer des conflits partout où elle le peut »

« Elle a déjà réglé de nombreux conflits, notamment en envoyant des Casques bleus qui ont d'abord pour mission de maintenir la paix »

« On note un problème de fonctionnement car ceux qui ont le droit de veto participent et ceux qui ne l'ont pas participent beaucoup moins, voire pas du tout »

« Si le Conseil de sécurité est réformé dans le bon sens, il peut vraiment avoir un rôle majeur. Mais s'il reste en l'état, je ne pense pas que son action soit si importante que cela »

LA JEUNESSE NORMANDE S'ENGAGE POUR LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le 01 octobre 2021 | 14h00 - 16h00 | Salle Nacre



Un ECHO très favorable !

Plus de 3 000 élèves normands se mobilisent depuis 3 ans en faveur d'Objectifs de Développement Durable. Au regard des résultats obtenus et de l'engouement suscité au sein de la communauté éducative, la démarche connue jusqu'ici sous l'intitulé Walk the Global Walk se poursuit désormais sous le vocable ECHO.

124 classes, 86 établissements, 3060 élèves, 215 enseignants, 960 heures de sensibilisation et 276 déplacements. Les chiffres du dispositif européen *Walk the Global Walk* déployé en région Normandie ces trois dernières années démontrent l'impact de cette initiative destinée à l'éducation, à la citoyenneté mondiale et

aux droits de l'Homme, mais aussi aux changements climatiques et à l'égalité entre les femmes et les hommes. Le Forum mondial Normandie pour la Paix a permis de tirer un bilan des actions entreprises en laissant la parole à des jeunes collégiens et lycéens impliqués dans le dispositif ainsi qu'à leur enseignant. Des élèves du lycée Saint-Joseph du Havre, qui ont travaillé en 2019-2020 sur l'Objectif de Développement Durable (ODD) N°13 « *Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques* » ont ainsi évoqué l'agenda « *Envi'Défi* » en papier recyclé qu'ils ont conçu et produit et qui propose par jour un petit geste pour la planète. Leur engagement s'est traduit aussi par la mise en place au sein de l'établissement d'un atelier de réparation de vélos pour favoriser l'écomobilité. « *Grâce à ces actions, nous avons pris conscience que nous pouvions*



être écoutés par les adultes et que nos idées pouvaient être prises en compte » ont expliqué Léo et Camille.

Des actions de terrain

Autres témoignages avec Nolwenn et Alexandre du lycée Horti-Pôle d'Evreux à travers l'ODD N°13 « *Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques* » qui a été le fil conducteur de l'année 2019-2020. Leur engagement a dépassé le cadre scolaire puisqu'ils ont créé une association de sensibilisation à l'environnement qui leur a permis de développer des projets plus ambitieux. Une démarche qui ravit leur enseignante, Christelle. « *Nos élèves ont déjà une fibre pour la biodiversité par le choix de leurs études. Le dispositif Walk the Global Walk leur a permis d'élargir leur appétence à l'environnement* ». Dernier exemple de l'implication de jeunes Normands en 2020-2021 qui s'est focalisé sur l'ODD 16 « *Paix, justice et institutions efficaces* ». Oscar, Axelle et Emile du collège Le Ferronay de Cherbourg ont présenté leur projet qui a donné naissance à un livre illustré sur la justice, fruit de débats en classe. « *Nous avons travaillé nos argumentaires et nous avons appris à écouter les autres, y compris lorsqu'ils n'étaient pas d'accord avec nous, dans le respect. Cela nous a fait grandir* » expliquent-ils, soulignant qu'ils ont mis en place une exposition en lien avec cet ODD dans l'établissement qui a été visi-



tée par plus de 50% des élèves. « *Ce type d'initiative donne du sens à nos enseignements* » précise Marine, professeure d'anglais, adepte de la pédagogie de projets ».

La reconnaissance des adultes

Invités à commenter les travaux présentés, plusieurs représentants des Parlements Pour la Paix¹ présents ont exprimé « *leur reconnaissance* » et même « *leur admiration* » à l'égard des jeunes impliqués dans la démarche. Rósa Björk Brynjólfsdóttir a expliqué que « *l'activisme des jeunes islandais obligeait les politiciens de son pays à se bouger* », remerciant la jeunesse normande « *pour son énergie et ses efforts* ». Gerry Taama, ancien officier des forces armées togolaises et député togolais d'opposition, s'est dit « *admiratif* », précisant qu'à leur âge il était loin d'avoir « *une telle maturité* ». « *La planète, c'est un train, nous sommes tous à l'intérieur et on doit se poser la question où on doit l'amener* » indique-t-il, avant d'avouer « *son émotion car il sent que la relève est là* ». Celle-ci va poursuivre son action car, comme l'a indiqué François-Xavier Priolaud, Vice-président de la Région Normandie et l'équipe de l'Institut international des droits de l'Homme et de la paix, la démarche continue en faveur des ODD par le biais d'un nouveau programme baptisé EcHo. Nul doute qu'on en entendra parler prochainement !



Gerry Taama et Thomas Friang

¹ Voir page 112. Débat organisé avec l'Institut international des droits de l'Homme et de la Paix, avec la participation d'Open Diplomacy et les Parlementaires pour la Paix.

LES RÉALISATIONS

AGIR POUR LA PAIX

AMBASSADEURS UNESCO

Page 110

INDICE NORMANDIE

Page 111

CHAIRE NORMANDIE POUR LA PAIX

Page 111

LES PARLEMENTAIRES POUR LA PAIX

Page 112

SOIRÉE CULTURELLE

Page 113

UN VILLAGE POUR LA PAIX

Page 114

AMBASSADEURS UNESCO

Au Forum, l'UNESCO se saisit **des enjeux de la Francophonie**

11 ambassadeurs et 5 représentants auprès de l'UNESCO se sont réunis le jeudi 30 septembre au Forum afin d'élaborer ensemble une déclaration sur les enjeux contemporains de la Francophonie, présentée lors du prochain Sommet de la Francophonie à Djerba.

Impulsée par Ghazi Gherairi, ambassadeur de Tunisie auprès de l'UNESCO et Véronique Roger-Lacan, Déléguée Permanente de la France auprès de l'UNESCO, cette session de travail a également accueilli Jean Emmanuel Jacquet, Ministre de la Culture et de la Communication en Haïti, Catherine Morin-Desailly, Présidente de la Commission Culture, Éducation et Communication au Sénat, Hervé Morin, Président de la Région Normandie, et François-Xavier Priollaud, Vice-Président de la Région Normandie.

Déjà réunis dans le cadre de l'initiative régionale Flaubert 21, les ambassadeurs ont pu diriger leurs travaux sur le dialogue des cultures notamment possible à travers la Francophonie pour construire la paix. Une fois de plus, le Forum mondial Normandie pour la Paix, plus que de sensibiliser à la paix, travaille à la construire.



Évaluation des menaces contre la paix dans le monde

L'Indice Normandie, c'est un outil conçu et préparé par le Service de recherche du Parlement européen en collaboration avec l'Institute for Economics and Peace dans le cadre d'un partenariat avec la Région Normandie, évaluant chaque pays sous le prisme de leur vulnérabilité aux conflits. Il se base sur onze facteurs de menaces définies dans la Stratégie globale de l'Union européenne : changement climatique, cybersécurité, processus démocratique, crises économiques, insécurité énergétique, États fragiles, homicides, désinformation, terrorisme, conflits violents, armes de destruction massive.

Présenté pour la première fois en juin 2019 à l'occasion du Forum mondial Normandie pour la Paix, l'Indice Normandie continue de se développer et est complété chaque année par de nouvelles études de cas sur les sources de conflits et les nouvelles menaces pour la Paix pour chaque pays au cœur de l'actualité internationale. Il étudie aujourd'hui 136 pays et une plateforme interactive ouverte à tous permet de comparer le niveau de menaces par zone géographique ou dans le temps.

Dans sa préface de l'Indice 2021, le Président du Parlement européen, David Maria Sassoli,

souligne le besoin de résilience des sociétés face aux enjeux contemporains : « *Dans les zones de conflit et les États fragiles, les effets combinés de ces menaces ont exacerbé la violence, la pauvreté et la faim. La pandémie a remis en cause la démocratie même dans les pays développés, en ce qu'elle alimente des risques connus tels que la désinformation, l'autoritarisme et la manipulation de l'information. La nature complexe de ces obstacles définira sans aucun doute l'avenir du paysage de la sécurité internationale et exigera des réponses solides et durables.* ».



DÉCOUVRIR L'INDICE NORMANDIE SUR
LA PLATEFORME INTERACTIVE :

<https://www.europarl.europa.eu/thinktank/infographics/peaceandsecurity/index.html#/>

La Chaire Normandie pour la Paix

La Chaire universitaire Normandie pour la Paix lancée en 2019 reflète la volonté de la Région Normandie de contribuer à la recherche académique et à la formation de chercheurs de haut niveau dans le domaine des études de la paix et de l'environnement. Véritable partenariat tripartite entre la Région Normandie, l'Université de Caen Normandie et le CNRS, elle fédère des chercheurs internationaux autour des pro-

blématiques de droit des générations futures, notamment face aux changements climatiques. La Chaire a participé cette année au Forum mondial Normandie pour la Paix à la fois sur le Village et en débat, aux côtés du cacique Ninawa, représentant du peuple Huni Kui d'Amazonie et de Gert-Peter Bruch, président de Planète Amazone.

Toutes les actualités de la Chaire :
<https://chairepaix.hypotheses.org/>

Les Parlementaires pour la Paix

Catherine Morin-Dessailly¹ et Thomas Friang² ont évoqué au cours de ce Forum l'évolution du dispositif Les Parlementaires Pour la Paix, pilotés par Open Diplomacy avec le soutien de la Région Normandie.

En 2021, 15 parlementaires du monde entier ont rejoint le projet, portant à 25 le nombre d'élus y participant. Ensemble, ils ont poursuivi le travail de réflexion et de collaboration sur les sujets de gouvernance de la paix portés lors du Forum mondial Normandie pour la Paix : la santé mondiale, la préservation de l'environnement, l'inclusion des minorités et la maîtrise des innovations numériques. Ils se sont employés à identifier des solutions durables à promouvoir dans les instances internationales ainsi que dans leurs parlements respectifs. Deux parlementaires du projet ont pris la parole à Caen pour témoigner de l'intérêt de cette initiative. Rósa Björk Brynjólfssdóttir, membre du parlement islandais, a évoqué le défi de la lutte contre le réchauffement climatique. « *En tant que député, élu par le peuple, nous le représentons et avons les moyens de décider des politiques publiques. Il y a de plus en plus de demandes de la part des citoyens - en particulier des jeunes - en faveur du climat. C'est notre responsabilité que de répondre à cette attente. Nous mettons à ce titre l'accent sur la justice sociale et les droits de l'Homme car nous savons que la paix et le changement climatique sont liés. Le dérèglement du climat mène à l'instabilité et va créer des phénomènes migratoires d'enver-*

gure. Les députés ont donc la responsabilité énorme d'agir. Le seul biais vraiment efficace et durable réside dans la coopération, le dialogue et le multilatéralisme, autant de sujets abordés à Normandie pour la Paix et que nous mettons en œuvre à travers les Parlementaires pour la Paix ».

Des problématiques variées

Manish Tewari, ancien Ministre d'Etat et député au Lok Sabha, a abordé de son côté les évolutions scientifiques, technologiques et numériques qui font apparaître des angles morts dans le champ de la régulation internationale, que ce soit au niveau légal, juridique, mais aussi éthique. « *L'avenir des êtres humains se trouve à la croisée de l'automatisation de l'intelligence artificielle et des nouvelles technologies, ce qui a des conséquences profondes sur l'avenir de l'humanité. Internet a été à ce titre l'expérience la plus audacieuse jamais lancée qui ait réussi. Malheureusement, si nous ne mettons pas en place des règles d'engagement claires, nous risquons d'assister à sa fin. La Chine, par exemple, a transformé Internet en un énorme Intranet. D'autres pays souhaitent, en raison d'affiliations religieuses ou de principes divers et variés, phagocyter cet outil de communication et d'interconnexion entre les femmes et les hommes à l'échelle de la planète. C'est très important que, grâce à l'implication des représentants élus, nous puissions garantir que cet espace de liberté que nous avons su créer, soit préservé ».* Un exemple de plus des problématiques très variées prises en compte par les Parlementaires pour la Paix.



Catherine Morin-Dessailly, Rosa Björk Brynjólfssdóttir et Manish Tewari

© Eric Biernacki - Région Normandie

¹ Présidente de la Commission Culture, Éducation et Communication au Sénat et co-présidente des Parlementaires pour la Paix

² Directeur général de l'institut Open Diplomacy et co-président des Parlementaires pour la Paix

La paix, à tambours battants !

Le Forum mondial Normandie pour la Paix bat son plein la journée mais aussi la nuit tombée avec sa soirée culturelle.

Celle-ci s'est orchestrée autour de la musique et de la bande dessinée en partenariat avec la délégation permanente de la France auprès de l'UNESCO et avec la participation de Véronique Roger-Lacan, ambassadrice, déléguée Permanente de la France auprès de l'UNESCO. Michka Assayas, animateur de l'émission *Very good trip* sur France-Inter a assuré la présentation de cette soirée aux côtés de la fondatrice du Projet Imagine Frédérique Bedos et du vice-président de la Région Normandie François-Xavier Priollaud, ponctuée par la diffusion de dessins humoristiques croqués en direct. Cet événement a célébré la musique comme « *instrument de paix* », une approche évidente pour beaucoup mais qui ne tombe pas sous le sens au regard de l'histoire. L'animateur rappelle ainsi que dans la Roumanie d'après-guerre, on considérait la musique de Ravel et Debussy comme décadente. Le jazz et le rock étaient si dangereux aux yeux du pouvoir communiste que l'on mettait les musiciens qui en jouaient en prison. Aussi, fallait-il voir et entendre sur la scène du Forum mondial Normandie pour la Paix bien plus que des artistes de talent. Cette ode à la liberté a résonné tout d'abord avec le concert de Piers Faccini dont la pluriculturalité se traduit par des origines et une musique cosmopolites qu'il revendique fièrement. « *La musique est un mode de communication à part entière. J'appartiens à une génération qui a cru que les gens armés d'une guitare allaient changer le monde.* ».

Une ouverture sur le monde

La soirée culturelle a aussi mis à l'honneur la BD. Les dessinateurs Zeina Abirached et Jul évoquent leur travail et le processus créatif qui amènent in fine à faire passer des messages. Jul, qui assure la poursuite de Lucky Luke depuis la mort de Goscinny, fait notamment référence au dernier album « *Un cow-boy dans le coton* » sorti en 2020 où, pour la première fois le plus célèbre cow-boy de la BD partage



Elaha Soroor et le groupe Kefaya

ses aventures avec un personnage noir. Elaha Soroor, chanteuse pop afghane, et le Groupe Kefaya ont joint leur talent pour un album qui revisite la musique folklorique afghane et indienne. Leur album engagé fait référence aux femmes afghanes. Il parle d'amour, de séparation et de résilience. Michka Assayas a raconté le parcours singulier de Elaha Soroor qui a découvert la musique de façon illicite en Iran alors qu'elle était enfant. Devenue étudiante en musique, elle a été menacée de mort par son oncle. Elle a participé en cachette au concours *Afghan Star* et l'a remporté, créant une scission totale avec sa famille qu'elle a quittée, avant de se retrouver à Londres en exil. Elle a insisté sur son ouverture au monde, expliquant « *qu'elle ne se sentait pas afghane* » mais « *plutôt chez elle* » à Londres. Une façon de préciser que « *l'identité* » était pour elle plus un « *acquis* » qu'une question « *d'inné* ». Jean Emmanuel Jacquet, ministre de la Culture et de la Communication de Haïti a indiqué que Haïti symbolise « *la lutte pour les libertés* », précisant que l'île est devenue en 1804 « *la première République noire du monde libre* ». Il a relaté par ailleurs les liens culturels qui unissent la Normandie et son pays, à travers notamment le Festival national de la poésie de Haïti, estimant que la culture peut être un outil de réconciliation entre les peuples. La soirée s'est terminée comme elle avait commencé, c'est-à-dire en musique, cet hymne universel à la paix.

Entre découvertes et rencontres

En dehors des conférences et débats, le Forum proposait de nombreuses activités, rencontres, concerts, librairie avec dédicaces et séquences pour approfondir les thématiques du Forum au sein du Village pour la Paix.

Grande nouveauté de l'année, les espaces Atrium et Studio Agora ont accueilli intervenants et exposants pour proposer des séquences réduites sur des sujets allant des droits de l'Homme au rôle des institutions internationales en passant par les Fake News, le droit des générations futures, la situation des réfugiés... De quoi contenter les nombreux visiteurs à la recherche d'échanges privilégiés et approfondis sur la paix.

Le Village pour la Paix a accueilli cette année quatre expositions photographiques visibles en accès libre ou guidées qui ont permis d'explorer plus en profondeur des conflits et problématiques clés.

Ils ne peuvent pas tous nous tuer

En partenariat avec le festival "Les Femmes s'exposent"

Le festival de photographies qui vise à valoriser le travail de femmes photographes a tenu sa 4e édition à Houlgate du 1er juin au 5 septembre 2021. Les « Femmes s'exposent » a délocalisé l'une de ses expositions au Forum : « Ils ne peuvent pas tous nous tuer » de la photographe Charlene Flores portant sur la révolution des Hongkongais face à la loi de Sécurité nationale édictée par la Chine.



© Anaud Time

Murs, entre guerre et paix

En partenariat avec Paris Match

Une fois encore, Paris Match propose lors du Forum mondial Normandie pour la Paix une exposition baptisée « Murs, entre guerre et paix » issue de ses fonds photographiques. Depuis la chute du mur de Berlin, on les pensait prêts à tomber ; ils sont aujourd'hui plus nombreux. Pourtant, au pieds de ses murs vivent les artisans de la paix qui se battent pour la liberté.



© Nicolas Broquedis

Un monde imparfait

GILLES CARON

Le monde déçoit et révolte Gilles Caron, qui n'aura de cesse, au cours de sa courte carrière, de le photographier pour en montrer les limites et les moments de grâce. L'exposition « un monde imparfait », en partenariat avec le Point du Jour et la Fondation Gilles Caron, souligne cette ambivalence.



© Julien Hélie

Libres et Égales

SYLVIA GALMOT

Sylvia Galmot est une photographe autodidacte et une artiste engagée pour les droits des femmes. A travers l'exposition « Libres et Égales », Sylvia Galmot met en lumière les portraits de 28 femmes d'horizons différents, porteuses d'un message d'espoir et de solidarité.



© Eric Biernacki - Région Normandie

Remerciements

Cette quatrième édition, organisée une nouvelle fois dans un contexte particulier, tant au niveau sanitaire que du fait de l'actualité brûlante en Asie Centrale et au Proche et Moyen-Orient, a été à nouveau une belle réussite grâce à celles et ceux qui ont été mobilisés pour qu'elle puisse se tenir dans les meilleures conditions possibles. Je tiens à les remercier vivement pour l'implication, avec une pensée particulière pour :

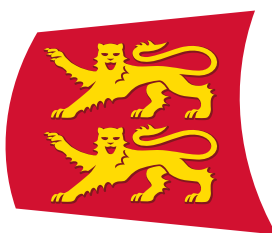
- ▶ **Le public et notamment les jeunes**, présent à l'Abbaye aux Dames en nombre ou qui a suivi le Forum à distance
- ▶ **Les panélistes et partenaires** présents sur le Village pour la Paix, qui ont offert de nombreuses pistes d'actions et de réflexion pour gouverner la paix, grâce à leurs expériences et expertises
- ▶ **Les mécènes parrains et partenaires du réseau international Normandie pour la Paix**, qui participent au rayonnement de cette initiative régionale
- ▶ **Les services de l'Etat et de la Ville de Caen**, grâce à qui il a été possible d'assurer la santé et la sécurité de toutes et tous
- ▶ **Les équipes mobilisées chaque année autour du Forum** : élus, agents de la collectivité régionale, prestataires et bénévoles, qui ont participé à la construction de ce moment aussi nécessaire que remarquable.

Hervé Morin

Président de la Région Normandie,
ancien ministre de la défense



La Région Normandie vous
donne rendez-vous en 2022
pour la prochaine édition !



RÉGION
NORMANDIE